



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 25 MARS 1911.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Tous avertissements, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1021

Avis du Gouvernement

Québec, 20 mars 1911.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Errol Lindsay, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant en la ville de Roberval, comté du Lac Saint-Jean, district de Chicoutimi, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Timothée Dufour dit Latour et de feu Israël Dumais, en leur vivant tous deux notaires public, pratiquant en la ville de Roberval, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

1319

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, le Rév. J. L. A. Sauriol, curé, de la paroisse de Saint-Bruno, comté de Chambly, et autres, ont formé une société coopérative agricole, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Bruno".

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th MARCH, 1911

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1022

Government Notices

Quebec, 20th March, 1911.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Errol Lindsay, esquire, notary public, residing and practising in the town of Roberval, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Timothée Dufour dit Latour and of the late Israël Dumais, in their lifetime both notary public, practising in the town of Roberval, aforesaid county and district, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

1320

CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, the Rev. J. L. A. Sauriol, curé, of the parish of Saint Bruno, county of Chambly, and others, have formed a co-operative agricultural association, under the name of "Saint Bruno Co-operative

avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Saint-Bruno, dans le comté de Chambly.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le vingt-unième jour du mois de mars 1911.

1353

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Alphonse Thibault, médecin, Patrick O'Bready, cultivateur, Joseph Charland, cultivateur, Eugène Côté, industriel, Eugène Belisle, industriel, Amédée Perrault, cultivateur, Sinaï Goulet, industriel, Onésime Nault, rentier, Pierre-Michel Belisle, cultivateur, Domino Bourque, cultivateur, Elie O'Bready, cultivateur, Charles Guimont, cultivateur, Casimir Corbeil, marchand, tous de Wotton, Oscar Vilandré, marchand, de Danville, Alfred Bellerose, cultivateur, de Saint-Andrien de Ham, dans les buts suivants :

Acquérir par achat ou autrement, louer, occuper, posséder des terrains, maisons et autres choses ou droits immobiliers pour des fins de spéculation, et les aliéner ou les donner en bail ;

Développer et améliorer tout terrain par elle occupé ou posséder pour des fins de culture ou de construction ;

Construire, réparer, démolir des maisons ou autres bâtiments, ou faire tels travaux par des constructeurs, entrepreneurs et autres, et leur faire des avances d'argent ;

Construire, acquérir, louer, entretenir, vendre, aliéner, exploiter des aqueducs, des pouvoirs hydrauliques, des usines électriques, à vapeur ou autres ; faire le commerce de l'eau, de la force motrice sous toutes ses formes, de la lumière et de la chaleur, dans le comté de Wolfe ;

Acquérir, louer, occuper, posséder, exploiter, vendre, aliéner des carrières de pierre, chaux, briques, ardoise, et faire le commerce des dits articles ;

Acquérir, louer, posséder, exploiter, vendre et aliéner des conduits, fossés, égouts, citernes et réservoirs ; des terres à bois, des coupes de bois, des terrains miniers ; fabriquer le bois et les métaux et en faire le commerce sous toutes leurs formes ;

Exercer l'industrie et commerce de constructeur et d'entrepreneur pour toutes espèces de travaux ;

Manufacturer toutes espèces d'articles en bois, pierre ou métal, et faire le commerce des dits articles ;

Faire le commerce de nouveautés, épicerie, quincailleries, ou tout autre commerce, en gros et en détail ;

Faire le commerce de l'argent par prêts sur billets, obligations, hypothécaires ou autres, ventes à réméré, constitutions de rentes, achats et ventes d'obligations, débentures ou titres semblables ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débentures, ou sous d'autres garanties convenables ;

Vendre des actions à d'autres compagnies et les racheter ; acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre, aliéner totalité ou partie de ses propriétés, droits ou entreprises ;

Acquérir, administrer totalité ou partie de l'en-

Agricultural Association," with its principal place of business in the parish of Saint Bruno, in the county of Chambly.

The objects for which the said association is formed are : the improvement and development of agricultural or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned Minister of Agriculture of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the twenty first day of the month of March, 1911.

1354

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1911, incorporating Messrs. Alphonse Thibault, physician, Patrick O'Bready, farmer, Joseph Charland, farmer, Eugène Côté, manufacturer, Eugène Belisle, manufacturer, Amédée Perrault, farmer, Sinaï Goulet, manufacturer, Onésime Nault, rentier, Pierre Michel Belisle, farmer, Domino Bourque, farmer, Elie O'Bready, farmer, Charles Guimont, farmer, Casimir Corbeil, merchant, all of Wotton, Oscar Vilandré, merchant, of Danville, Alfred Bellerose, farmer, of Saint Adrien de Ham, for the following purposes :

To acquire by purchase or otherwise, lease, occupy, hold lands, houses and other immoveable rights and things for speculative purposes, and to alienate or lease same ;

To develop and improve any land owned or occupied by the company for the purposes of cultivation and construction ;

To construct, repair, demolish houses or other buildings, or have such work done by contractors, builders and others, and advance them money ;

To construct, acquire, lease, maintain, sell, alienate, exploit water works, water powers, electric steam or other shops ; deal in water, motive power in all its forms, light and heat within the county of Wolfe ;

To acquire, lease, occupy, hold, operate stone, lime, brick and slate quarries, and deal in the same ;

To acquire, lease, own, operate, sell and alienate conduits, ditches, drains, cisterns and reservoirs ; timber lands, cuts of timber, mining lands ; to manufacture wood and metal and deal in same in all their forms ;

To carry on the business and industry of builder and contractor for all kinds of work ;

To manufacture all kinds of articles in wood, stone or metal, and deal in the said articles ;

To deal in novelties, groceries, hardware, or any other business, wholesale and retail ;

To carry on a money business by loans on notes, obligations, hypothecary or other sales with right of redemption, constitution of rents, purchases and sales of bonds, debentures or similar titles.

To borrow money by notes, bonds, hypothecs, debentures or other suitable security ;

To sell stock to other companies and re-purchase same ; to purchase the stock of other companies and sell same ;

To sell, alienate the whole or part of its property, rights or undertakings ;

To acquire, manage the whole or part of the

treprises, des biens et des dettes de toute personne, société ou compagnie exerçant des industries, commerces, affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens qui conviendraient aux fins de la présente compagnie ;

Acquérir, louer, aliéner des franchises municipales pour les objets compris dans les attributions de la présente compagnie et relevant de l'autorité municipale, sous le nom de "La Compagnie Vilandre Limitée", avec un capital de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt (480) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Wotton, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary

1343

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10^e jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Alfred Lambert, industriel, Morris Sloan, marchand de chaussures, Georges Henri Bétournay, commis, Delphis Lapierre, comptable, Jos. Henri Lambert, voyageur de commerce, Charles Albert Léonard, voyageur de commerce, de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, posséder et vendre des meubles ou en disposer d'autre manière.

Acquérir des immeubles nécessaires à la compagnie ;

Acheter, vendre et faire le commerce de peaux, cuir et toutes marchandises se rapportant au commerce de chaussures ainsi qu'au commerce de la cordonnerie en général, sous le nom de "The Hercule Shoe Company", avec un capital total de trois mille piastres (3,000.00), divisé en trente (30) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province ce dixième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

1323

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Charles Hector Lepage, de Québec, et J. Edmond Leclerc, de l'Islet, manufacturiers, Joseph Lemieux, hôtelier, et Michel Moreau, médecin, de l'Islet, et Léon Nadeau, comptable, de Québec, dans les buts suivants :

La fabrication et la manufacture des poêles ; pour l'exploitation de fonderies et pour la fabrication et la manufacture de machineries en général et pour l'exercice de tout genre de commerce se rapportant à la fonderie et à la manufacture des poêles et des machineries en général, sous le nom de "Le Poêle National, Limité", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à L'Islet.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

1321

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Théodore Herzel Livingstone, manufacturier, Clara Millstein, épouse séparée de biens de Simon Henry Narovlansky, Rebecca Narovlansky, fille majeure, Simon Henry

undertakings, property and debts of any person, firm or company carrying on any industry, trade, business that this company is authorized to do, or holding property suitable for the purposes of this company ;

To acquire, lease, alienate municipal franchises for the objects comprised within the attributes of this company and being holden to municipal authority, under the name of "La Compagnie Vilandre Limitée", with a capital of forty eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Wotton, district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

1344

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th day of March, 1911, incorporating Messrs. Alfred Lambert, manufacturer, Morris Sloan, boot and shoe merchant, Georges Henri Bétournay, clerk, Delphis Lapierre, accountant, Jos. Henri Lambert, commercial traveller, Charles Albert Léonard, commercial traveller, of Montreal, for the following purposes :

To purchase, own and sell moveables and otherwise dispose of same ;

To acquire the immoveables necessary for the company ;

To purchase, sell and deal in skins, leather and any merchandise in connection with the boot and shoe trade and the shoe making business in general, under the name of "The Hercule Shoe Company," with a total capital of three thousand dollars (\$3,000.00), divided into thirty (30) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this tenth March, 1911.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

1324

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1911, incorporating Messrs. Charles Hector Lepage, of Québec, and J. Edmond Leclerc, of l'Islet, manufacturers, Joseph Lemieux, hotel-keeper, and Michel Moreau, physician, of l'Islet, and Léon Nadeau, accountant, of Québec, for the following purposes :

To make and manufacture stoves ; to exploit founderies and to make and manufacture machinery in general and to carry on any kind of business in connection with a foundry and the manufacture of stoves and machinery in general, under the name of "Le Poêle National, Limité", with a total capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into nine hundred (900) shares of fifty (\$50.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be at l'Islet.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

1332

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th day of March 1911, incorporating Messrs. Theodore Herzel Livingstone, manufacturer, Clara Millstein, wife separate as to property of Simon Henry Narovlansky, Rebecca Narovlansky, fille majeure, Simon Henry Narovlan-

Narovlansky, marchand, et Louis S. Margolese, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire toutes ou aucune des affaires de fourreurs, merciers, marchands de bas, manufacturiers, importateurs et marchands en gros et en détail de tissus de fabriques de toute sorte, marchands de modes, modistes, tailleurs, chapeliers, marchands de hardes, fournisseurs, marchands de gants et autres articles et objets d'usage et consommation personnels et domestiques, et en général de tous objets et matériaux manufacturés ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire, ou étant sur le point de faire ou d'être engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie, ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "S. H. & E. P. Narovlansky, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce, 18^e jour de mars 1911

JOS. DUMONT,

1313

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Joseph Henry Dillon, avocat, Adolphe Lafontaine, commis, Oscar Coullée, comptable, T. A. W. Paul Mercier, étudiant en droit, et Paul Alfred Desgroseillers, étudiant en droit, de Montréal, dans les buts suivants :

Etablir et exploiter l'aviation ou locomotion aérienne, champs, hippodromes pour automobiles, chevaux ou toute sorte de course quelconque, garages et parcs aérostatiques, avec tous les accessoires nécessaires et utiles, y compris les moyens électriques, mécaniques et naturels pour développer le pouvoir, et chemins de fer électriques ou à la vapeur sur la propriété de la compagnie ;

Tenir des exhibitions d'aviation ou de locomotion aérienne aux moyens de vaisseaux aériens, aéroplanes, machines volantes et ballons et autres machines ou appareils qui peuvent être employés comme moyen de locomotion aérienne ou ascension, et aussi organiser et conduire des expositions et exhibitions de toute sorte, et des sports, jeux et course de toute description, avec tous les droits et privilèges d'une association de course régulière conformément à la loi et particulièrement aux paris et bookmakers, et charger et percevoir un honoraire d'admission à toutes telles exhibitions, expositions, courses et à tous tels amusements et jeux ;

Eriger, construire, manufacturer, réparer, améliorer, acquérir, posséder, louer, engager ou vendre à commission ou autrement, et en disposer en aucune manière quelconque, des automobiles, cycles moteurs, bicycles, vaisseaux aériens, aéroplanes et machines volantes de toute sorte, ballons de toute description et toutes autres machines ou appareils qui peuvent être employés comme moyen de locomotion et toutes parties et accessoires de telles machines et appareils ainsi que tout les effets et articles scientifiques et de sport, et en faire le commerce en général en aucune manière quelconque ;

sky, merchant, and Louis S. Margolese, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on all or any of the businesses of furriers, haberdashers, hosiers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers of and in textile fabrics of all kinds, milliners, dress-makers, tailors, hatters, clothiers, outfitters, glovers and other articles and commodities of personal and household use and consumption, and generally of and in all manufactured goods and materials ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which this company is authorised to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To take or otherwise acquire and hold shares in other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company.

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments under, the name of "S. H. & E. P. Narovlansky Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20000.00), divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each ;

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1314

Sous-secrétaire de la province

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1911, incorporating Messrs. Joseph Henry Dillon, advocate, Adolphe Lafontaine, clerk, Oscar Coullée, accountant, T. A. W. Paul Mercier, student at Law, and Paul Alfred Desgroseillers, student at Law, Montreal, for the following purposes :

To establish and exploit aviation or aerial locomotion fields, racing tracks for automobiles, horses or any kind of races whatsoever, garages and aerostatic parks, with all necessary or useful accessories, including electrical, mechanical and natural ways of developing power, and electrical or steam railways on the property of the company.

To give exhibitions of aviation or aerial locomotion by means of airships, aeroplanes, flying machines and balloons and all other machines or apparatuses which may be used as a mean of aerial locomotion or ascension, and also organise and manage shows and exhibitions of all kinds and sports, games and races of every description, with all the rights and privileges of a regular racing association according to law, and particularly as to betting and book-making, and to charge and collect an admission fee to any such exhibitions, shows, sports, games and races ;

To build, construct, manufacture, repair, improve, acquire, possess, use, pledge or sell on commission or otherwise, and dispose of in any way whatsoever, automobiles, motor cycles, bicycles, airships, aeroplanes and flying machines of all kinds, balloons of every description and all other machines or apparatuses which may be used as a means of locomotion, and any parts and accessories of such machines and apparatuses, as well as all and any scientific and sporting goods and articles, and deal generally in the same in any way whatsoever ;

Acquérir par achat ou autrement, établir et faire les affaires d'hôtel licencié ou restaurant dans toutes ses branches ;

Faire dans toutes ses branches, les affaires d'immeubles ;

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles, avec pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, acquérir, établir, cultiver, louer, garantir, échanger et vendre des propriétés immobilières et terres, sous culture ou non, et dans et sur telles terres ou autres, ériger, construire et réparer des maisons, magasins, bâtisses, garages, manufactures, matériaux, et les louer, échanger, vendre ou en disposer autrement ;

Manufacturer et réparer les instruments mécaniques, machines, outils, appareils et appartenances en rapport avec aucun des objets de la compagnie et de faire le commerce en général des dits biens et articles ;

Acquérir la clientèle, droits, propriété et biens de toute sorte, et assumer toutes ou aucune partie des obligations, ou prendre à bail, continuer et faire les affaires de toute personne, société ou corporation ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux pour lesquels la compagnie est incorporée, et les vendre, louer, échanger ou en disposer autrement ;

Acquérir par achat ou autrement des patentes d'inventions et licences, employer toutes patentes d'inventions qui peuvent être nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, les vendre ou en disposer autrement ;

Acquérir, posséder, vendre, céder, transférer, engager les actions du capital actions et les débetures d'autres corporations ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux de la compagnie, et exercer tous les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de vote sur telles actions, ou en disposer ;

Émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie en paiement de toute obligation contractée ou toute dette encourue par icelle pour aucune des entreprises, biens ou propriétés, meubles ou immeubles, ou droits qu'elle est autorisée d'acquérir, tant pour travail fait ou services rendus pour lesquels elle est endettée ou qu'elle peut être endettée à l'avenir ;

Payer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant aucune des actions du capital actions de la compagnie ou aucune des débetures ou autres garanties de la compagnie ou dans ou sur la formation de la compagnie ou la conduite de ses opérations.

Les directeurs de la compagnie seront au nombre de quinze, mais dans la limitation fixée par la loi, leur nombre peut être réduit, et de temps à autre augmenter ou diminuer de nouveau, conformément aux dispositions de l'art. 6065 S. R. P. Q., 1909, sous le nom de "The Montreal Aero Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune, dont deux mille cinq cents (2500) actions doivent être du stock privilégié, et ayant droit aux dividendes cumulatifs provenant des bénéfices nets, avant que les dividendes soient payés sur aucune autres actions, jusqu'au montant de sept pour cent par année sur la valeur au pair d'icelles, payables tous les six mois, les jours fixés par les directeurs, et de toute distribution de l'actif de la compagnie sur dissolution ou vente d'icelle, les dites actions privilégiées, à la valeur au pair d'icelles, ensemble avec tous les dividendes non payés provenant d'icelles cumulatifs au dit taux, auront droit à une préférence sur toutes autres actions ou stock de la compagnie.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

1331

To acquire by purchase or otherwise, to establish and to carry on any licensed hotel or restaurant business in all its branches ;

To carry on, in all its branches, a real estate business ;

To carry on the business of a land company, with power to buy, own, develop, improve, acquire, settle, cultivate, lease, guarantee, exchange and sell immovable properties and lands, under cultivation or not, and in and upon such lands or others to build, construct and repair houses, stores, buildings, garages, factories and plants, and lease, exchange, sell or otherwise dispose of the same ;

To manufacture and to repair machinery, machines, tools, appliances and appurtenances in connection with any of the objects of the company, and to deal generally in such property and articles ;

To acquire the good will, rights, property and assets of all kinds, and to assume the whole or any part of the liabilities, or to take on lease, and to continue and carry on the business of any person, firm or corporation having objects similar in whole or in part to the objects for which the company is incorporated, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the same ;

To acquire by purchase or otherwise, patents of inventions and licenses to use any patents of inventions which may be necessary or useful for the purposes of the company, and to sell or otherwise dispose of the same ;

To acquire and hold, to sell, assign, transfer, pledge or dispose of the shares in the capital stock and the debentures of other corporations having objects similar in whole or in part to those of the company, and to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote on such shares ;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment of any obligation contracted or any debt incurred by it for any of the undertakings, assets or properties moveable or immovable, or rights which it is authorized to acquire, as well as for any work done or services rendered for which it may be or may become indebted ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing any of the shares in the company's capital stock or any of the debentures or other securities of the company or in or about the formation of the company or the conduct of its operation ;

The directors of the company shall be fifteen in number, but, within the limitation fixed by law, their number may be decreased, and from time to time again increased or decreased in accordance with the provisions of art. 6065 of R. S. P. Q., 1909, under the name of The Montreal Aero Company, with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand shares (5,000) of one hundred dollars (\$100.00) each, of which two thousand five hundred shares (2,500) are to be preference stock, and entitled to cumulative dividends out of the net earnings, before dividends are paid upon any other shares, to the extent of seven per centum per annum upon the par value thereof, payable half yearly on the days fixed by the directors, and in any distribution of the assets of the company upon dissolution or sale thereof, said preference shares shall, up to the par value thereof, together with any accrued unpaid dividends thereon cumulated at the said rate, be entitled to a preference over all other shares or stock of the company.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

1332

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize mars 1911, constituant en corporation MM. Louis Harry Gaudry, marchand, Adjutor Potvin, marchand, Joseph Arthur Larue, comptable, Paul Émile Bernier, avocat, et Jean De Montigny, employé civil, de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir, vendre ou louer des meubles, immeubles, pouvoirs d'eau, lignes de transmission électriques, manufactures, patentes, licences, privilèges, contrats, appartenant à des corporations ou à des particuliers.

Fabriquer, produire, acheter, vendre ou distribuer l'électricité ou toute autre force motrice pour fins industrielles ou toutes fins quelconques ;

Faire le commerce de tout article concernant l'électricité, dans les comtés ci-après mentionnés.

Obtenir des privilèges de toute corporation ou particulier pour construire, exploiter, maintenir et entretenir des lignes pour la transmission de l'électricité dans les comtés de Charlevoix, Montmorency, comté de Québec, la cité de Québec.

Acquérir les terrains nécessaires pour construire des chaussées sur les rivières, des réservoirs avec les lacs situés dans les dits comtés, avec droit de pouvoir exercer tous les droits inhérents à l'exploitation des pouvoirs d'eau, que peut conférer la loi de cette province ;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou non, qui peut être exercée conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou qui est de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable ;

Emprunter des deniers et faire des avances de deniers comptants ou les garantir par billets, hypothèques, débiteures, titres ou autres valeurs concernant la propriété de la compagnie, acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, ainsi que sa clientèle et son actif aux conditions, taux, prix, qui seront convenus, et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toute telle acquisition.

Faire toute autre chose en rapport avec les pouvoirs ci-dessus énumérés, sous le nom de la " Compagnie Hydraulique Stadacona ", avec un capital total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce treizième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1325

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Onésime Rivard, Saint-Léon, Louis Trépanier, Saint-Paulin, Adélard Villemure, Saint-Léon, Adolphe Rivard, Saint-Léon, et Jean Baptiste Trépanier, Saint-Paulin, tous cultivateurs, dans les buts suivants :

Vendre, acheter, importer, exporter et généralement faire le commerce de foin, grains et autres céréales ;

Vendre, acheter, importer, exporter et en général faire le commerce de volailles et autres animaux ;

Avoir le droit de signer, endosser des billets et tous effets négociables ;

Avoir le droit de posséder, acheter, vendre et exploiter des fromageries et des beurrieres ;

Avoir le droit de faire l'élevage d'animaux ;

Acquérir, vendre, aliéner des biens meubles ou immeubles, en disposer autrement ;

Acquérir, posséder, exploiter des établissements de gros et de détail et faire toutes les espèces de commerce de gros et détail ;

Donner et accepter des bons, billets, lettres de

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1911, incorporating Messrs. Louis Harry Gaudry, merchant, Adjutor Potvin, merchant, Joseph Arthur Larue, accountant, Paul Émile Bernier, advocate, and Jean De Montigny, civil employee, of Quebec, for the following purposes :

To acquire, sell or lease moveable, immoveables, waters powers, electric transmission lines, factories, patents, licenses, privileges, contracts, belonging to corporations or individuals ;

To manufacture, produce, purchase, sell or distribute electricity or any other motive power for industrial or any other purposes whatsoever ;

To deal in any article concerning electricity within the counties hereinafter mentioned ;

To obtain privileges from any corporation or individual, to construct, operate, maintain and keep up lines for the transmission of electricity within the counties of Charlevoix, Montmorency, county of Quebec, city of Quebec ;

To acquire the necessary lands to construct embankments on rivers, reservoirs with the lakes situate in the said counties, with right to have the power to exercise all the inherent rights for the operation of water powers, conferred by the law of this province ;

To carry on any other manufacturing industry or not that may be carried on in conjunction with the industry of the company, or is of a nature to increase or render the property of the company profitable ;

To borrow money and make cash advances or guarantee same by notes, hypothecs, debentures, titles or other securities respecting the property of the company ; to acquire any other similar industry to that this company is authorized to carry on and also its goodwill and assets, on the conditions, rates, prices that may be agreed on, and to pay for any such acquisition with paid up shares and bond of the company ;

To do anything else in connection with the powers hereinabove enumerated, under the name of " La Compagnie Hydraulique Stadacona ", with a total capital of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000.00) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the company will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1226

Deputy provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1911, incorporating Messrs. Onésime Rivard, Saint-Léon, Louis Trépanier, Saint-Paulin, Adélard Villemure, Saint-Léon, Adolphe Rivard, Saint-Léon, and Jean-Baptiste Trépanier, Saint-Paulin, all farmers, for the following purposes :

To sell, purchase, import, export and generally deal in hay, grain and other cereals ;

To sell, purchase, import, export and generally deal in fowl and other animals ;

To have the right to sign, endorse notes and any negotiable instruments ;

To have the right to hold, purchase, sell and exploit butter and cheese factories ;

To have the right of stock-breeding ;

To acquire, sell, alienate moveable or immoveable property and otherwise dispose of same ;

To acquire, hold, exploit wholesale and retail establishments and carry on any kind of business, wholesale and retail ;

To give and accept bonds, notes, bills of exchange,

changes, chèques ou autres titres et valeurs notariés ou non, hypothécaires ou non, pour paiement et pour la garantie de tout argent dû par la compagnie ou à la compagnie :

Vendre, aliéner, céder son fonds de commerce, ses créances, son actif, ses meubles, ses immeubles, ainsi que ses entreprises en tout ou en partie pour le prix ou considération et aux termes qu'elle jugera convenable, sous le nom de "La Compagnie Ville-mure Limitée", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Paulin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1175-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mars 1911, constituant en corporation MM. Henri Dessureault, agent d'immeubles et d'assurance, Georges Trépanier, marchand, Louis Trépanier, rentier, Aurel Veillette, manufacturier, Edwigh Asselin, rentier, et Joseph Lafontaine, manufacturier, de Saint-Adelphe, dans les buts suivants : Fabriquer, manufacturer, importer et exporter, acheter, louer et vendre des meubles de tous genres et généralement faire le commerce de manufacturiers et marchands de meubles et autres effets en bois et en métal pouvant être produits économiquement pour une manufacture de meubles.

Acquérir, louer, vendre et opérer une ou plusieurs manufactures de meubles et accessoires.

Acquérir, louer, vendre, aliéner et détenir comme propriétaire un ou plusieurs pouvoirs hydrauliques et généralement faire toutes les opérations nécessaires à l'exploitation d'un pouvoir d'eau.

Produire, exploiter et vendre l'énergie électrique comme pouvoir moteur et éclairant dans le comté de Champlain.

Exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière de Saint-Adelphe Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Adelphe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1177-2

Sous-secrétaire de la province,

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été ordonné par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Ellsworth Snow Gleason, professeur, Allen James Moore, jr., teneur de livres, John Ernest Smith, rapporteur, Henry David Lawrence and William Morris, avocats, de Sherbrooke :

Pour acquérir, acheter et prendre comme une affaire en opération, les propriétés, affaires, clientèle biens et obligations de "The Boyd Syllabic Short Hand and Business College", maintenant appartenant au dit requérant Ellsworth Snow Gleason et conduit par lui, dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, et pour tel prix qui peut être convenu et de les payer, ou pour services rendus à la compagnie, en argent, billets promissaires, débetures ou autres garanties, ou en actions du capital actions de la compagnie, les dites actions devant être émises et réparties, comme et devant être de *facto* des actions acquittées et non sujettes à appel ;

Faire, continuer, étendre les susdites affaires, et l'enseignement de la sténographie, dactylographie, tenue des livres et autres objets, particulièrement

cheques or other notarial titles and securities or not, hypothecary or not, in payment and as security for any money due by the company or to the company ;

To sell, alienate, assign its stock in trade, credits, assets, moveables and immoveables, and also its undertakings in whole or in part, for the price or consideration and on the terms it may be deemed advisable, under the name of "La Compagnie Ville-mure Limitée", with a total capital of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Paulin.

Dated from the office of the secretary of the province, this ninth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1176

Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1911, incorporating Messrs. Henri Dessureault, real estate and insurance agent, Georges Trépanier, merchant, Louis Trépanier, rentier, Aurel Veillette, manufacturer, Edwigh Asselin, rentier, and Joseph Lafontaine, manufacturer, of Saint-Adelphe, for the following purposes : To make, manufacture, import and export, purchase, lease and sell furniture of all kinds and generally carry on the business of manufacturers and merchants of furniture and other effects in wood and metal capable of being produced economically by a furniture factory.

To acquire, lease, sell and operate one or more furniture manufactories and accessories ;

To acquire, lease, sell, alienate and hold as proprietors one or more water-powers and generally carry on all operations necessary for the exploitation of a water-power ;

To produce, exploit and sell electric energy for motive power and lighting within the county of Champlain ;

To exercise all the powers and carry on all operations necessary for the purposes of the company, under the name of "La Compagnie Manufacturière de Saint-Adelphe, Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Adelphe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1178

Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 3rd day of March, 1911, incorporating Messrs. Ellsworth Snow Gleason, professor, Allen James Moore, jr., book-keeper, John Ernest Smith, reporter, Henry David Lawrence and William Morris, advocates, of Sherbrooke :

To acquire, purchase and take over as a going concern, the property, business, good will, assets and liabilities of "The Boyd Syllabic Short Hand and Business College", now owned and carried on by the said applicant Ellsworth Snow Gleason, at the city of Sherbrooke, in the province of Quebec, at and for such price as may be agreed upon and to pay for the same or for service rendered to the company, in cash, promissory notes, debentures or other securities, or in shares of the capital stock of the company, such shares to be issued and allotted as and to become and to be, *de facto*, fully paid up and non assessable ;

To carry on, continue and extend the business aforesaid, and the teaching of short hand, type-writing, book-keeping and other subjects, parti-

de nature commerciale, et établir et mettre en opérations des succursales ou autres institutions semblables en différents endroits ;

Acquérir par achat, bail ou autrement tous biens meubles et immeubles, matériel et appareils nécessaires et utiles à la mise en opération des objets de la compagnie et agir comme agent ou représentant d'autres personnes ou compagnies engagées dans les mêmes travaux et affaires ;

Acheter ou acquérir les affaires, biens et obligations de toute personne, société ou compagnie faisant les mêmes affaires, ou actions du stock d'icelles, et de les payer en argent, actions acquittées du stock de la compagnie ou autrement, et entrer en arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt ou risque conjoint avec toutes personnes, sociétés ou compagnies engagées dans des opérations semblables ;

Imprimer, publier, acheter, vendre, manufacturer des livres de classes, blancs, formules de blancs, cahier d'écriture, machines à écrire ou autres machines pour écrire, ajouter et plier, fournitures et meubles de bureau et articles semblables et accessoires et en faire le commerce ;

Acquérir, posséder, employer, vendre des patentes, droits de patentes, marques de commerce, dessins, licences, privilèges et procédés employés ou utiles en rapport aux affaires de la compagnie, et en disposer ;

Obtenir de l'emploi, garantir des positions et salaires pour les étudiants et l'exécution de contrats par iceux et autres et recevoir des honoraires et compensation en conséquence ;

Vendre en tout ou en partie l'entreprise, affaires de la compagnie pour argent ou garanties ou actions du stock et exercer les pouvoirs de vote sur les dites actions, ou s'amalgamer avec toute personnes, sociétés et compagnies engagées dans les mêmes affaires, aux termes qui peuvent être convenus ;

Faire toutes choses nécessaires pour la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "The Boyd Syllabic Short Hand & Business College, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1219-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Eudore Fournier, commerçant, Antonio Painchaud, entrepreneur de pompes funèbres, Albert Gosselin, commis, de Lac Noir, Alfred Savoie, marchand, Louis Honoré Grenier, agent d'assurance, Louis Joseph Houde, avocat, de Plessisville, Louis Israël Fréchette, marchand, de Saint-Ferdinand d'Halifax, dans les buts suivants :

Faire le commerce de cuir comme manufacturier et commerçant ;

Acheter, vendre et manufacturer toute sorte de cuir et objets en cuir et en faire le commerce ;

Faire des affaires comme tanneurs, corroyeurs et manufacturiers de tous les objets dont le cuir et les peaux sont une partie constituante ;

Acheter et revendre, préparer, manufacturer et faire le commerce des peaux vertes et de tous les matériaux s'y rapportant ;

Acquérir et employer, suivant qu'il est permis par la loi, toutes choses nécessaires telles que terrains, bois, écorce, moulins, machines, bâtisses et autres choses nécessaires et avantageuses pour les fins de manufacture et commerce pour la vente des cuirs, courroies et chaussures ;

Droit d'acquérir tout brevet d'invention qui pourra être avantageux ou nécessaire aux fins du commerce des peaux, cuirs et chaussures ;

cularly of a commercial nature, and to establish and operate branches or other similar institutions in different places ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, all property real and personal, plant and appliances necessary and advantageous for the proper carrying out of the objects of the company, and to act as agent or representative of other persons or companies engaged in similar work and business ;

To purchase or acquire, the business, assets and liabilities of any person, firm or company carrying on a similar business, or shares of stock therein, and to pay for the same in cash, paid up shares of the company's stock or otherwise, and to enter into agreements for sharing profits union of interest or joint adventure, with persons, firms or companies engaged in similar operations.

To print, publish, buy, sell, manufacture and deal in, text books blanks, blank forms, blank-books, typewriters or other writing, adding, computing, manifold or other devices, office furniture and supplies and similar articles and accessories ;

To acquire, hold, use, sell or otherwise dispose of patents, patent rights, trade marks, designs, licenses, privileges and processes, used or useful in connection with the business of the company ;

To obtain employment for, to guarantee positions and salaries to, and the performance of contracts by students and others, and to receive fees and compensation therefor.

To sell in whole or in part the undertaking, business of the company for cash or securities or shares of stock and to exercise voting powers on such shares, or to amalgamate with any person, firm or companies engaged in similar business, on such terms as may be agreed upon.

To do all things necessary for the carrying out of the objects of the company, under the name of "The Boyd Syllabic Short Hand and Business College Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1220

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of March, 1911, incorporating Messrs. Eudore Fournier, trader, Antonio Painchaud, undertaker, Albert Gosselin, clerk, of Black Lake, Alfred Savoie, merchant, Louis Honoré Grenier, insurance agent, Louis Joseph Houde, advocate, of Plessisville, Louis Israël Fréchette, merchant, of Saint-Ferdinand d'Halifax, for the following purposes :

To carry on the business of and manufacture and deal in leather ;

To purchase, sell and manufacture all kinds of leather and objects in leather and deal in same ;

To carry on the business of tanners, curriers and manufacturers of all objects in which leather and skins form a component part ;

To purchase and resell, prepare, manufacture and deal in green or raw skins and in all the materials connected therewith ;

To acquire and employ, according to law, everything necessary such as lands, wood, bark, mills, machinery, buildings and other things necessary and advantageous for manufacturing and business purposes for the sale of leather, belting and boots and shoes ;

The right to acquire any patent of invention that may be useful or necessary to the business of skins, leather and boots and shoes ;

Exporter, importer, acheter, vendre, manufacturer tout produit qui pourra être utile au commerce des cuirs, peaux et chaussures ;

Faire toutes les opérations en rapport avec la fabrication et le commerce de tannerie, de cuirs et de la chaussure.

Faire le commerce des articles et objets de corbonnerie et de sellerie et de tout ce qui s'y rapportent, sous le nom de "Compagnie des Cuirs et Chaussures de Plessisville", avec un capital total de cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000.00), divisé en douze cent cinquante (1250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Plessisville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1179 2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Adrien Lockquell, comptable, de la cité de Québec, Malcolm Fraser, bourgeois, Jules Langlais, avocat, Wilfrid Adélar Potvin, avocat, Stanislas Belle, photographe, Mazenod E. Saindon, agent d'assurances, ces cinq derniers de la cité de Fraserville, dans les buts suivants :

Louer, acheter, acquérir, posséder, hypothéquer, vendre, échanger et aliéner un ou des immeubles et bâtir une ou des maisons, une ou des manufactures, un ou des magasins, un ou des entrepôts pour les fins de son entreprise, et aussi le pouvoir d'emprunter encore dans le même but ;

Louer, acheter ou autrement acquérir, posséder, mettre en gage, vendre, échanger et aliéner pour les mêmes fins, des machineries, outils et accessoires et des biens meubles d'une manière générale ;

Acheter la matière première pour les vêtements et sous-vêtements, et la lingerie d'une manière générale pour femmes, filles et enfants ; tisser, tailler et confectionner la dite lingerie ; faire et confectionner les dits vêtements et sous-vêtements et les vendre en gros et en détail, en livrant de suite la marchandise, ou sur échantillons, catalogues, listes de prix ou autrement ;

Tenir en opération dans le but mentionné au paragraphe précédent, une ou des manufactures, avoir et tenir un ou des magasins, une ou des salles d'échantillons, un ou des entrepôts, et d'engager, avoir et employer le personnel voulu à cette fin, en même temps que pour tout le commerce et service général de la dite compagnie ; et de plus agir comme agent, représentant et intermédiaire à salaire, ou à commission, pour négocier les achats et les ventes d'autres compagnies ou personnes, dans la même ligne de commerce ;

Faire toutes les dépenses nécessaires à l'incorporation et à l'organisation de cette compagnie et notamment à la souscription du capital ;

Avoir enfin tous autres pouvoirs non contraires à la loi et qui lui sont nécessaires pour atteindre la fin pour laquelle elle est formée, sous le nom de "La Compagnie de Vêtements de Fraserville", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fraserville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1279-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Joseph

To export, import, purchase, sell, manufacture any product that may be useful to the leather, skin, and boot and shoe business ;

To carry on all operations in connection with the manufacture and business of a tannery, leather and boots and shoes ;

To carry on the business of articles and objects of shoe-making and saddlery and of anything in connection therewith, under the name of "Compagnie des Cuirs et Chaussures de Plessisville", with a total capital of one hundred and twenty five thousand dollars (\$125,000.00), divided into twelve hundred and fifty (1250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Plessisville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1180

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1911, incorporating Messrs. Adrien Lockquell, accountant, of the city of Québec, Malcolm Fraser, bourgeois, Jules Langlais, advocate, Wilfrid Adélar Potvin, advocate, Stanislas Belle, photographer, and Mazenod E. Saindon, insurance agent, the five latter of the city of Fraserville, for the following purposes :

To lease, purchase, acquire, hold, hypothecate, sell, exchange and alienate one or more immovables and build one or more houses, factories, shops, warehouses, for the purposes of its undertaking, and also the power to borrow for the same purpose ;

To lease, purchase or otherwise acquire, own, pledge, sell, exchange and alienate for the same purposes, machinery, tools and accessories and moveable property in a general manner ;

To purchase the raw material for clothing and under-clothing, and whitewear in a general manner for women, girls and children, to weave, cut out and make up the said whitewear ; to make and fashion the said clothing and under-clothing and sell same wholesale and retail, by delivering the goods immediately, or by samples, catalogues, price lists or otherwise ;

To keep in operation for the purpose mentioned in the preceding paragraph one or more factories, have and keep one or more shops, sample rooms, warehouses, and engage, have and employ the staff required for such purpose at the same time as for the whole business and general service of the said company ; and moreover, act as agent, representative and intermediary, on salary or commission, to negotiate the sales and purchases of other companies or persons in the same line of business ;

To incur all the expenses necessary for the incorporation and organization of the company and especially for the subscription of the capital ;

To have finally any other powers not contrary to law and which are necessary to attain the purpose for which it is formed, under the name of "La Compagnie de Vêtements de Fraserville", with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Fraserville.

Dated from the office of the secretary of the province, this eleventh day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1280

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1911, incorporating Messrs. Joseph Lebeau,

Lebeau, contractor, Eugène Gauron, Joseph Gauron, Olila Fortier, Stanislas Zacharinsky, merchants, Joseph Deschamps, contracting painter, Albert Vézina, joiner, Hormidas Bougie, gentleman, Albert Parent, mechanic, Joseph Montpetit, grocer, J. Adé-
lard Major, gentleman, François Xavier Simard, plumber, André Lafleur, printer, Régis Desjardins, joiner, Emilien Leguerrier, cartwright, of the town of Saint-Pierre, for the following purposes :

To establish and maintain a club for social purposes, supply and procure amusements, physical exercises, under the name of "Le Club Athlétique Saint-Pierre Incorporé", with a total capital of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Saint-Pierre.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1277-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Joseph Elie Breton, manufacturier, Alphonse Rousseau, conducteur de chemin de fer, Joseph Lefrançois, marchand de bois, Gaudias Morency, commis-marchand, et Pierre Drouin, agent d'immeubles, dans les buts suivants :

To manufacture and deal in wholesale and retail in aerated waters, under the name of "The Oyster Mineral Water Company, Limited", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1275-2

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 14 mars, 1911.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Joseph de Coleraine, comté de Mégantic, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JEREMIE L. DECARIE,

1211-2

Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu,

contractor, Eugène Gauron, Joseph Gauron, Olila Fortier, Stanislas Zacharinsky, merchants, Joseph Deschamps, contracting painter, Albert Vézina, joiner, Hormidas Bougie, gentleman, Albert Parent, mechanic, Joseph Montpetit, grocer, J. Adé-
lard Major, gentleman, François Xavier Simard, plumber, André Lafleur, printer, Régis Desjardins, joiner, Emilien Leguerrier, cartwright, of the town of Saint-Pierre, for the following purposes :

To establish and maintain a club for social purposes, supply and procure amusements, physical exercises, under the name of "Le Club Athlétique Saint-Pierre Incorporé", with a total capital of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Saint-Pierre.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1278

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleven day of March, 1911, incorporating Messrs. Joseph Elie Breton, manufacturer, Alphonse Rousseau, railway conductor, Joseph Lefrançois, wood merchant, Gaudias Morency, merchants' clerk, and Pierre Drouin, real estate agent, for the following purposes :

To manufacture and deal in wholesale and retail in aerated waters, under the name of "The Oyster Mineral Water Company, Limited", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleven day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1276

Deputy Provincial Secretary.

Québec 14th March, 1911.

Notice is hereby given that an application has been made to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of Saint-Joseph de Coleraine, county of Mégantic, to obtain the authorization to publish in the French language only, any notice, by-law or resolution adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JEREMIE L. DECARIE,

1212

Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or

ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district et auquel s'applique la mesure demandée, ou dans d'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être up pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com-

une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1023

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, gliassière, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogo-

pany, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

1024

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, proper, the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting

tions de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies de fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen du bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1025 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Application to the Legislature

Avis est par le présent donné que les soussignés s'adresseront à la législature de cette province, à sa session actuellement en cours pour obtenir une charte les constituant en corporation sous le nom de "Montreal Tramways Company", dans le but de construire, exploiter et maintenir un chemin de fer souterrain à travers l'île de Montréal et les îles Jésus et Bizard, et à construire, exploiter et maintenir des tramways et chemins de fer dans les dits endroits, et aussi à acquérir, en totalité, ou en partie, par achat, louage ou autrement, l'entreprise et les biens de la "Montreal Street Railway Company, de la "Montreal Park and Island Railway Company," de la "Montreal Terminal Railway Company," et de la "Public Service Corporation" y compris respectivement leurs chartes, contrats, franchises, droits, pouvoirs, privilèges, immunités et exemptions de toutes nature et description quelconques, et dans le but aussi d'obtenir certaines dérogations aux lois générales qui régissent les chemins de fer et l'octroi de certaines franchises par les municipalités.

(Signed) EDMOND ARTHUR ROBERT,
Président de la Montréal St Ry Co.
FRANK HOWARD WILSON,
Manufacturier.
JOSEPH MARCELLIN WILSON,
Marchand.

Montréal, 18 février 1911.

907-5

Avis Divers

Avis est par le présent donné que "The Underwriters at American Lloyds", avec son principal bureau à New-York, E. U. A., a été enregistré pour faire des affaires dans la province de Québec, et que le principal agent dans la Province de Québec est W. A. Ralston de MM. G. Ross Robertson & Sons, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-unième jour de mars 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec, 1329

Avis est par le présent donné que "The Hudson Bay Insurance Company", avec son principal bureau à Vancouver, B. C., a été enregistrée pour faire des affaires dans la province de Québec, et que

" 3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen day before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1026 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Demande à la Législature

Notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of this province, at its present session, for a charter incorporating them, under the name of "Montreal Tramways Company", for the purpose of constructing, operating and maintaining an underground railway throughout the Island of Montreal and Iles Jésus and Bizard, and to construct, operate and maintain tramways and railways in the said places, and also to acquire, wholly or in part, by purchase, lease or otherwise the undertaking and property of the "Montreal Street Railway Company", the "Montreal Park and Island Company", the "Montreal Terminal Railway Company", and the "Public Service Corporation", respectively, including their charters, contracts, franchises, rights, powers, privileges, immunities and exemptions of every nature and description whatsoever, and also for the purpose of obtaining certain derogations from the laws governing railways and the granting of certain franchises by municipalities.

(Signed) EDMUND ARTHUR ROBERT,
President of the Montréal St Ry Co.
FRANK HOWARD WILSON,
Manufacturier.
JOSEPH MARCELLIN WILSON,
Merchant.

Montreal, 18th February, 1911.

908

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Underwriters at American Lloyds, with its head office in New-York, U. S. A., has been registered to do business in the province of Quebec, and that the chief agent in the province of Quebec, is W. A. Ralston of Messrs. G. Ross Robertson & Sons, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty first day of March, 1911.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec 1330

Notice is hereby given that the Hudson Bay Insurance Company, with its head office in Vancouver, B. C., has been registered to do business in the province of Quebec, and that the chief agent in

le principal agent dans cette province est J. L. Lavery, 75, rue Saint-Pierre, Québec.

Donné conformément à l'article 6950, R. S. P. Q., ce vingt-unième jour de mars 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances P. Q.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec.

1327

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1505.

Dame Albina Girard, de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Delphus Viau, contracteur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 mars 1911.

1341

Province de Québec, }
District de Québec. }
No. 414.

Dame Marie Malvina Labrecque, de Québec, épouse commune en biens de Selim Faucher, couvreur, du même lieu,

Demanderesse ;

vs

Le dit Selim Faucher, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 mars 1911.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 21 mars 1911.

1339

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 266.

Alvine Francoeur, de Saint-Roch des Aulnaies, Demanderesse ; vs Albert Francoeur, menuisier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, le 3 mars, contre le défendeur.

AIMÉ M. DÉCHÈNE,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 21 mars 1911.

1349

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que la société en commandite ayant existé à Montréal, entre George Alphonse DeGuire, électricien, comme associé en nom collectif, et Joseph Arthur Lapierre, comptable, comme associé commanditaire, tous deux de Montréal, sous la raison sociale de "Geo. A. DeGuire & Cie", comme entrepreneurs-électriciens, a été dissoute le premier février mil neuf cent onze.

1205-2

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*
No 4653.

Dame Marie Dionne, épouse de Jos. Chs. Bérubé, marchand, de Saint-Hubert, comté de Témiscouata, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

LOUIS A. TALBOT,

Avocat de la demanderesse.

Fraserville, 9 mars 1911.

1151-2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieur, No 1348, Dame Alphonsine St. Yves, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Aubry, entrepreneur, du même lieu, autorisée à ester en justice par un juge de la cour supérieure, a intenté, le 25 février 1911, une action en séparation de biens contre le dit Alfred Aubry.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 13 mars 1911.

1207-2

this province is J. L. Lavery, 75, Peter street, Quebec.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty first day of March, 1911.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec.

1328

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1505.

Dame Albina Girard, of Montreal, wife common as to property of Joseph Delphus Viau, contractor, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th March, 1911.

1342

Province of Quebec, }
District of Quebec. }
No. 414.

Dame Marie Malvina Labrecque, of the city of Quebec, wife common as to property of Selim Faucher, roofer, of the same place,

Plaintiff ;

vs

The said Selim Faucher, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th of March, 1911.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 21st March, 1911.

1440

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 266.

Alvine Francoeur, of Saint Roch des Aulnaies, Plaintiff ; vs Albert Francoeur, joiner, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property been instituted, on the 3rd March, against the defendant.

AIMÉ M. DÉCHÈNE,

Attorney for the plaintiff.

Montmagny, 21st March, 1911.

1350

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Public notice is hereby given that the limited partnership which existed at Montreal between George Alphonse DeGuire, electrician, as general partner, and Joseph Arthur Lapierre, accountant, as special partner, both at Montreal, under the firm of "Geo. A. DeGuire & Co.", as electrician contractors, was dissolved on the first of February, nineteen hundred and eleven.

1206

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 4653.

Dame Marie Dionne, wife of Jos. Chs. Bérubé, of Saint Hubert, county of Témiscouata, merchant, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LOUIS A. TALBOT,

Attorney for plaintiff.

Fraserville, 9th March, 1911.

1152

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 1348, Dame Alphonsine St. Yves, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alfred Aubry, contractor, of the same place, authorized to *ester en justice* by a judge of the superior court, has instituted, on the 25th February, 1911, an action for separation as to property against the said Alfred Aubry.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th March, 1911.

1208

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 460

Dame Laura Landry, épouse de J. Maxime Dontigny, hôtelier, de la municipalité du village de La Tuque, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit J. M. Dontigny, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10 mars 1911.

BLONDIN & DESY,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 10 mars 1911. 1161-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 796.

Dame Catherine Mareau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Raphaël Granito, entrepreneur, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Raphaël Granito, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

La demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

ERNEST TETREAU,

Avocat de la demanderesse

97, Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 27 janvier 1911. 1213-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Mina Rothman, épouse commune en biens de Jacob Schwartz, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Jacob Schwartz, du même lieu, tailleur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11e jour de mars 1911.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 11 mars 1911. 1215-2

Province de Québec, }
District de Terrebonne. }
No 245.

Une action en séparation de biens a été instituée le neuf mars courant, par Dame Marie-Louise Monette, épouse commune en biens de Wilfrid Cloutier, charbon, du village de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne, contre le dit Wilfrid Cloutier.

J. L. ST-JACQUES,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Scholastique, mars 1911. 1249

§ Sous No 244.—Cour Supérieure.—Terrebonne.—
Dame Alzire Labelle, épouse commune en biens de Cléophas Labelle, cultivateur, de Sainte-Monique, dit district, autorisée en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

PREVOST & MARCHAND,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 7 mars 1911. 1239-2

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Dame Alméria Guay, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dit district, épouse de Joseph C. Boudreau, cultivateur et commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 25 février 1911. 1013-4

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 460.

Dame Laura Landry, wife of J. Maxime Dontigny, hotelkeeper, of the municipality of the village of La Tuque, and duly authorized à ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said J. M. Dontigny, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 10th March, 1911.

BLONDIN & DESY,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 10th March, 1911. 1162

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 796.

Dame Catherine Mareau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Raphael Granito, contractor, of the same place,
Plaintiff ;

vs

Raphael Granito, of the city and district of Montreal, Defendant.

The plaintiff has instituted an action for separation as to property against the defendant.

ERNEST TETREAU,

Attorney for plaintiff.

97, Saint Jacques, Montreal.
Montreal, 27th January, 1911. 1214

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Mina Rothman, wife common as to property of Jacob Schwartz, of the city and district of Montreal, duly authorized à ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Jacob Schwartz, of the same place, tailor, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 11th day of March, 1911.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 11th March, 1911. 1216

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. }
No. 245.

An action for separation as to property has been instituted on the ninth of March instant, by Dame Marie-Louise Monette, wife common as to property of Wilfrid Cloutier, carriage-maker, of the village of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, against the said Wilfrid Cloutier.

J. L. ST-JACQUES,

Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, March, 1911. 1250

Under No. 244.—Superior Court.—Terrebonne.
Dame Alzire Labelle, wife common as to property of Cléophas Labelle, farmer, of Sainte Monique, said district, " autorisée en justice ", has, this day, instituted an action for separation as to property and bed and board against her said husband.

PREVOST & MARCHAND,

Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 7th March, 1911. 1240

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

Dame Alméria Guay, of the parish of Saint Bernard de Lacolle, in said district, wife of Joseph C. Boudreau, farmer and trader, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

P. A. CHASSÉ,

Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 25th February, 1911. 1014

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 235.

Dame Marie Dubault, de la ville de Lachute, dit district, épouse de Eugène Lefavre, du même lieu, agent, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Eugène Lefavre, agent, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, par la demanderesse, le 16ème jour de février 1911.

L. L. LEGAUL,
Procureur de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 20 février 1911. 1097.3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dame Lottie Blanche Smith, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Milo Lothrop, du même lieu, commerçant, dûment autorisé à ester en justice par l'un des honorables juges de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Saint-François, Demanderesse ;

vs

Le dit Milo Lothrop, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans cette cause

CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 27 février 1911. 1047-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 68.

Landora Morency, de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Cloutier, entrepreneur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Arthur Cloutier, entrepreneur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été intentée par la demanderesse contre le défendeur, son mari.

MOLLEUR & BROSSÉAU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 23 février 1911. 949.4

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Roy dit Lauzon, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, épouse commune en biens de Achille Gagnon, ex-commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Achille Gagnon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été constituée en cette cause, le 9e jour de février 1911.

GAGNON & SASSEVILLE,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 23 février 1911. 951.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2496.

Dame Rebecca Albert, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hyman Adler, du même lieu, Demanderesse ;

et

Le dit Hyman Adler, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, contre le défendeur.

L. A. DANSEREAU,
Député protonotaire.
Henry Weinfeld,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 2 mars 1911. 1069.4

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 235.

Dame Marie Dubault, of the town of Lachute, wife of Eugène Lefavre, of the same place, agent, duly authorized for the purposes herein, Plaintiff ;

vs

The said Eugène Lefavre, agent, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 16th day of February, 1911.

L. L. LEGAUL,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 20th February, 1911. 1098

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Dame Lottie Blanche Smith, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, wife common as to property of Milo Lothrop, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice by one of the Honorable judges of the superior court, sitting in and for the district of Saint Francis, Plaintiff ;

vs

The said Milo Lothrop, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 27th February, 1911. 1048

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 68.

Landora Morency, of Montreal, wife common in property of Arthur Cloutier, contractor, of the same place, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

Arthur Cloutier, contractor, of the same place, Defendant.
An action for separation of property has been, this day, instituted against the defendant.

MOLLEUR & BROSSÉAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd February, 1911. 950

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court*

Dame Marie Roy dit Lauzon, of the town of Saint Germain de Rimouski, wife common as to property of Achille Gagnon, ex trader, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Achille Gagnon, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 9th day of February, 1911.

GAGNON & SASSEVILLE,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 23rd February, 1911. 952

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2496.

Dame Rebecca Albert, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hyman Adler, of the same place, Plaintiff ;

and

The said Hyman Adler, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant.

L. A. DANSEREAU,
Deputy prothonotary.
Henry Weinfeld,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd March, 1911. 1070

Province de Québec, district de Saint-François, cour supérieure, No 309. Dame Laura Howe, épouse commune en biens de John Wheeler, cultivateur, du canton de Hereford, district de Saint-François, dûment autorisée à cet effet, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux

HECTOR VERRET,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 21 février 1911. 983.4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Elmière Clémence Thibault, de la ville de Windsor Mills, district de Saint-François, épouse commune en biens de Joseph Soucy, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un des honorables juges de la cour supérieure siégeant dans et pour le district de Saint-François,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Soucy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

CAMPBELL & GENDRON,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 20 février 1911. 939.4

Kamouraska. No 4630. Cour Supérieure. Victoire Paradis, de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, épouse d'Alphonse Lafrance, marchand et cultivateur, du même endroit, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux. Fraserville, 16 février, 1911, Léon Paradis, Proc. demanderesse.

847.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 680.

Dame Adéline Désève, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Froust dit de Rostaing, ci-devant employé du Département des Postes du Canada, du même lieu, dûment autorisée, par cette honorable cour, à ester en justice, aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs

Alfred Froust dit de Rostaing, des cité et district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 10 février 1911.

BISAILLON & BROSSARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 février 1911. 845.5

Montréal, Cour Supérieure, No 3284. Dame Glosinthe Gagnon, épouse commune en biens de Philippe D. Hamel, de la ville Saint Pierre, dans le district de Montréal, demanderesse, et Philippe D. Hamel, défendeur. La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Hamel, Montréal, 18 février 1911. J. O. Lacroix, pour demanderesse.

875-5

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

No 274

Avis est donné par les présentes que Dame Mathilde Lessard, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Georges Loisel, cordonnier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué devant la dite cour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

P. A. CHASSÉ,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 15 février 1911. 897-5

Province of Quebec, district of Saint Francis, superior court, No. 309. Dame Laura Howe, wife common as to property of John Wheeler, of the township of Hereford, district of Saint Francis, farmer, duly authorized for the purpose hereof has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

HECTOR VERRET,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 21st February, 1911. 984

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Dame Marie Elmière Clémence Thibault, of the town of Windsor Mills, district of Saint Francis, wife common as to property of Joseph Soucy, trader, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, for the purposes hereof by an Honourable judge of the superior court, sitting in and for the district of Saint Francis,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Soucy, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

CAMPBELL & GENDRON,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 20th February, 1911. 940

Superior Court. Kamouraska. No. 4630. Dame Victoire Paradis, of the parish of Saint Jean-Baptiste de l'Isle Verte, wife of Alphonse Lafrance, merchant and farmer, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband. Fraserville, 16th February, 1911. Leon Paradis, Attorney for plaintiff.

848

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 680

Dame Adéline Désève, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alfred Froust dit de Rostaing, heretofore employee of the Post Office of Canada, of the same place, duly authorized by this Honourable court, to *ester en justice*,

Plaintiff ;

vs

Alfred Froust dit de Rostaing, of the city and district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on February, the 10th, 1911.

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montréal, 17th February, 1911. 846

Superior court, No. 3284, district of Montreal. Dame Glosinthe Gagnon, of the town of Saint Pierre, district of Montreal, wife common as to property of Philippe D. Hamel, of the same place, plaintiff, and P. D. Hamel, defendant. The plaintiff has, this day, sued her husband for separation as to property. Montreal, February 18th, 1911, J. O. Lacroix, attorney for Plaintiff.

876

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

No. 274.

Notice is hereby given that Dame Mathilde Lessard, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, wife of Georges Loisel, of the said town of Saint Johns, shoemaker, and duly authorised to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

P. A. CHASSÉ,

Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 15th February, 1911. 898

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2897.

Un action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 29e jour de novembre 1910, par Dame Georgianna Lamoureux, épouse commune en biens de Pierre Charles Giard, agent, du même lieu, Demanderesse; vs le dit Pierre Charles Giard, Défendeur.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 décembre 1910. 653-5

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska } *Cour Supérieure.*
 No 41.

Dame Clara Dubuc, de la ville de Thetford Mines, district d'Arthabaska, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Augustin Simoneau, boucher, du même lieu.

GIROUARD BEAUDRY & GIROUARD,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 17 février 1911. 933-5

Province de Québec, district de Montréal, No 184. Cour supérieure. Louisa Robidoux, épouse commune en biens de Ovila Monette, journalier, de Montréal, dit district, a, le 14 mars courant, intenté une action en séparation de biens contre ce dernier, avec l'autorisation de cette cour.

ARCHAMBAULT, ROBILLARD,

JULIEN & BERARD,

1287-2 Procureurs de la demanderesse.

PAUL BRUCHESI

Par la Grâce de Dieu et du Siège Apostolique, archevêque de Montréal, etc., etc.

Donnons avis que par notre décret en date du premier janvier mil neuf cent onze, toute la partie ci-après désignée de la paroisse de la Nativité de la Sainte-Vierge (Hochelaga), savoir : bornée au nord par la rue Ontario, à l'est, la rue Berry, au sud, le fleuve Saint-Laurent, à l'ouest la rue du Havre, soit annexée à la paroisse catholique de Saint-Anselme de Montréal, à dater de l'insertion de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, avec les mêmes effets que si cette annexion à la dite paroisse de Saint-Anselme eut été reconnue pour les fins civiles, en vertu de l'article No 3381, des Statuts refondus de la province de Québec, avec les limites ci-dessus indiquées et sujettes aux dispositions exprimées dans notre décret canonique.

† PAUL, Archevêque de Montréal.

PAUL BRUCHESI

Par la grâce de Dieu et du siège apostolique, archevêque de Montréal, etc., etc., etc.

A tous ceux que les présentes verront, savoir faisons que, vu :

1° La requête, en date du quinzième jour du mois de novembre mil neuf cent dix, à Nous présentée au nom et de la part des habitants catholiques d'une partie de la paroisse de la Nativité de la Sainte-Vierge (Hochelaga), à l'effet d'obtenir l'annexion canonique à la paroisse de Saint-Anselme de la partie de territoire qu'ils occupent sur la dite paroisse de la Nativité de la Sainte-Vierge ;

2° La faculté pour cette population de se rendre à l'église paroissiale de Saint-Anselme ;

3° Le bien spirituel qui résultera de cette annexion pour la population catholique ;

En conséquence, le Saint Nom de Dieu invoqué, et du consentement de Nos vénérables les chanoines titulaires de notre église métropolitaine, Nous avons démembré et par les présentes Nous démembrons de la paroisse de la Nativité de la Sainte-Vierge, le territoire désigné dans la dite requête et compris entre les rues Du Havre, Ontario, Berry

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2897.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 29th day of November, 1910, by Dame Georgianna Lamoureux, wife common as to property of Pierre Charles Giard, agent, of the same place, Plaintiff; against the said Pierre Charles Giard, Defendant.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th December, 1910. 654

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska } *Superior Court.*
 No. 41.

Dame Clara Dubuc, of Thetford Mines, district of Arthabaska, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband, Augustin Simoneau, butcher, of the same place.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 17th February, 1911. 934

Province of Quebec, district of Montreal, No. 184. Superior court. Louisa Robidoux, wife common as to property of Ovila Monette, laborer, of Montreal, said district, has, on the 14th March instant, instituted an action for separation as to property against the latter, with the authorization of the said court.

ARCHAMBAULT, ROBILLARD,

JULIEN & BERARD,

1288 Attorneys for plaintiff.

PAUL BRUCHESI.

By the Grace of God and the Apostolic See, Archbishop, of Montreal, &c., &c.

Give notice that by our decree dated the first of January, nineteen hundred and eleven, the whole of the part hereinafter designated of the parish of the Nativité de la Sainte-Vierge (Hochelaga), bounded as follows: on the north by Ontario street, on the east by Berry street, on the south by the river Saint Lawrence, on the west by Harbor street, be annexed to the catholic parish of Saint Anselme de Montreal, dating from the insertion of this notice in the *Quebec official Gazette*, with the same effect as if the said annexation to the said parish of Saint Anselme, had been recognized for civil purposes, under article No. 3381, of the Revised Statutes of the province of Quebec, with the limits hereinabove indicated, and subject to the provisions expressed in our canonical decree.

† PAUL, Archbishop of Montreal.

PAUL BRUCHESI

By the Grace of God and the Apostolic See. Archbishop of Montreal, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, we make known that considering :

1. The petition dated the fifteenth day of the month of November, nineteen hundred and ten, presented to Us in the name and on behalf of the catholic inhabitants of a part of the parish of the Nativité de la Sainte Vierge (Hochelaga), to obtain the canonical erection to the parish of Saint Anselme of the part of the territory occupied by them of the said parish of the Nativité de la Sainte Vierge ;

2. The faculty of the said population to go to the parish church of Saint Anselme ;

3. The spiritual welfare that will result from such annexation for the catholic population ;

Therefore, the holy name of God being invoked, and with the consent of Our Venerable Brethren the titular canons of Our Metropolitan Church, We have dismembered and do hereby dismember from the parish of la Nativité de la Sainte Vierge, the territory designated in the said petition and comprised between Harbor, Ontario, and Berry streets

et le Fleuve Saint-Laurent. Le tout conforme au plan officiel préparé à cet effet et conservé dans les archives de l'archevêché. Pour appartenir le dit territoire total ci-haut désigné à la paroisse de Saint-Anselme et être les résidents sur ce dit territoire et les possesseurs des terrains ci-dessus indiqués desservis par les curés ou desservants de la dite paroisse de Saint-Anselme, leur enjoignant de leur payer les dîmes et les obligations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut.

Donné à Montréal, en notre palais archiepiscopal, le vingt-quatrième jour du mois de décembre de l'année mil neuf cent dix, sous notre seing, le sceau de nos armes, et le contre seing de notre chancelier.

+ PAUL, ARCH. DE MONTRÉAL,
Par ordre de Monseigneur l'archevêque,
EMILE ROY,
Chanoine Chancelier.

Laquelle copie, nous, prêtre soussigné, curé de la paroisse de Saint-Anselme, certifions être en tout conforme à l'original conservé dans les archives de la dite paroisse. Ce onze mars, mil neuf cent onze.

1159-2 E. CHAGNON, ptre, curé.

and the River Saint Lawrence. The whole in conformity with the official plan prepared to such effect and of record in the archives of the archbishopric. To belong the whole of the said territory above designated, to the parish of Saint Anselme and the residents of the said territory and the possessors of the lands indicated to be served by the curé and assistants of the said parish of Saint Anselme, who are to enjoin upon them to pay the tithes fulfil the usual obligations authorized in the said diocese, and to pay them respect and obedience in all things appertaining to religion and which concern their salvation.

Given at Montreal, in Our Archiepiscopal Palace, on the twenty fourth day of the month of December, one thousand nine hundred and ten, under our hand, the seal of our arms and the counter signature of our chancellor.

+ PAUL, ARCH. OF MONTREAL.
By order of His Grace,
EMILE ROY,
Canon Chancellor.

Which copy, we, the undersigned priest, curé of the parish of Saint Anselme, certify to be wholly in conformity with the original of record in the archives of the said parish. This eleventh March, one thousand nine hundred and eleven.

1160 E. CHAGNON, Priest, curé.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Newton Quimby, Demandeur;

vs

Dame Rose Corbin (Dame H. L. Batchelder),
Défenderesse et faillie.

Avis est par le présent donné que, le quatorzième jour de mars 1911, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens de la susdite défenderesse, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.
1347

Sherbrooke, 16 mars 1911.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Alexandre Bergevin, marchand,
Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11 avril 1911, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 25 mars 1911. 1395

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Alexandre Bergevin, marchand, Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que, le 16ème jour de janvier 1911, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produits à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

Edifice "New-York Life".
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 18 mars 1911. 1337

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Newton Quimby, Plaintiff;

vs

Dame Rose Corbin (Mrs. H. L. Batchelder),
Defendant and Insolvent.

Notice is hereby given that, on the fourteenth day of March, 1911, by order of the court, I was appointed curator to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all her assets for the benefit of her creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.
1348

Sherbrooke, 16th March, 1911.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Alexandre Bergevin, merchant,
Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 11th of April, 1911, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 25th March, 1911. 1396

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Alexandre Bergevin, merchant, Montreal,
Insolvent.

Notice is given that, on the 16th day of January, 1911, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the estate of the aforesaid, who has made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one month from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

New-York Life Building,
No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 18th March, 1911 1338

Canada,
Province of Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de George N. Hodge *et al*,
Demandeurs ;

vs

Thomas Norton, Défendeur et failli.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au dixième jour d'avril 1911, après laquelle date les dividendes, sur réclamations assermentées, seront payables dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur. 1345

Sherbrooke, 23 mars 1911.

Province of Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph Paquin, Montréal, P. Q.,
Absent.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 10 avril 1911.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 25 mars 1911. 1315

Province of Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure*
No 456.

Dans l'affaire de Johnny Bureau, commerçant de bois, de Courcelles, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au douzième jour d'avril 1911, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau du soussigné.

J. E. GUERTIN,
Curateur. 1299

Lambton, Beauce, 17 mars 1911.

Province of Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de L. E. Clément, Cookshire, P. Q.,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 17^e jour de mars 1911, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment, doivent être déposées devant moi sous trente jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Bâtisse Fraser,
43, rue Saint-Sacrement.
Montréal, 17 mars 1911. 1303

AVIS

Province of Québec, }
Ville de Terrebonne. }

Avis public est par le présent donné que LUNDI, le 27 MARS courant, 1911, à 11 heures a.m., à la porte de l'église catholique, en la ville de Terrebonne, sera vendu, pour taxes, en conformité des articles 502 et suivants de la "Loi des Cités et Villes, 1903", un lot de terre appartenant à Mme Magloire Vézina et portant le No deux cent trente-sept (237), de la ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne—avec maison et bâtisses.

Canada.
Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of George N. Hodge *et al*,
Plaintiffs ;

vs

Thomas Norton, Defendant and insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter open to objection until the tenth day of April, 1911, after which date dividends, on sworn claims, will be payable at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator. 1346

Sherbrooke, 23rd March, 1911.

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Joseph Paquin, Montreal,
Absentee.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 10th April, 1911.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 25th March, 1911. 1316

Province of Québec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 456.

In the matter of Johnny Bureau, lumber dealer, of Courcelles, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until twelfth day of April, 1911, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

J. E. GUERTIN,
Curator. 1300

Lambton, Beauce, 17th March 1911.

Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of L. E. Clément, Cookshire, P. Q.,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 17th March, 1911, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Fraser Building,
43, Saint Sacrement street.
Montreal, 17th March, 1911. 1304

Notice

Province of Québec, }
Town of Terrebonne. }

Public notice is hereby given that MONDAY, the 27th MARCH instant, 1911, at 11 o'clock. a. m., at the catholic church door in the town of Terrebonne, will be sold for taxes, in conformity with articles 502 and following of the "Cities and Towns' Act, 1903", a lot of land belonging to Dame Magloire Vézina, and bearing number two hundred and thirty seven (237), of the town of Terrebonne, in the mortgage cadastre of the county of Terrebonne—with house and buildings.

Pour informations s'adresser au bureau du secrétaire-trésorier soussigné.

AMEDEE JASMIN,
Secrétaire-trésorier.

Vraie copie,
AMEDEE JASMIN,
Secrétaire-trésorier.
Terrebonne, 8 mars 1911.

1155-2

Licitation

Canada,
Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No 3197.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Roberval, en date du six février courant, 1911, dans une cause, dans laquelle, Vital Elzéar Paradis, de Québec, comptable et liquidateur, en sa qualité de curateur aux biens cédés par David Otis, marchand, de Saint-Jérôme, insolvable, était demandeur; et Joseph Boivin, rentier, de Saint-Jérôme, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Marie-Joséphine, Yvonne et Alberta, enfants mineurs du dit David Otis avec feu Dame Joséphine Jean, en son vivant du même lieu, était défendeur et le dit David Otis, mis en cause pour voir adjuger sur la présente demande en partage et licitation; et Joseph Philéas Eugène Gagnon, de Québec, comptable, était demandeur par reprise d'instance, ordonnant la licitation de certain immeuble désigné comme suit:

Un terrain ou emplacement connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-trois (83), aux plan et livre de redvoi officiels du cadastre du village de Roberval, dont le territoire se trouve maintenant compris dans les limites de la ville de Roberval, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUINZE MAI prochain 1911, à DIX heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience, au Palais de Justice, à Roberval, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prestit par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

L. A. ALAIN,

Procureur du demandeur par reprise d'instance.
Chicoutimi, 20 mars 1911. 1311.
[Première publication 25 mars 1911.]

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No. 271.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte de vente passé à Boucherville, devant Louis Racicot, notaire, le 25

For information apply to the office of the undersigned secretary-treasurer.

AMEDEE JASMIN,
Secretary treasurer.

True copy.
AMEDEE JASMIN,
Secretary treasurer.
Terrebonne, 8th March, 1911.

1155

Licitation

Canada,
Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No. 3197

LICITATION.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Roberval, dated the sixth February instant (1911), in a cause in which Vital Elzéar Paradis, of Quebec, accountant and liquidator, as curator to the estate of David Otis, merchant, of Saint Jerome, insolvent, was plaintiff; and Joseph Boivin, retired from business, of Saint Jerome, as tutor *ad hoc* to Marie-Joséphine, Yvonne and Alberta, minor children of the said David Otis with late Dame Joséphine Jean, in his lifetime of the same place, was defendant, and the said David Otis, to see the judgment on the said action in licitation; and Joseph Philéas Eugène Gagnon, of Quebec, accountant, was plaintiff to continue the suit, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows:

A land or emplacement known and designated under number eighty-three (83), on the official plan and book of reference on the official cadastre of the village of Roberval, the said territory now included in the limits of the town of Roberval—together with the buildings thereon erected and made.

The immoveable above described will be put up for auction and adjuged to the highest and last bidder on the FIFTEENTH of MAY next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house of the town of Roberval; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

L. ALAIN,

Attorney for the plaintiff to continue the suit.
Chicoutimi, 20th March, 1911. 1312
[First published, 25th March, 1911.]

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 271.

Notice is hereby given that there has been deposited in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, a deed of sale executed at Boucherville, before Louis Racicot,

février 1911, par lequel Delphis Chicoine, plombier, du village de Boucherville, a vendu à Caroline Sicotte, Agnès Sicotte et Azalie Sicotte, toutes trois filles majeures et usant de leur droit, du village de Boucherville, à chacune pour un tiers conjointement et solidairement un terrain avec maison et dépendances situé au village de Boucherville, sur le niveau de la rue Sainte-Famille, contenant environ 1080 pieds en superficie, et connu et désigné sous le numéro cent trente-sept (137), des plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville.

Le dit Delphis Chicoine a possédé comme propriétaire le terrain pendant les trois dernières années, et toutes personnes qui réclament quelque privilège et hypothèque sur le dit terrain, immédiatement avant l'enregistrement du dit acte ci-dessus mentionné, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 24 avril 1911, une demande en ratification de titre et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elle seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Excepté quant à (A) une hypothèque de \$900.00 dont \$500.00 payable à Joseph Leriche dit Lassonde, et \$400.00 payable à Théophile Savaria, jr., constitué en vertu d'un acte de transport consenti par Angelina Hébert et Hélène Hébert, le deux novembre 1910, devant Louis Racicot, N. P.

(B) Une hypothèque de \$800.00 payable à Eliza Charron, en vertu d'une obligation à elle consentie par le dit Delphis Chicoine, le 13 novembre 1909, devant Louis Racicot, N. P.

Les dites Caroline Sicotte, Agnès Sicotte et Azalie Sicotte, ne demandent pas la purge de ces dernières hypothèques.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire C. S.

Montréal, 9 mars 1911. 1135-2
[Première publication, 11 mars 1911.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **LA BANQUE DE QUE-**
No 42. } **BEC, Demanderesse ;**
contre J. C. THIBAUT, Défendeur.

1° Un emplacement situé à Victoriaville, au coin des rues Saint-Jean-Baptiste et Perrault, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel de la partie de ce canton formant la paroisse de Sainte-Victoire, sous le numéro deux cent quarante et un (241), contenant quarante-cinq pieds de front, plus ou moins, sur environ cent quatre-vingts pieds de profondeur, tenant en front à la rue Saint-Jean-Baptiste et aboutissant en profondeur à l'immeuble ci-après désigné du côté est à la rue Perrault, et de l'autre côté à Dame Delphine Trotter Picher—avec une maison en brique à deux étages y érigée.

2° Un emplacement situé au même lieu, côté ouest de la rue Perrault, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant une partie de

notary, the 25th February, 1911, by which Delphis Chicoine, plumber, of the village of Boucherville, has sold to Caroline Sicotte, Agnès Sicotte and Azalie Sicotte, the three of them spinsters, of the village of Boucherville, and to each of these a third jointly and severally, a piece of land with building thereon situated in the village of Boucherville, on Sainte Famille street, containing about 1080 feet in area, known and designated under the number one hundred and thirty seven (137), of the official plan and book of reference of the said village of Boucherville.

The said Delphis Chicoine has for the past three years, owned the said property as proprietor thereof, and all persons who claim any privilege or hypothec against the said property as existing immediately before the registration of the deed hereinabove mentioned are hereby notified that on the 24th April next, 1911, a demand for ratification of title will be presented to the said superior court and that unless their aforesaid claims are such as the registrar is bound under the provisions of the code of civil procedure to mention them in a certificate to be produced and filed in this matter, they are hereby required to serve and file their opposition in writing at the office of the protonotary of the said superior court within the six days following the said day and that in default of so doing, they will be forever precluded from the right of so doing.

Except as to (A) an hypothec of \$900.00 of which \$500.00 is payable to Joseph Leriche dit Lassonde, and \$400.00 payable to Théophile Savaria jr., the said hypothec constituted by a deed of transfer from Angelina Hébert and Hélène Hébert, executed before Louis Racicot, N. P., on the 2nd November, 1910.

(B) An hypothec of \$800.00 payable to Eliza Charron, constituted by deed of obligation from the said Delphis Chicoine, executed before Louis Racicot, N. P., on the 13th November, 1909.

The said Caroline Sicotte, Agnès Sicotte et Azalie Sicotte, are not asking the radiation of these hypothecs.

J. B. A. TISON,
Deputy protonotary, S. C.

Montreal, 9th March, 1911. 1136
[First published, 11th March, 1911.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **THE QUEBEC BANK,**
No. 42. } **Plaintiff ; against J. C.**
THIBAUT, Defendant.

1. An emplacement in Victoriaville, corner Saint Jean Baptiste and Perreault streets, being part of lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and described on the official cadastre for that part of said township forming the parish of Sainte-Victoire, under number two hundred and forty one (241), containing forty five feet in front, more or less, by about one hundred and eighty feet in depth, adjoining in front to Saint Jean Baptiste street and terminating in depth to the hereafter described immoveable on the east side to Perreault street, and on the other side to Dame Delphine Trotter Picher—with a two stories brick house thereon erected.

2. An emplacement in Victoriaville, on the west side of Perreault street, being part of lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and described on official cadastre for parish of Sainte-Victoire as being part of Saint

la rue Saint-Antoine et partie des lots cent quatre-vingt-dix-sept (p. 197), cent quatre-vingt-dix-huit (p. 198), cent quatre-vingt-dix-neuf (p. 199) et deux cent (p. 200), contenant quarante-six pieds de front sur cent soixante-dix-sept pieds de profondeur, tenant en front à la rue Perrault telle que prolongée et aboutissant en profondeur au surplus du lot cadastral 197, joignant du côté nord aux lots cadastraux numéros deux cent quarante et un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, et de l'autre côté aux terrains de Dame Adèle Lupien—avec une maison en bois dessus construites.

3° Un emplacement situé au même lieu, côté ouest de la rue Perrault, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel de Sainte-Victoire, comme étant une partie des lots 197, 198, 199 et 200, contenant cent pieds de front, sur cent soixante-dix-sept pieds de profondeur, tenant en front à la rue Perrault telle que prolongée et aboutissant en profondeur à Lucien Bourbeau, joignant du côté nord à l'immeuble ci-dessus en second lieu désigné, et de l'autre côté au surplus du terrain de Dame Adèle Lupien—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL prochain, 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 16 mars 1911. 1333
[Première publication, 25 mars 1911.]

Ventes par le Shérif—Beauce

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **JOSEPH GAGNON**, Deman-
No 8. } deur; contre **FRANCOIS**
CORRIVEAU, Défendeur.

1° Le lot numéro vingt-trois (23), du cadastre officiel pour le troisième rang du canton Langevin—circonstances et dépendances.

2° Les droits et prétentions du défendeur sur le lot numéro vingt-trois (23), du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton Langevin—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 20 mars 1911. 1317
[Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **PHILIPPE BOLDUC**, De-
No 401. } mandeur; vs **THE MONT-**
REAL ASBESTOS COMPANY LIMITED, Défenderesse.

Les lots numéros treize C et treize D (13 C et 13 D), et la partie sud-est du lot numéro treize B (13 B), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Beauce, pour le huitième rang du canton de Broughton, en le district de Beauce—avec les bâtisses, circonstances et dépendances. Sauf et à distraire : un morceau de terrain, de la contenance d'un arpent carré à prendre près du

Antoine street and part of lots one hundred and ninety seven (p. 197), one hundred and ninety eight (p. 198), one hundred and ninety nine (p. 199), and two hundred (p. 200), containing forty six feet in front by one hundred and seventy seven feet in depth, adjoining in front to Perreault street, such as prolonged and terminating in depth to the surplus of cadastral lot 197, on the north side to cadastral lots numbers two hundred and forty one, two hundred and forty two, two hundred and forty three, and on the other side to the property of Dame Adèle Lupien—with a wooden house thereon erected.

3. An emplacement in Victoriaville, on west side of Perreault street, being part of lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and described on official cadastre for parish of Sainte Victoire, as being part of lots 197, 198, 199 and 200, containing one hundred feet in front by one hundred and seventy seven feet in depth, adjoining in front to Perreault street such as prolonged and terminating in depth to Lucien Bourbeau, adjoining on the north side to the hereinabove secondly described, and on the other side to the surplus of the property belonging to Dame Adèle Lupien—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska 16th March 1911. 1334
[First published 25th March, 1911.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **JOSEPH GAGNON**, Plaintiff;
No. 8. } against **FRANCOIS CORRI-**
VEAU, Defendant.

1. Lot number twenty three (23), of the official cadastre for the third range of the township Langevin—circumstances and dependencies.

2. The rights and pretensions of the defendant on lot number twenty three (23), of the official cadastre for the fourth range of the township Langevin—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Justine, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1911, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 20th March, 1911. 1318
[First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **PHILIPPE BOLDUC**, Plain-
No. 401. } tiff; vs **THE MONTREAL**
ASBESTOS COMPANY, LIMITED, Defendant.

Lots numbers thirteen C and thirteen D (13 C and 13 D), and the south east part of lot number thirteen B (13 B), on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Beauce, for the eighth range of the township of Broughton, in the district of Beauce—with the buildings, circumstances and dependencies. Save and excepted : one piece of land containing one square arpent to

chemin public, le long du terrain de Etienne Grégoire, comme appartenant à Josaphat Dallaire.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le VINGT-NEUVIÈME jour de MARS prochain, 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 21 février 1911. 893
[Première publication, 25 février 1911.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } J. A. LABRIE, Deman-
No 3227. } deur ; contre DIDIER HARVEY, Défendeur.

1° Les lots 16, 17a, 17b et 17c, du troisième rang du canton Métabetchouan—avec bâtisses dessus érigées et dépendances.

2° Les droits du défendeur sur le lot No 5, du troisième rang du canton Métabetchouan.

3° Le lot numéro 15, du troisième rang, canton Métabetchouan, lequel n'est pas patenté, mais pour lequel le défendeur a fait tous les paiements.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de Roberval, le QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 28 février 1911. 1015-2
[Première publication, 4 mars 1911.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } ARTHUR PICARD, De-
No 3393. } mandeur ; vs ALFRED OUELLET, Défendeur.

Un lot de terre faisant partie du lot numéro vingt-neuf, rang quatre, de la subdivision primitive du canton Métabetchouan, connu sous le numéro 29a, rang quatre, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la seconde division d'enregistrement du canton Métabetchouan ; borné vers le nord par la ligne entre les points trois et quatre, vers le sud par la ligne entre les points quatre et cinq et partie par le numéro 29b, vers l'est partie par un chemin public et partie par le numéro 28, vers l'ouest par le numéro 30, de la contenance de 104 acres en superficie—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Roberval, le QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures p. m.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 28 février 1911. 1017-2
[Première publication, 4 mars 1911.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } DAME LAURE SIMARD;
No 11302. } contre JULES BOILY ET AL.

Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton Labarre, sous le numéro trente, du quatrième rang—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Joseph d'Alma, le CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 28 février 1911. 1019-2
[Première publication, 4 mars 1911.]

be taken near the public road, along Etienne Grégoire's land, as belonging to Josaphat Dallaire.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur de Jésus, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, 1911, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 21st February, 1911. 894
[First published, 25th February, 1911.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } J. A. LABRIE, Plaintiff;
No. 3227. } J. against DIDIER HARVEY, Defendant.

1. Lots 16, 17a, 17b and 17c, of the third range of the township Metabetchouan—with buildings erected thereon and dependencies.

2. The rights of the defendant in lot No. 5, of the third range of the township Metabetchouan.

3. Lot No. 15, of the third range, township Metabetchouan, which is not patented, but for which the defendant has made all payments.

To be sold at the registry office of Roberval, on the FOURTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 28th February, 1911. 1016
[First published, 4th March, 1911.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } ARTHUR PICARD,
No. 3393. } Plaintiff; vs ALFRED OUELLET, Defendant.

A lot of land forming part of number twenty nine, range four, of the primitive subdivision of the township Metabetchouan, known under number 29a, range four, of the official plan and book of reference of the cadastre of the second registration division of the township Metabetchouan ; bounded on the north by the line between the points three and four, on the south by the line between the points four and five and partly by number 29b, on the east partly by a public road and partly by number 28, on the west by number 30, containing 104 acres in superficies—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of Roberval, on the FOURTH day of APRIL next, at TWO o'clock p. m.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 28th February, 1911. 1018
[First published, 4th March, 1911.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } DAME LAURE SIMARD;
No. 11302. } against JULES BOILY ET AL.

The lot of land known and designated on the official cadastre of the township Labarre, under number thirty, of the fourth range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Joseph d'Alma, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 28th February, 1911. 1020
[First published, 4th March, 1911.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Province de Québec, } **THOMAS CARETTE**,
District de Beauce. } marchand, de Sainte-
No 1400. } Marie, Beauce, Demandeur ;
contre les terres et tenements de **LAURENT POIRIER**, de Saint-François d'Assise, dans le district de Gaspé, Défendeur.

Un morceau de terre connu comme la moitié ouest du lot No 32 et lot No 33, du sixième rang Rivière Restigouche ; borné comme suit : à l'est par l'autre moitié du lot No 32 du dit cinquième rang Rivière Restigouche, au nord par la ligne de division entre les sixième et septième rangs du dit rang Rivière Restigouche, à l'ouest par le lot No 34, du même rang, et au sud par le chemin du Roi. Contenant cent cinquante acres de terre, plus ou moins—ensemble avec une maison, remise en bois et grange sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alexis de Matapédia, dans le comté de Bonaventure, **MERCREDI**, le **VINGT-SIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain 1911, à **MIDI**.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.
New-Carlisle, 17 mars 1911. 1309
[Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Province de Québec, } **THOMAS CARETTE**,
District de Beauce. } marchand, de Sainte-
No 1401. } Marie, Beauce, Demandeur ;
contre les terres et tenements de **GEORGES H. GALLANT**, de Saint-François d'Assise, dans le district de Gaspé, Défendeur.

Un lot de terre connu comme lot No 30, et la moitié est du lot No 31, dans le cinquième rang Rivière Restigouche ; borné comme suit : au sud par la ligne de division entre les quatrième et cinquième rangs du rang Rivière Restigouche, à l'ouest par l'autre moitié du lot No 31, du dit cinquième rang Restigouche, au nord par le chemin du Roi, et à l'est par le lot No 29, contenant quatre-vingt-dix acres de terre en superficie, plus ou moins—ensemble avec une maison et grange sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alexis de Matapédia, **MERCREDI**, le **VINGT-SIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.
New-Carlisle, 17 mars 1911. 1307
[Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Province de Québec, } **THOMAS CARETTE**,
District de Beauce. } marchand, district de
No 382. } Beauce, Demandeur ; contre
les biens et effets, terres et tenements de **JOHN POIRIER**, de Saint-François d'Assise, district de Gaspé, Défendeur.

Un lot de terre connu comme lot No 16, dans le sixième rang Rivière Restigouche, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé ; borné comme suit : au sud par le chemin du Roi, à l'ouest par le lot No 17 du même rang, au nord par la ligne de division entre les sixième et septième rangs, à l'est par le lot No 15, du dit sixième rang Rivière

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Province of Québec, } **THOMAS CARETTE**,
District of Beauce. } merchant, of Sainte-
No. 1400. } Marie, Beauce, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **LAURENT POIRIER**, of Saint François D'Assise, in the district of Gaspé, Defendant.

A certain piece or parcel of land being known as the west half of lot No. 32 and lot No. 33, of the sixth River Restigouche range ; and bounded as follows : on the east by the remaining half of lot No. 32 of said fifth River Restigouche range, on the north by the division line between the sixth and seventh ranges of said River Restigouche range, on the west by lot No 34, of same range, and on the south by the King's highway, containing one hundred of fifty acres of land, more or less—together with a dwelling house, wood-shed and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alexis de Matapédia, in the county of Bonaventure, on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-SIXTH** day of **APRIL** ensuing, 1911, at the hour of **TWELVE** in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff.
New Carlisle, 17th March, 1911. 1310
[First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Province of Québec, } **THOMAS CARETTE**, mer-
District of Beauce. } chant, of Sainte-Marie,
No. 1401. } Beauce, Plaintiff ; against the
lands and tenements of **GEORGES H. GALLANT**, of Saint François d'Assise, in the district of Gaspé, Defendant.

A certain lot of land known as lot No. 30, and the east half of lot No. 31, of the fifth River Restigouche range ; bounded as follows : on the south by the division line between the fourth and fifth ranges of the River Restigouche range, on the west by the remaining half of lot No. 31, of said Restigouche range, on the north by the King's highway, and on the east by lot No. 29, containing ninety acres of land in superficies, more or less—together with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alexis de Matapédia, on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-SIXTH** day of **APRIL** ensuing (1911), at the hour of **ELEVEN** in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff.
New Carlisle, 17th March, 1911. 1308
[First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Province of Québec, } **THOMAS CARETTE**,
District of Beauce. } merchant, district of
No. 382. } Beauce, Plaintiff ; against
the goods and chattels and the lands and tenements of **JOHN POIRIER**, of Saint-François d'Assise, district of Gaspé, Defendant.

A lot of land known as lot No. 16, in the sixth River Restigouche range, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé ; bounded as follows : on the south by the King's highway, on the west by lot No. 17 of same range, on the north by the division line between the sixth and seventh ranges, on the east by lot No. 15, of the said sixth

Restigouche, contenant cent acres, plus ou moins, —avec une maison et la charpente d'une maison sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alexis de Matapédia, MERCREDI, le VINGT-SIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du l'avant midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif. Shérif.
New-Carlisle, 17 mars 1911. 1305
[Première publication, 25 mars 1911].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec. } **A** MABLE A. LA-
District de Gaspé, } FERRIERE, de
Comté de Bonaventure. } New-Carlisle, médecin,
No 2045. } Demandeur; contre les
biens et effets, terres et tenements de NAPOLEON
GARANT, de Saint-Charles de Caplan, Défendeur.

1° Un lot ou partie de terre formant partie du lot No 1, subdivision primitive du deuxième rang du canton Hamilton; borné à l'ouest par le canton de New-Richmond, au nord par le troisième rang, à l'est par les lots du cadastre Nos 579a et 579b, au sud par le premier rang, mesurant quatre chaînes et trente-neuf chaînons de front sur soixante et neuf chaînes de profondeur, contenant 29 80/100 acres en superficie, maintenant connu comme lot de cadastre No 578, du deuxième rang du canton de Hamilton—ensemble avec les bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Un autre lot de terre, connu comme lot de cadastre No 753, dans le troisième rang du canton de Hamilton; borné au nord par le quatrième rang, au sud par le deuxième rang, à l'est par Xavier Bujold, et à l'ouest par la ligne de division entre les cantons de Hamilton et New-Richmond, ayant cinq acres de front sur vingt acres de profondeur, et contenant cent acres en superficie, plus ou moins.

3°. Un autre lot de terre situé dans le troisième rang du canton de Hamilton, ayant deux arpents de largeur sur la profondeur du dit rang, formant partie du lot de cadastre No 754, du troisième rang du canton de Hamilton; borné au sud par le deuxième rang, au nord par le quatrième rang, à l'est par Antoine Bujold, et à l'ouest par Napoléon Garant, (lot de cadastre No 753).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles de Caplan, MERCREDI, le DOUZIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif. Shérif.
New-Carlisle, 25 février 1911. 1005-2
[Première publication, 4 mars 1911].

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } **D** A M E EUPHROSINE
No 4746. } GAGNON, Demande-
resse; contre JEAN LANDRY, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Côme, district de Joliette, dans le village, comme faisant partie du numéro vingt-six B (26 B); borné en front par une rue projetée, en profondeur au terrain du cimetière, d'un côté à Alphonse Labine et

River Restigouche range, containing one hundred acres, more or less—with a dwelling house and barn frame thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the proclial church door of Saint Alexis de Matapédia, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of APRIL ensuing, at the hour of TEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Shérif.
New Carlisle, 17th March, 1911. 1306
[First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
In the Superior Court.

Province of Quebec, } **A** MABLE A. LA-
District of Gaspé, } FERRIERE, of
County of Bonaventure. } New Carlisle, physician,
No. 2045. } Plaintiff; against the
goods and chattels and the lands and tenements of
NAPOLEON GARANT, of Saint Charles de Caplan,
Defendant.

1. A lot or portion of land forming part of lot No 1, of the primitive subdivision of the second range of the township of Hamilton; bounded on the west by the township of New Richmond, on the north by the third range, on the east by cadastral lots Nos. 579a and 579b, on the south by the first range and measuring four chains and thirty nine links in front by sixty nine chains in depth, containing 29 80/100 acres in superficies, and now known as cadastral lot No. 578, of the second range of the township of Hamilton—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another lot of land, known as cadastral lot No. 753, in the third range of the township of Hamilton; bounded on the north by the fourth range, on the south by the second range, on the east by Xavier Bujold, and on the west by the line of division between the townships of Hamilton and New-Richmond, being five acres in front by twenty acres in depth, and containing one hundred superficial acres—more or less.

3. Also another certain lot of land situate in the third range of the township of Hamilton, being two arpents in width by the depth of the said range and forming part of cadastral lot No 754, of the third range of the township of Hamilton; bounded on the south by the second range, on the north by the fourth range, on the east by Antoine Bujold and on the west by Napoléon Parent (cadastral lot No. 753.)

To be sold at the parochial church door of Saint Charles de Caplan, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL ensuing, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office. Shérif.
New Carlisle, 25th February, 1911. 1006
[First published, 4th March, 1911.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } **D** A M E EUPHROSINE GA-
No 4746. } GNON, Plaintiff; against
JEAN LANDRY, Defendant.

A lot situate in the parish of St-Côme, district of Joliette, in the village, as forming part of number twenty six B (26 B); bounded in front by a projected street, in the rear by the land of the cemetery, on one side by Alphonse Labine and Cléophas

Cléophas Poitras, et de l'autre côté à S. Lippé, avocat — avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif.

Joliette, 27 février 1911.

[Première publication, 4 mars 1911.]

Shérif.

993-2

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure. — District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **IN RE ADRIEN BLOUIN,**
No 4911. } **failli ; and ALEXANDRE**
DESMARTEAU, curateur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint Roch de l'Achigan, faisant partie du numéro trois cent quatre-vingt-six (No 386), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint Roch de l'Achigan ; borné comme suit : d'un bout au chemin royal, de l'autre bout à Ferd. Blouin, d'un côté à Wilfrid Marien, et de l'autre côté à Félix Mulouin, fils, c'est-à-dire que de ce côté la ligne prendra à la profondeur, à l'extrémité ouest de la bâtisse (écurie) de Félix Mulouin, fils, c'est-à-dire à l'extrémité ouest de la galerie, et se continuera, en droite ligne jusqu'au chemin royal, de manière à passer près du coin de la maison existant sur le terrain vendu — avec maison, boulangerie et autres bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, le HUITIÈME (8e) jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office.

Joliette, 27 février 1911.

[Première publication, 4 mars 1911.]

Sheriff.

989-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit. — District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **EUCHARISTE GRAVEL, De-**
No 267. } **mandeur ; contre NAPO-**
LEON LARAMEE, Défendeur.

Un terrain situé dans le sixième rang du canton Brandon, en la paroisse de St-Jean de Matha, dans le district de Joliette, connu et désigné sous le numéro vingt (20), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jean de Matha, pour partie du canton de Brandon — avec les bâtisses érigées sur le dit terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean de Matha, le SIXIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,

Joliette, 27 février 1911.

[Première publication, 4 mars 1911.]

Shérif.

991-2

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **FRANCOIS GALIPEAU,**
No 2926. } **Demandeur ; contre DE-**
MOISELLE FRIEDA WIEDRICK, fille majeure,
et maintenant épouse contractuellement séparée de biens de Harry Harding, et ce dernier pour auto-

Poitras, and on the other side by S. Lippé, advocate — with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, on the FIFTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office,

Joliette, 27th February 1911.

[First published, 4th March, 1911.]

Sheriff.

994

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court. — District of Joliette.

Joliette, to wit : } **IN RE ADRIEN BLOUIN, in-**
No. 4911. } **solvent, and ALEXANDRE**
DESMARTEAU, curator.

A lot situate in the parish of Saint Roch de l'Achigan, forming part of number three hundred and eighty six (386), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Roch de l'Achigan ; bounded as follows : on one end by the King's highway, on the other end by Ferd. Blouin, on one side by Wilfrid Marien, and on the other side by Félix Mulouin, junior, that is to say that on this side the line shall be taken on the depth on the western extremity of the building (stable) of Félix Mulouin, junior, that is to say on the western extremity of the gallery and shall continue in a straight line as far as the King's highway, so as to pass close to the corner of the present house on the lot sold — with house, bakery and other buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch de l'Achigan, on the EIGHTH (8th) day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office,

Joliette, 27th February, 1911.

[First published, 4th March, 1911.]

Sheriff.

990

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court. — District of Joliette.

Joliette, to wit : } **EUCHARISTE GRAVEL.**
No. 267. } **Plaintiff ; vs NAPOLEON**
LARAMEE, Defendant.

A lot of land situate in the sixth range of the township of Brandon, in the parish of Saint Jean de Matha, in the district of Joliette, known and designated under number twenty (20), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Jean de Matha, for part of the township of Brandon — with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean de Matha, on the SIXTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office,

Joliette, 27th February, 1911.

[First published, 4th March, 1911.]

Sheriff.

992

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } **FRANCOIS GALIPEAU,**
No. 2926. } **Plaintiff ; against MISS**
FRIEDA WIEDRICK, of the full age of majority,
and now wife separated as to property by marriage contract of Harry Harding, and the latter to au-

riser sa dite épouse aux fins des présentes, Défendesse.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, étant la moitié nord du lot de terre désigné sous le numéro cinq cent vingt-cinq, de la subdivision du lot numéro huit (8-525), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la côte Saint-Louis, laquelle moitié de lot contient vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par la rue Huntly, en arrière par une ruelle, du côté nord par le lot numéro de subdivision 524 du No 8, et du côté sud par le résidu du dit lot No 525—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 21 mars 1911. 1363
[Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE LAING PACKING**
No 2218. } **PROVISION CO. LIMITED,**
Demanderesse; contre **JOSEPH CHARLAND,**
Défendeur.

Un terrain situé dans le quartier Emard, de la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées (circonstances et dépendances); borné en front par la rue Hadley, et d'un côté par la troisième avenue, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros deux cent soixante et dix-neuf et deux cent quatre-vingt, de la subdivision officielle du lot numéro primitif trois mille neuf cent trente.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 28 février 1911. 1003-2
[Première publication, 4 mars 1911.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **JOHN WOOD,** Demandeur ;
No 8243. } contre **WILLIAM J. WOOD,** Défendeur, à savoir :

1° Le lot de terre numéro neuf B (9 B), dans le premier rang du canton de Portland Est, dans le comté de Labelle et district d'Ottawa ;

2° Lot numéro neuf (9), dans le deuxième rang du canton de Portland Est susdit ;

3° Toute cette partie de la moitié ouest du lot numéro dix B (10 B), dans le premier rang du canton de Portland Est susdit ; borné au nord par le numéro dix B, dans le deuxième rang, à l'est par le lot numéro dix A, du premier rang, au sud par la Rivière du Lièvre, et à l'ouest par le numéro onze A, du premier rang—avec toutes les bâtisses et appartenances y appartenant ; sujets à la condition par l'acquéreur de payer au demandeur une pension alimentaire de \$20.00 par mois, sa vie durant, tel qu'adjugé par le jugement à cette cause, le même étant une première charge en faveur du demandeur le bailleur de fonds, dans son acte d'icelui au défendeur, en date du 19 janvier 1910.

thorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

An emplacement situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal, being the north half of the lot of land designated under number five hundred and twenty five, of the subdivision of lot number eight (8-525), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, which half of lot contains twenty five feet in width by one hundred feet in depth, english measure, and more or less ; bounded in front by Huntly street, in the rear by a lane, on the north side by subdivision lot number 524 of No. 8, and on the south side by the remainder of the said lot No. 525—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 21st March, 1911. 1364
[First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE LAING PACKING &**
No. 2218. } **PROVISION COMPANY,**
LIMITED, Plaintiff ; against **JOSEPH CHAR-**
LAND, Defendant.

A lot of land situate in Emard ward, of the city of Montreal—with buildings erected thereon, (circumstances and dependencies) ; bounded in front by Hadley street, and on one side by third avenue, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under numbers two hundred and seventy nine and two hundred and eighty, of the official subdivision of lot primitive number three thousand nine hundred and thirty.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. L. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 28th February, 1911. 1004
[First published, 4th March, 1911.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **JOHN WOOD,** Plaintiff ; against
No. 8243. } **WILLIAM J. WOOD,** Defendant, to wit :

1. The lot of land number nine B (9 B), in the first range of the township of Portland East, in the county of Labelle and district of Ottawa.

2. Lot number nine (9), in the second range of the township of Portland East aforesaid.

3. All that part of the west half of lot number ten B (10 B), in the first range, of the township of Portland East aforesaid ; bounded north by number ten B, in the second range east by lot number ten A, of the first range, south by the River du Lièvre, and west by number eleven A, of the first range—with all buildings and appurtenances thereto belonging ; subject to the condition by the purchaser to pay the plaintiff an alimentary allowance of \$20.00 per month, during his lifetime as awarded by the judgment herein the same being a first charge in favor of plaintiff the bailleur de fonds, in his deed thereof to defendant, dated 19th January, 1910.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. M. WRIGHT.

Bureau du shérif, Hull, 22 mars 1911. 1373
[Première publication, 25 mars 1911.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec, } JOHN MOODY, de la
District de Pontiac. } cité d'Ottawa, commerçant ; vs. THOMAS A. JAMES de Shawville, Pontiac, commerçant, et al, à savoir :

Toute cette propriété immobilière parties du lot huit, dans le sixième rang du canton de Clarendon, dans le comté de Pontiac, connue conformément au plan de Shaw du village de Shawville, décrite comme suit :

1° Lot numéro deux, rang un, bloc sud, 66 pieds de front, 99 pieds de profondeur ; borné au nord par la rue Principale à l'est par le lot trois, rang un, propriété de Donald McRae, au sud par le lot deux, rang deux, et à l'ouest par les deux pieds est du lot un, rang un, bloc sud ;

2° Lot numéro deux, rang deux ; borné au sud par la rue James, au nord par le lot numéro deux ci-dessus décrit, à l'est par la partie ouest du lot numéro trois, rang deux, à l'ouest par la partie est du lot numéro un, rang deux, 66 pieds de largeur, 99 pieds de profondeur, dans le dit bloc sud ;

3° La partie est du lot numéro un, rang un, deux pieds de largeur, 99 pieds de profondeur ; borné au nord par la rue Principale, à l'est par le dit lot numéro deux, rang un, au sud par une partie du lot numéro un, rang deux et à l'ouest par une autre partie du lot 1, rang 1, la propriété d'Alfred Rolland McGuire ;

4° La partie est du lot numéro un, rang deux, vingt pieds de largeur, cent trente neuf pieds de profondeur ; borné au sud par la rue James, à l'est par le lot numéro deux, rang deux, au nord par la partie est du lot numéro un, rang un, à l'ouest partie par une partie du lot un, rang deux, appartenant à Alfred R. McGuire, et partie par une autre partie du lot un, rang deux, appartenant aux défendeurs ;

5° La partie sud-ouest de la partie nord-ouest de la partie nord-ouest du lot numéro un, rang deux, 39 pieds de largeur sur 92 pieds de profondeur ; borné au nord par la partie nord-ouest de la partie nord-ouest, du lot numéro un, rang deux, appartenant partie au dit A. R. McGuire, et partie aux défendeurs, à l'est par partie du lot numéro un, rang deux, en quatrième lieu décrit, au sud par la partie sud-ouest du lot numéro un, rang deux, appartenant en partie à Charles Wainman, et en partie aux défendeurs, en sixième lieu décrit, à l'ouest par la rue Pickanock ;

6° Une partie de la partie sud-ouest du lot numéro un, rang deux, 18 pieds de largeur, 66 pieds de profondeur, commençant sur le côté nord de la rue James, à un point 79 pieds du coin nord de la rue James, où il traverse la rue Pickanock, et courant à l'est, le long de la rue James, 18 pieds, de là, nord 66 pieds, de là, ouest 18 pieds, de là, sud 66 pieds, jusqu'au point de départ ; borné au sud par la rue James, à l'est, par la partie est du lot numéro un, rang deux, en quatrième lieu décrit, au nord par la partie ouest, du lot numéro un, rang deux,

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office. Hull, 22nd March, 1911. 1374
[First published, 25th March, 1911.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respect v. time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.

Province of Quebec, } JOHN MOODY, of Ottawa
District of Pontiac. } city, trader, vs. THOMAS A. JAMES, of Shawville, Pontiac, trader, et al, to wit :

All that certain immoveable property parts of lot eight, in the sixth range of the township of Clarendon, in the county of Pontiac, known according to Shaw's plan of the village of Shawville, and which may be described as follows :

1. Lot number two, range one, south block, 66 feet in front, 99 feet deep ; bounded north by Main street, east by lot three, range one, property of Donald McRae, south by lot two, range two, and west by the easterly two feet of lot one, range one, south block ;

2. Lot number two, range two ; bounded south by James street, north by lot number two above described, east by the western portion of lot number three, range two, west by the eastern portion of lot number one, range two, 66 feet wide, 99 feet deep, in said south block ;

3. The eastern portion of lot number one, range one, two feet wide, 99 feet deep ; bounded north by Main street, east by said lot number two, range one, south by a part of lot number one, range two, and west by the other part of lot 1, range 1, the property of Alfred Rolland McGuire ;

4. The eastern portion of lot number one, range two, twenty feet wide, one hundred and thirty nine feet deep ; bounded south by James street, east by lot number two range two, north by the eastern portion of lot number one range one, west partly by a portion of lot one, range two, owned by Alfred R. McGuire, and partly by another portion of lot one, range two, owned by defendants ;

5. The south west portion of the north west portion of the north west portion of lot number one, range two, 39 feet wide by 92 feet deep ; bounded north by the north west portion of the north west portion of lot number one, range two, owned partly by said A. R. McGuire and partly by defendants, east by part of lot number one, range two, fourthly described, south by the south west portion of lot number one, range two, owned in part by Charles Wainman, and in part by defendants herein sixthly described, west by Pickanock street ;

6. A portion of the south west portion of lot number one, range two, 18 feet wide, 66 feet deep, beginning on the north side of James street at a point 79 feet from the north corner of James street, where Pickanock street intersects, and running east along James street, 18 feet, thence, north 66 feet, thence, west 18 feet, thence, south 66 feet to the place of beginning ; bounded south by James street, east by the eastern portion of lot number one, range two, fourthly described, north by the west portion of lot number one, range two, fifthly

en cinquième lieu décrit et à l'ouest par la partie sud-ouest du lot numéro un, rang deux, appartenant à Charles Wainman ;

7° La partie ouest du lot numéro trois, rang deux, 52 pieds de largeur sur toute la profondeur du dit lot : borné au sud par la rue James, au nord par le lot numéro trois, rang un, appartenant à Donald McRae à l'ouest, par le lot numéro deux, rang deux, et à l'est par le résidu du dit lot numéro trois, rang deux—avec les bâtisses connues comme "The Russell House" et dépendances y appartenant, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY.

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, 21 mars 1911. 1371
[Première publication, 25 mars 1911].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Montreal.

Province de Québec, } **THE TRUST & LOAN**
District de Montréal. } **COMPANY OF CANADA,**
No 148. } NADA, Demanderesse ;
contre JOSEPH OUMET, Défendeur, à savoir :

Certains lots de terre connus conformément au plan officiel sous les numéros vingt et vingt et un, dans le neuvième rang du canton de Guigues, dans le district de Pontiac, chaque lot contenant environ 112 acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement dans le village de Ville Marie, dans le district de Pontiac, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY.

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, 27 février 1911. 947.2
[Première publication, 4 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Province de Québec, } **THE TRUST & LOAN**
District de Montréal. } **CO. OF CANADA,** Demanderesse : vs DAME BEATRICE BEAUSEJOUR, Défenderesse, à savoir :

Le lot de terre connu et désigné sur le plan officiel du canton Duhamel, comté de Pontiac, sous le numéro dix, du rang six du dit canton Duhamel, ayant cent acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et avec le droit de passage sur le lot numéro onze, du dit rang six, du dit canton Duhamel, et le morceau de terre circonscrit entre la ligne des dix rangs six et sept et un petit ruisseau qui se trouve sur le rang six, formant ce morceau de terre deux acres en superficie, plus ou moins—avec la maison d'habitation construite sur le dit morceau de terre, et la partie ouest du lot numéro onze, du rang sept du dit canton Duhamel, contenant quatre acres de front sur environ deux acres de profondeur ; borné à l'ouest au fronteau du sixième rang, à l'est au chemin de front actuel du septième rang, au sud au lot numéro dix, et au nord au numéro douze, du septième rang du dit canton.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Ville-Marie, dans le district de Pontiac, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY.

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, 27 février 1911. 945.2
[Première publication, 4 mars 1911.]

FIERIS FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **THE TRUST & LOAN**
District de Montréal. } **CO. OF CANADA,** Demanderesse : vs GASPARD PERRAULT, Défendeur, à savoir :

described, and west by the south west portion of lot number one, range two, owned by Charles Wainman ;

7. The western portion of lot number three, range two, 52 feet in width by the whole depth of said lot ; bounded south by the James street, north by lot number three, range one, owned by Donald McRae, west by lot number two, range two and on the east by the remainder of said lot number three, range two—with the buildings known as The Russell House and its dependencies thereto belonging, and all appurtenances.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY.

Sheriff office, Shérif.
Bryson, 21st March, 1911. 1372
[First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Montreal.

Province of Quebec, } **THE TRUST AND**
District of Montreal. } **LOAN COMPANY**
No. 148. } **OF CANADA,** Plaintiff ;
against JOSEPH OUMET, Defendant, to wit :

Certain lots of land known according to the official plan as number twenty and twenty one, in the ninth range of the township of Guigues, in the district of Pontiac, each lot containing about 112 acres, more or less in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of Ville Marie, in the district of Pontiac, on the FIFTH day of APRIL, 1911, at ELEVEN of the clock in the or noon.

SIMON McNALLY.

Sheriffs office, Shérif.
Bryson, 27th February, 1911. 948
[First published, 4th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } **THE TRUST & LOAN**
District of Montreal. } **CO. OF CANADA,** Plaintiff : vs DAME BEATRICE BEAUSEJOUR, Defendant.

The lot known on the official plan of the township of Duhamel, county of Pontiac, under the number ten, of the sixth range of the said township of Duhamel, having one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected and the right of way on lot number eleven, on the said sixth range, of the township of Duhamel, and that parcel of land of said lot eleven, in the said sixth range, lying between the dividing line of ranges six and seven and a creek crossing said sixth range, being of about two acres in superficies, more or less, and the buildings thereon erected ; and the west part of lot number eleven, of the seventh range of the said township of Duhamel, containing four acres frontage on about two acres depth ; bounded to the west to the front of the sixth range, to the east by the actual front road of the seventh range, to the south by lot number ten, and to the north by lot number twelve of the seventh range of the said township.

To be sold at the registry office, in the village of Ville-Marie, in the district of Pontiac, on the FIFTH day of APRIL, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY.

Sheriff's Office, Shérif.
Bryson, 27th February, 1911. 946
[First published, 4th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **THE TRUST AND LOAN**
District of Montreal. } **CO. OF CANADA,** Plaintiff : vs GASPARD PERRAULT, Defendant, to wit :

Le lot de terre situé dans le canton Duhamel, comté de Pontiac, connu et désigné sur le plan officiel du dit canton Duhamel, sous le numéro onze du rang six, du dit canton Duhamel, ayant cent acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites, sauf et excepté le morceau de terre circonscrit entre la ligne des dits rangs six et sept, et un petit ruisseau qui se trouve sur le rang six, formant ce morceau de terre deux acres en superficie, plus ou moins.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement au village de Ville-Marie, dans le district de Pontiac, le CINQUIEME jour d'AVRIL 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif,
Bryson, 27 février 1911.

(Première publication, 4 mars 1911.)

Shérif.
943..2

The lot situate in the township Duhamel, county of Pontiac, known according to the official plan as lot number eleven, of the sixth range of the township of Duhamel, having one hundred acres in superficies—with the buildings thereon erected, except that parcel of land of said lot number eleven, in said sixth range, lying between the division line of ranges six and seven, and a creek crossing said sixth range, being of about two acres in superficies, more or less.

To be sold at the registry office, in the village of Ville-Marie, district of Pontiac, on the FIFTH day of APRIL, 1911, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's office,
Bryson, 27th February, 1911.

[First published, 4th March, 1911].

Sheriff.
944

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec à savoir : } LEON LAROCHELLE ; vs
No. 184 } L EUSEBE DUPONT, à
savoir :

1° Le lot No 504 (cinq cent quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, étant une terre située concession Belair sud, circonstances et dépendances.

2° Le lot No. 492 (quatre cent quatre-vingt-douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, étant une terre située concession Belair sud, circonstances et dépendances.

3° Le lot No 501 (cinq cent un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, étant un lot de terre situé concession Belair sud, circonstances et dépendances.

4° Le lot No. 502 (cinq cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, étant un lot de terre située concession Belair sud—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, comté de Lévis, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

ED. BEGIN.

Bureau du shérif,
Québec, 9 mars 1911.

[Première publication, 11 mars 1911.]

Député shérif.
1133..2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } NICOLAS PAQUIN ; vs
No. 1442. } N AZARIAS GROLEAU,
à savoir :

Partie du lot No 6, du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant une terre située dans le second rang est du canton Shavigny, mesurant deux arpents et trois quarts de largeur sur vingt-huit arpents de longueur, le tout plus ou moins ; borné au nord-est à la rivière Batiscan, au sud-ouest à Sauvageau, au nord à Joseph Ouellette, et au sud à Ubalde Gingras—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif,
Québec, 9 mars 1911.

[Première publication, 11 mars 1911.]

Député Shérif.
1131-2

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } LEON LAROCHELLE ; vs
No. 184. } L EUSEBE DUPONT, to
wit :

1. Lot No. 504 (five hundred and four), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostôme, being a land situate in the south Belair concession—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 492 (four hundred and ninety-two), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostôme, being a land situate in the south Belair concession—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 501 (five hundred and one), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostôme, being a lot of land situate in the south Belair concession—circumstances and dependencies.

4. Lot No. 502 (five hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostôme, being a lot of land situate in the south Belair concession—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Chrysostôme, county of Lévis, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,
Quebec, 9th March, 1911.

[First published, 11th March, 1911.]

Deputy sheriff.
1134

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } NICOLAS PAQUIN ; against
No. 1442. } N AZARIAS GROLEAU, to
wit :

Part of lot No 6, of the official cadastre of the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, being a farm situate in the second east range of the township Shavigny, measuring two arpents and three quarters in width by twenty eight arpents in length, all more or less ; bounded on the north east by the Batiscan river, on the south west by Sauvageau, on the north by Joseph Ouellette, and on the south by Ubalde Gingras—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office.
Quebec, 9th March, 1911.

First published, 11th March, 1911.]

Deputy Sheriff.
1132

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir } **HELI** LAPLANTE, Deman-
No 5227. } deur; contre MICHEL LE-
MAIRE, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint Bonaventure d'Upton, sur le troisième rang, étant le lot numéro trois cent huit (lot No 308), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint Bonaventure d'Upton—circonstances et dépendances.

2° Une terre située en la paroisse de Saint Bonaventure d'Upton, sur le troisième rang, étant le lot numéro trois cent sept (lot No 307), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton—avec les bâties dessus érigées.

A dis re de la dite terre les emplacements appartenant à Messieurs Dorila Desmarais, Azarie Maclure, Dame veuve Joseph Louis Letendre et au docteur J. Emery St. Germain.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, le CINQUIEME jour du mois d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT.

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 28 février 1911. 1051.2
[Première publication, 4 mars 1911.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit } **HELI** LAPLANTE Plaintiff;
No 5227. } against MICHEL LE MAIRE,
Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, in the third range, being lot number three hundred and eight (No. 308), of the official cadastre of the said parish of Saint Bonaventure d'Upton—circumstances and dependencies.

2. A farm situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, in the third range, being lot number three hundred and seven (No. 307), of the official cadastre of the said parish of Saint Bonaventure d'Upton—with the buildings thereon erected.

To be reserved from the said farm the emplacements belonging to Messrs. Dorila Desmarais, Azarie Maclure, Dame widow Joseph Louis Letendre and to doctor J. Emery Saint Germain.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, on the FIFTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT.

Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 28th February, 1911. 1032
[First published, 4th March, 1911.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

District de Rimouski, } **ELZEAR NOLET**, De-
No 3948. } mandeur; vs JOHN
FENDERSON & CO., Défenderesse, et la dite
défenderesse saisissant pour frais.

Comme appartenant à E. Nolet, savoir :

1° Une terre située à Saint-Moïse, contenant cent acres en superficie, connue et désignée sous le numéro quarante-cinq (No 45), au cadastre officiel du rang nord-est du chemin Kempt, du canton Cabot—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre située à Saint-Moïse, contenant cent acres en superficie, connue et désignée sous le numéro quarante-six (No 46), au cadastre officiel du rang nord-est du chemin Kempt, du canton Cabot—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Moïse, le SIXIEME jour AVRIL 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU.

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 28 février 1911. 1055-2
[Première publication, 4 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

District de Rimouski, } **HENRI GARON**, De-
No 4251. } mandeur; contre SA-
MUEL THIBAUT, Défendeur, savoir :

Un terrain contenant un arpent et demi de front

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

District of Rimouski, } **ELZEAR NOLET**, Plain-
No. 3948. } tiff; vs JOHN FEN-
DERSON & Co, Defendant, and the said defendant
seizing for costs.

As belonging to E. Nolet, to wit :

1. A farm situate at Saint Moïse, containing one hundred acres in superficies, known and designated under number forty five (No. 45), on the official cadastre of the north east range of Kempt road, of the township Cabot—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A farm situate at Saint Moïse, containing one hundred acres in superficies, known and designated under number forty six (No. 46), on the official cadastre of the north east range of Kempt road, of the township Cabot—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Moïse, on the SIXTH day of APRIL, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU.

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 28th February, 1911. 1056
[First published, 4th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

District of Rimouski, } **HENRI GARON**, Plain-
No. 4251. } tiff; against SAMUEL
THIBAUT, Defendant, to wit :

A lot of land containing one arpent and a half in

sur la profondeur qu'il peut y avoir du chemin public au terrain du club Matamajaw ; borné au nord à la rivière Matapédia, à l'est au chemin, au sud à Arthur Lemieux, à l'ouest au terrain du club Matamajaw, étant partie du lot numéro trois (No 3 P.), du cadastre officiel du premier rang nord du canton Causapscal—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, y compris une maison, une grange et un moulin à scie avec toutes ses machineries, engin à vapeur et courroie de 12" et bouilloire, un planeur et courroie, etc., grands shafts, poulies et accessoires de toutes ces machines.

A charge d'un loyer annuel de quinze piastres par année, payable le premier mai de chaque année. à Nazaire d'Anjou.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Causapscal, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif,
Rimouski, 28 février 1911.

Shérif.
1053.2

[Première publication, 4 mars 1911].

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François à savoir : } **LA BANQUE NATIONALE**, Demanderesse ; contre **CLEMENT DALPÉ et al**, Défendeurs.

Comme appartenant au défendeur Clément Dalpé les immeubles suivants à savoir :

1° Le lot numéro vingt-huit a (28a), dans le huitième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre, pour le canton de Hereford, contenant quatre-vingt douze acres de terre, plus ou moins, excepté un morceau de terre de cent quatre-vingts pieds par quatre-vingt dix pieds, à être ôté du coin sud est du dit lot, et devant être mesuré française, le dit lot vingt-huit A, étant borné à l'ouest par la ligne de division entre le canton de Barford et le canton de Hereford, au nord par la ligne de division entre les rangs huit (8) et neuf (9), du canton de Hereford, au sud par les lots vingt-huit B (28 B) et vingt-huit D (28 D.), dans le huitième rang de Hereford, à l'est par les lots vingt-sept D (27 D), et vingt-sept E (27 E), dans le huitième rang de Hereford.

2° Toute la partie nord du lot cadastral un G (1 G), dans le huitième rang du canton de Barford, dans le dit district, mesurant sur la ligne est d'icelui, deux mille cent quarante-cinq pieds, à partir du coin nord-est et allant vers le sud et sur la ligne ouest en allant vers le sud, deux mille cent douze pieds, contenant quarante-quatre acres de terre, plus ou moins, excepté un petit morceau de terre, d'à peu près un acre et demi, appartenant à Johnny Carignan, et situé sur le côté nord-est du dit lot numéro un G (1 G).

3° Le lot numéro un-L (1-L), dans le huitième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Barford, contenant à peu près cinquante quatre acres de terre, plus ou moins, lequel lot numéro un-L (1-L), est borné à l'est par le lot un G (1 G), dans le huitième rang du canton de Barford, au sud par le lot un K (1 K), dans le huitième rang du canton de Barford, à l'ouest par le lot numéro deux A (2 A), dans le huitième rang du canton de Barford, et au nord par le chemin

front by the depth there may be from the public road to the land of the Matamajaw club ; bounded on the north by the Matapédia river, on the east by the road, on the south by Arthur Lemieux, on the west by the land of the Matamajaw club, being part of lot number three (P. No 3) on the official cadastre of the first north range of the township Causapscal—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, including a house, barn and a saw-mill with all its machinery, steam engine and 12 belting and boiler, planer and belting etc., shaftings, and accessories of all such machinery.

Subject to the charge of a yearly rental of \$15.00, payable on the first of May of every year to Nazaire d'Anjou.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jacques le Majeur de Causapscal, on the FIFTH day of APRIL, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's
Rimouski, 28th February, 1911.

Sheriff.
1054

[First published, 4th March, 1911]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court — District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **LA BANQUE NATIONALE**, Plaintiff ; against **CLEMENT DALPÉ et al**, Defendants.

As belonging to the defendant Clément Dalpé, the following immovables :

1. Lot number twenty eight a (28a), in the eighth range, on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Hereford, containing ninety two acres of land, more or less, except a piece of land of one hundred and eighty feet by ninety feet to be taken from the south east corner of the said lot, and to be french measure ; the said lot twenty eight-A being bounded on the west by the division line between the township of Barford and the township of Hereford, on the north by the division line between the ranges eight (8) and nine (9) of the township of Hereford, on the south by lots twenty eight B (28 B) and twenty eight D (28 D) in the eighth range of Hereford, on the east by lots twenty seven D (27-D) and twenty seven E (27 E), in the eighth range of Hereford.

2. All the northern part of cadastral lot one G (1 G), in the eighth range of the township of Barford, in the said district, measuring on the eastern line of same, two thousand one hundred and forty five feet, from the north east corner and going towards the south, and on the western line going towards the south, two thousand one hundred and twelve feet, containing forty four acres of land, more or less, except a small piece of land of about one acre and a half, belonging to Johnny Carignan, and situate on the north east side of the said lot number one G (1 G).

3. Lot number one-L (1-L), in the eighth range, on the official plan and book of reference of the township of Barford, containing about fifty four acres of land, more or less, which lot number one-L (1-L), is bounded on the east by lot one-G (1-G), in the eighth range of the township of Barford, on the south by lot one-K (1-K), in the eighth range of the township of Barford, on the west by lot number two-a (2-a), in the eighth range of the township of Barford, and on the north by the

public se trouvant dans la ligne de division, entre les rangs huit et neuf du canton de Barford.

4° Le lot vingt-sept D (27 D), dans le huitième rang du canton de Hereford, lequel lot est aussi borné : à l'ouest par le lot numéro vingt-huit A (28 A), dans le huitième rang du canton de Hereford, au nord par le chemin public se trouvant dans la ligne de division entre les rangs huit et neuf, du canton de Hereford, à l'est par le lot numéro vingt-sept C (27 C), dans le huitième rang du canton de Hereford, et au sud par le lot numéro vingt-sept E (27 E), dans le huitième rang du canton de Hereford.

Les dits lots avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Herménégilde, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 14 mars 1911. 1267
[Première publication, 18 mars 1911].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } LA BANQUE PRO-
No 851. } VINCIALE DU

CANADA, Demanderesse ; contre ROCH GAGNÉ ET AL, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, Roch Gagné, les immeubles ci-après décrits :

1° Un morceau de terre situé dans le village de Disraeli, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sous le numéro un B (1 B), des emplacements du dit village de Disraeli, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby ; borné en front par la rue de front—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un autre terrain situé dans le village de Disraeli, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sous le numéro vingt-neuf D (29 D), du cinquième rang du canton de Garthby, dans le dit comté de Wolfe, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Garthby ; borné en front par la rue de front du dit village de Disraeli—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce D'Israëli, la QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 27 février 1911. 985-2
Première publication du 21 janvier est nulle.
[Première publication, 4 mars 1911.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Province de Québec, } LA PRESSE PUBLISH-
A Saint-Hyacinthe. } ING CO., LTD., Deman-
No 693. } deresse ; vs JOHN FRE-
CHETTE, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la ville de Marieville, étant connu aux plan et livre de renvoi officiels du village de Marieville, sous le numéro cinquante-deux (52)—avec bâties y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Marieville, comté de Rouville, le VINGT-CIN-

public road being in the division line between ranges eight and nine of the township of Barford.

4. Lot twenty seven D (27 D), in the eighth range of the township of Hereford, which lot is also bounded : on the west by lot number twenty eight A (28 A), in the eighth range of the township of Hereford, on the north by the public road being in the division line between ranges eight and nine, of the township of Hereford, on the east by lot number twenty seven C (27 C), in the eighth range of the township of Hereford, and on the south by lot number twenty seven E (27 E), in the eighth range of the township of Hereford.

The said lots with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block, at the church door of the parish of Saint Herménégilde, on the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif
Sherbrooke, 14th March, 1911. 1268
[First published, 18th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } LA BANQUE PRO-
No 851. } VINCIALE DU

Plain tiff ; against ROCH GAGNÉ ET AL, Defend-
ants.

Seized as belonging to the said defendant, Roch Gagné, the immoveables hereinafter described :

1. A piece of land situate in the village of Disraeli, in the county of Wolfe, known and designated under number one B (1B), of the emplacements of the said village of Disraeli, on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Garthby ; bounded in front by the front street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another lot of land situate in the village of Disraeli, in the county of Wolfe, known and designated under number twenty nine D (29 D), of the fifth range of the township of Garthby, in the said county of Wolfe, on the official plan and book of reference of the cadastre for the said township of Garthby ; bounded in front by the front street of the said village of Disraeli—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Luce D'Israëli, on the FOURTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif
Sherbrooke, 27th February, 1911. 986
First publication of 21st January, 1911, is null.
[First published, 4th March, 1911].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Province of Québec, } LA PRESSE PUBLISH-
At Saint Hyacinthe. } ING CO., LTD. Plaintiff ;
No. 693. } vs. JOHN FRECHETTE,
Defendant.

A piece of ground situate in the town of Marieville, known on the official plan and book of reference of the village of Marieville, under the number fifty-two (52)—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Marieville, county of Rouville, on the TWENTY-

QUIEME jour d'AVRIL prochain, 1911, à UNE heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 16 mars 1911.

[Première publication, 25 mars 1911.]

Shérif.

1301

FIFTH day of APRIL next (1911), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office,

Saint Hyacinthe. 16th March, 1911.

[First published, 25th March, 1911.]

Sheriff.

1302

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **D**AME CHRISTINA
Sainte-Scholastique, } ANN JOHNSON,
No 187. } Demanderesse; contre
THOMAS JOHNSON, Défendeur, à savoir :

Une terre sise et située dans le township de Grenville comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, et contenant environ 459 acres de terre—avec toutes les bâtisses ci-dessus érigées et formées des lots officiels suivants :

14A. Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le township de Grenville, sous le numéro quatorze A, dans le troisième rang du dit township, contenant cent soixante et seize acres et soixante-trois centièmes d'acre, mais à retrancher du dit lot les emplacements suivants, et dont l'acquéreur devra se conformer aux contrats de vente.

(a) Un emplacement vendu à John Milway, par acte de vente enregistré sous le No 15917.

(b) Emplacement vendu à Joseph Dargis, acte de vente enregistré sous le No 18924.

(c) Emplacement vendu à R. W. Scott, acte de vente enregistré sous le No 20923.

(d) Emplacement vendu à Patrick Cullins, acte de vente enregistré sous le No 21452.

(e) Emplacement vendu à Henry Labelle, acte de vente enregistré sous le No 22989.

(f) Emplacement vendu à Alexander Pridham, acte de vente enregistré sous le No 22990.

(g) Emplacement vendu à Samson McArthur, acte de vente enregistré sous le No 23740.

2° Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le township de Grenville, sous le No quinze A, dans le troisième rang, contenant en superficie 206 acres, moins les emplacements suivants qui sont vendus du dit lot, à retrancher.

(a) Un emplacement vendu à Ferdinand Tessier, acte de vente enregistré sous le No 15611.

(b) Un emplacement vendu à Alex. Lemay, fils, acte de vente enregistré sous le No 15759.

(c) Emplacement vendu au rev. Joseph Gascon, enregistré sous le No 15779.

(d) Emplacement vendu à Charles Poulin, enregistré sous le No 15847.

(e) Emplacement vendu à Antoine Lemay, enregistré sous le No 15911.

(f) Emplacement vendu à Joseph Robillard, enregistré sous le No 16211.

(g) Emplacement vendu à Alfred Brigden, enregistré sous le No 16960.

(h) Emplacement vendu à Oron Robillard, enregistré sous le No 17572.

(i) Emplacement vendu à Oron Robillard, enregistré sous le No 17624.

(j) Emplacement vendu à Joseph Joly, enregistré sous le No 17919.

(k) Emplacement vendu à Joseph Lanthier, enregistré sous le No 17920.

(l) Emplacement vendu à Joseph O. Bouchard, enregistré sous le No 18926.

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **D**AME CHRISTINA
Sainte Scholastique, } ANN JOHNSON,
No. 187. } Plaintiff; against
THOMAS JOHNSON, Defendant, to wit :

A farm situated in the township of Grenville, county of Argenteuil, district of Terrebonne, and containing about four hundred and fifty nine acres of land—with buildings thereon erected, and composed of the following official lots

1. The lots known and designated upon the official plan and in the book of reference of the township of Grenville, under fourteen A, in the third range thereof, containing one hundred and seventy six acres and sixty three hundredths, to be deducted therefrom however, the following emplacements :

(a) An emplacement sold to John Milway, by deed registered under No. 15917.

(b) An emplacement sold to Joseph Dargis, registered under No. 18924.

(c) Emplacement sold to R. W. Scott, registered under No. 20923.

(d) Emplacement sold to Patrick Cullins, registered under No. 21452.

(e) Emplacement sold to Henry Labelle, registered under No. 22985.

(f) Emplacement sold to Alexander Pridham, registered under No. 22990.

(g) Emplacement sold to Samson McArthur, registered under No. 23740.

2. The lot known and designated upon the official plan and in the book of reference for the township of Grenville, under the number fifteen A, in the third range, containing in superficies 206 acres, with the exception of the following emplacements which were sold from the said lot, and which must be deducted :

(a) An emplacement sold to Ferdinand Tessier, by deed registered under No. 15611.

(b) An emplacement sold to Alex. Lemay, fils, and registered under No. 15759.

(c) Emplacement sold to Rev. Joseph Gascon, registered under No. 15779.

(d) Emplacement sold to Charles Poulin, registered under No. 15847.

(e) Emplacement sold to Antoine Lemay, registered under No. 15911.

(f) Emplacement sold to Joseph Robillard, registered under No. 16211.

(g) Emplacement sold to Alfred Brigden, registered under No. 16960.

(h) Emplacement sold to Oron Robillard, registered under No. 17572.

(i) Emplacement sold to Oron Robillard, registered under No. 17624.

(j) Emplacement sold to Joseph Joly, registered under No. 17919.

(k) Emplacement sold to Joseph Lanthier, registered under No. 17920.

(l) Emplacement sold to Joseph O. Bouchard, registered under No. 18926.

(m) Emplacement vendu à Léon Tessier, enregistré sous le No 19019.

(n) Emplacement vendu à Honoré Tessier, enregistré sous le No 19275.

(o) Emplacement vendu à Samuel Dargis, enregistré sous le No 19320.

(p) Emplacement vendu à Matthew Prophet, enregistré sous le No 22991.

3° Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dans le deuxième rang du dit township de Grenville, sous le numéro quatorze A, contenant soixante et dix-sept acres et un tiers de terre—avec les bâtisses érigées sur les dits lots plus haut mentionnés.

Le tout pour être vendus en un seul lot, constituant une terre.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Grenville, comté d'Argenteuil, dit district, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL prochain (1911) à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 20 mars 1911. 1335
[Première publication, 25 mars 1911.]

(m) Emplacement sold to Léon Tessier, registered under No. 19019.

(n) Emplacement sold to Honoré Tessier, registered under No. 19275.

(o) Emplacement sold to Samuel Dargis, registered under No. 19320.

(p) Emplacement sold to Matthew Prophet, registered under No. 22991.

3. The lot known and designated upon the official plan and book of reference for the township of Grenville, under the number fourteen A, in the second range, containing seventy-seven acres and one third—with buildings erected on the said lots heretofore mentioned.

The whole to be sold as one lot, constituting a farm.

To be sold at the catholic church door of the village of Grenville, county of Argenteuil, said district, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next (1911), at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 20th March, 1911. 1336
[First published, 25th March, 1911.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **PHILIPPE HOULE,**
No 403 } Demandeur ; contre
LUDGER CURÉ ET ULDERIC CURÉ ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, Ludger Curé et Uldéric Curé, savoir :

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint Timothée, dans le rang Saint-Pierre, faisant partie du lot de terre numéro six cent soixante et dix huit (p. 678), du cadastre de la paroisse de Sainte-Tite, contenant trois arpents de largeur sur la profondeur de sept arpents ; borné en front du côté sud, partie à Nap. Larivée et partie à Léopold Béland, en profondeur du côté nord, à la rivière Mékinac, du sud, du côté nord-est à Adélarde Bourgouin, et du côté sud-ouest au rang Saint-Pierre—avec ensemble le moulin à scie, machines, scies, instrument et outils servant à le faire fonctionner, et accessoires se trouvant sur un emplacement appartenant à Pierre Thifault, cultivateur de Saint-Thimothée, et désigné comme suit :

Un emplacement situé en la dite paroisse, dans le dit rang Saint Pierre, d'environ un demi arpent en superficie, faisant partie du dit lot six cent soixante et dix huit (678) du dit cadastre de Saint-Tite ; borné du côté nord par la rivière Mékinac, du sud, du côté nord-est par Félix Pagé, et du côté sud et sud-ouest par le morceau de terre ci-dessus désigné et tous les droits qu'ils possèdent pour la coupe du bois sur les terres d'Uldéric Gignac, suivant leur titre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thimothée, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 mars 1911. 1367
[Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure. — District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **ZOTIQUE BER-**
No 436. } **TRAND, Deman-**
deur ; contre **AMEDEE BOUVETTE, Défendeur,**
à savoir :

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court — District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **PHILIPPE HOULE,**
No 403 } Plaintiff ; against
LUDGER CURÉ AND ULDERIC CURÉ ET AL, Desendants.

As belonging to the said defendants, Ludger Curé and Ulderic Curé, to wit :

A piece of land situate in the parish of Saint Timothée, in the Saint Pierre range, forming part of the lot of land number six hundred and seventy eight (p. 678), of the cadastre of the parish of Saint Tite, containing three arpents in width by the depth of seven arpents ; bounded in front on the south side partly by Nap. Larivée and partly by Léopold Bédard, in depth on the north side by the south Mékinac river, on the north east side by Adélarde Bourgouin, and on the south west side by the Saint Pierre range—together with the saw mill, machinery, saws, instruments and tools use to operate same, and accessories being on an emplacement belonging to Pierre Thifault, farmer, of Saint Timothée, and designated as follows :

An emplacement situate in said parish, in the said Saint Pierre range, of about one half arpent in superficies, forming part of the said lot six hundred and seventy eight (678), of the said cadastre of Saint Tite ; bounded on the north side by the south Mékinac river, on the north east side by Félix Pagé, and on the south and south west side by the piece of land hereabove designated, and all the rights they own for the cut of wood on the lands of Uldéric Gignac, according to their title.

To be sold at the church door of the parish of Saint Timothée, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd March, 1911. 1368
[First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court. — District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **ZOTIQUE BERTRAND,**
No. 436. } Plaintiff ; against
AMEDEE BOUVETTE, Defendant, to wit :

La juste moitié côté sud, en profondeur d'un lot de terre situé en la ville de Shawinigan Falls, connue et désignée sous le numéro quatre cent trente-deux, et faisant partie du lot numéro quatre cent trente-un, de subdivision cadastrale du lot numéro six cent vingt-huit (628-432 et p. 431), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte Flore, comté de Saint-Maurice, contenant le lot Nos 628-432, cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur, et une superficie de quatre mille six cents pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise—avec la maison dessus construite.

La partie du lot No 628-431, comprend cinq pieds de largeur sur les quatre-vingt-douze pieds de profondeur du dit lot, formant une superficie de quatre cents soixante pieds carrés, et se trouve du côté ouest d'icelui.

Pur être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 mars 1911. 1365
[Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } RAPHAEL LEMAY,
No 399. } Demandeur ; contre
EVARISTE BLAIS, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Sévère, concession de Bellechasse, du contenu de trois arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins—avec maison et autres bâtiesse dessus érigées, et connue et désignée comme étant le numéro cent quatre-vingt-seize (196), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Sévère.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sévère, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif, Shérif.
Trois Rivières, 28 février 1911. 1049-2
[Première publication, 4 mars 1911.]

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

GEORGE V. par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'il
Procureur-Général. } Nous a été dé-
montré qu'il est de l'intérêt général qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction criminelle, en première instance, soit tenue cette année seulement dans le district de Beauharnois, à Valleyfield, le dix-neuvième jour du mois de juin prochain, 1911, et les jours suivants :

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons, en vertu des dispositions de l'article 3237 des statuts refondus de Québec, 1909, qu'un terme extraordi-

The exact south side half in depth of a lot of land situate in the town of Shawinigan Falls, known and designated under number four hundred and thirty two and forming part of lot number four hundred and thirty one, of cadastral subdivision of lot number six hundred and twenty eight (628-432 p. 431), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, county of Saint Maurice, containing the lot No. 628 432, fifty feet in width by ninety two feet in depth, and a superficies of four thousand six hundred square feet, more or less English measure—with the house thereon erected.

The part of lot No. 628-431, comprises five feet in width by the ninety two feet in depth of the said lot, forming a superficies of four hundred and sixty square feet, and is on the west side of same.

To be sold at the church door, of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff office, Shérif.
Three Rivers, 22nd March. 1911. 1366
[First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } RAPHAEL LEMAY,
No. 399. } Plaintiff ; against EVA-
RISTE BLAIS, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Sévère, Bellechasse concession, containing three arpents in width by twenty arpents in depth, more or less—with house and other buildings thereon erected, and known and designated as being number one hundred and ninety six (196), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint-Maurice, for the said parish of Saint Sévère.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sévère, on the FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 28th February, 1911. 1050
[First published, 4th March, 1911.]

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS it hath
Attorney-General. } been shown Us
to be in the general interest, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, in the exercise of its original criminal jurisdiction, be held this year only, in the district of Beauharnois, at Valleyfield, on the nineteenth day of the month of June next, 1911, and the following days :

NOW KNOW YE, that by and with the advice of the Executive Council of Our Province, we have ruled and ordered, and do hereby rule and order, in virtue of the provisions of article 3237 of the revised statutes of Québec, 1909, that an ex-

naire de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction criminelle, en première instance, soit tenue et sera tenue, cette année seulement, dans le district de Beauharnois, à Valleyfield, le dix-neuvième jour de juin prochain (1911), et que ce terme soit et sera continué les jours suivants, conformément à la loi.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Administrateur du gouvernement de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent onze, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

1355

Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner, — SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'il Nous
Procureur-Général. } a été démontré qu'il est de l'intérêt général qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction criminelle, en première instance, soit tenue dans le district de Trois-Rivières, pour cette année seulement, le premier jour de mai prochain, 1911, et les jours suivants :

A CES CAUSES, de l'avis du conseil exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons, en vertu des dispositions de l'article 3237 des statuts refondus de Québec, 1909, qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction criminelle, en première instance, soit et sera tenue, cette année seulement dans le district de Trois-Rivières, à Trois-Rivières, le premier jour de mai prochain (1911), et que ce terme soit et sera continué les jours suivants, conformément à la loi.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Administrateur du gouvernement de Notre province de Québec.

extraordinary term of the Court of King's Bench, in the exercise of its original criminal jurisdiction, be and shall be held, this year only, in the district of Beauharnois, at Valleyfield, on the nineteenth day of June next, 1911, and that such term be and shall be continued on the following days according to law.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS AMABLE JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Administrator of the Government of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of MARCH in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, in the first year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,

1356

Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L.S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern. — GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS it hath
Attorney General. } been shown Us to be in the general interest, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, in the exercise of its original criminal jurisdiction, be held in the district of Three Rivers, for this year only, on the first day of May next, 1911, and the following days

NOW KNOW YE, that with the advice of the Executive Council of Our Province, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order, under the provisions of article 3237 of the revised statutes of Quebec, 1909, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, in the exercise of its original criminal jurisdiction, be and shall be held, this year only, in the district of Three Rivers, at Three Rivers, on the first day of May next, 1911, and that such term be and shall be continued on the following days, according to law.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ; WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Administrator of the Government of Our province of Quebec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

1357

Sous-secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, les lettres patentes en date du 14 mars 1911, constituant en corporation MM. Alphonse Thibault, médecin, Patrick O'Bready, cultivateur, Joseph-Euchariste Michel, industriel, Eugène Côté, industriel, Eugène Belisle, industriel, Amédée Perrault, cultivateur, Sinaï Goulet, industriel, Onésime Nault, rentier, Pierre Michel Belisle, cultivateur, Charles Guimont, cultivateur, Stanislas Corbeil, cultivateur, Elie O'Bready, cultivateur, Hyacinthe Gendron, fils, cultivateur, tous de Wotton, Oscar Vilandré, marchand, de Danville, Napoléon Couture, cultivateur, de Ham, dans les buts suivants :

Acquérir par achat ou autrement, louer, occuper, posséder des terrains, maisons et autres choses ou droits immobiliers pour des fins de spéculation, et les aliéner ou les donner en bail ;

Développer et améliorer tout terrain par elle occupé ou posséder pour des fins de culture ou de construction ;

Construire, réparer, démolir des maisons ou autres bâtiments ou faire faire tels travaux par des constructeurs, entrepreneurs et autres, et leur faire des avances d'argent ;

Construire, acquérir, louer, entretenir, vendre, aliéner, exploiter des aqueducs, des pouvoirs hydrauliques, des usines électriques, à vapeur ou autres ; faire le commerce de l'eau, de la force motrice sous toutes ses formes, de la lumière et de la chaleur, dans le comté de Wolfe ;

Acquérir, louer, occuper, posséder, exploiter, vendre, aliéner des carrières de pierre, chaux, briques, ardoise, et faire le commerce des dits articles ;

Acquérir, louer, posséder, exploiter, vendre et aliéner des conduits, fossés, égouts, citernes et réservoirs ; des terres à bois, des coupes de bois, des terrains miniers ; fabriquer le bois et les métaux et en faire le commerce sous toutes leurs formes ;

Exercer l'industrie et le commerce de constructeur et d'entrepreneur pour toutes espèces de travaux ;

Manufacturer toutes espèces d'articles en bois, pierre ou métal, et faire le commerce des dits articles ;

Faire le commerce de nouveautés, épicerie, quincailleries, ou tout autre commerce, en gros et en détail ;

Faire le commerce de l'argent par prêts sur billets, obligations, hypothécaires ou autres, ventes à réméré, constitutions de rentes, achats et ventes d'obligations, débiteures ou titres semblables ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débiteures, ou sous d'autres garanties convenables ;

Vendre des actions à d'autres compagnies et les racheter, acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre, aliéner totalité ou partie de ses propriétés, droits ou entreprises ;

Acquérir, administrer totalité ou partie de l'entreprise, des biens et des dettes de toute personne, société ou compagnie exerçant des industries, commerces, affaires que la présente compagnie est au-

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY SECOND day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the first year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,

1358

Deputy Provincial Secretary.

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1911, incorporating Messrs. Alphonse Thibault, physician, Patrick O'Bready, farmer, Joseph Euchariste Michel, manufacturer, Eugène Côté, manufacturer, Eugène Belisle, manufacturer, Amédée Perrault, farmer, Sinaï Goulet, manufacturer, Onésime Nault, rentier, Pierre Michel Belisle, farmer, Charles Guimont farmer, Stanislas Corbeil, farmer, Elie O'Bready, farmer, Hyacinthe Gendron, junior, farmer, all of Wotton, Oscar Vilandré, merchant, of Danville, Napoléon Couture, farmer, of Ham, for the following purposes :

To acquire by purchase or otherwise, lease, occupy, hold lands, houses and other immovable rights and things for speculative purposes, and to alienate or lease same ;

To develop and improve any land owned or occupied by the company for the purposes of cultivation and construction ;

To construct, repair, demolish houses or other buildings, or have such work done by contractors, builders and others, and advance them money ;

To construct, acquire, lease, maintain, sell, alienate, exploit water works, water powers, electric, steam or other shops ; deal in water, motive power in all its forms, light and heat within the county of Wolfe ;

To acquire, lease, occupy, hold, operate stone, lime, brick and slate quarries, and deal in the same ;

To acquire, lease, own, operate, sell and alienate conduits, ditches, drains, cisterns and reservoirs, timber lands, cuts of timber, mining lands ; to manufacture wood and metal and deal in same in all their terms ;

To carry on the business and industry of builder and contractor for all kinds of work ;

To manufacture all kinds of articles in wood, stone or metal, and deal in the said articles ;

To deal in novelties, groceries, hardware, or any other business, wholesale and retail ;

To carry on a money business by loans on notes, obligations, hypothecary or other, sales with right of redemption, constitution of rents, purchases and sales of bonds, debentures or similar titles ;

To borrow money by notes, bonds, hypothecs, debentures or other suitable security ;

To sell stock to other companies and re-purchase same ; to purchase the stock of other companies and sell same ;

To sell, alienate the whole or part of its property, rights or undertakings ;

To acquire, manage the whole or part of the undertakings, property and debts of any person, firm or company carrying on any industry, trade, business that this company is authorized to do, or

torisée à exercer, ou en possession de biens qui conviendraient aux fins de la présente compagnie ;

Acquérir, louer, aliéner des franchises municipales pour les objets compris dans les attributions de la présente compagnie et relevant de l'autorité municipale, sous le nom de "The Wotton Manufacturing Company, Limited", avec un capital de quarante-huit mille piastres (\$48 000 00), divisé en quatre cent quatre-vingt (480) actions de cent piastres (\$100 00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Wotton.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1361

Sous-secrétaire de la province.

SYNDICAT D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Lotbinière, sous le nom de "Syndicat d'élevage de chevaux de trait léger de race belge de Deschailons", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Saint-Jean-Deschailons, comté de Lotbinière.

JOS. ED. CARON,

1377

Ministre de l'Agriculture.

No 1800-10.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Lowe, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton de Lowe, dans le comté d'Ottawa, les Nos 44 à 56, inclusivement, du 2e rang ; les Nos 41 à 56, inclusivement, du 3e rang ; les Nos 32 à 51, inclusivement, du 4e rang ; les Nos 20 à 51, inclusivement, du 5e rang ; les Nos 24 à 51, inclusivement, du 6e rang ; les Nos 19 à 51, inclusivement, du 7e rang ; les Nos 19 à 45, inclusivement, du 8e rang ; les Nos 26 à 36, inclusivement, ainsi que la moitié sud des Nos 37 et 38 du 9e rang ; les Nos 28 et 29 du 10e rang, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Fieldville & Stagsburn."

1351

Nominations

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur de la province, par un ordre en conseil, en date du 16 décembre 1910, de nommer MM. Louis Labrecque, médecin, de Ste-Etienne de la Malbaie, Charles Côté, médecin, de Tadoussac, Prosper Synotte, médecin, des Eboulements, Joseph Arthur Fafard, gardien de lumière, de la Pointe des Monts, Stanislas McDuff, médecin, de la Pointe aux Esquimaux, et Roméo Langlais, médecin, de l'Isle d'Anticosti, coroner conjoint pour le district de Saguenay, les trois premiers avec juridiction sur le district, moins le territoire compris entre l'endroit appelé Mingan et l'Anse au Blanc Sablon et l'Isle d'Anticosti ; MM. Fafard et McDuff, avec juridiction sur la partie du district, comprise entre l'endroit appelé Mingan et l'Anse au Blanc Sablon à part l'Isle d'Anticosti ; et M. Langlais, avec juridiction sur l'Isle d'Anticosti.

1393

holding property suitable for the purposes of this company ;

To acquire, lease, alienate municipal franchises for the objects comprised within the attributes of this company and being holden to municipal authority, under the name of "The Wotton Manufacturing Company, Limited", with a capital of forty eight thousand dollars (\$48 000 00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the corporation, will be at Wotton.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1362

Deputy Provincial Secretary.

STOCK BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a stock breeding syndicate has been formed in the county of Lotbinière, under the name of "The Deschailons Stock Breeding Syndicate of Belgian breed of light draught horses", with its principal place of business in the parish of Saint-Jean-Deschailons, county of Lotbinière.

JOS. ED. CARON,

1378

Minister of Agriculture.

No. 1800.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with article 2591 R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Lowe, the lots bearing on the official cadastre of the township of Lowe, in the county of Ottawa, the Nos. 44 to 56, inclusively, of the 2nd range, the Nos. 41 to 56 inclusively, of the 3rd range, the Nos. 32 to 51, inclusively, of the 4th range, the Nos. 20 to 51, inclusively, of the 5th range, the Nos. 24 to 51, inclusively, of the 6th range, the Nos. 19 to 51, inclusively, of the 7th range, the Nos. 19 to 45, inclusively, of the 8th range, the Nos. 26 to 36, inclusively, and also the south half of Nos. 37 and 38 of the 9th range, the Nos. 28 and 29 of the 10th range, and to erect the said territory into a separate school municipality, under the name of "Fieldville and Stagsburn".

1352

Appointments

His Honor the Administrator has been pleased, by order in Council, dated the 16th December, 1910, to appoint Messrs. Louis Labrecque, physician, of Saint Etienne de la Malbaie, Charles Côté, physician, of Tadoussac, Prosper Synotte, physician, of des Eboulements, Joseph Arthur Fafard, lighthouse-keeper, of Pointe des Monts, Stanislas McDuff, physician, of Pointe aux Esquimaux, and Roméo Langlais, physician, of the Island of Anticosti, joint coroner, for the district of Saguenay, the three first with jurisdiction over the district, minus territory comprised between the place called Mingan and the Anse au Blanc Sablon, and the Island of Anticosti ; Messrs. Fafard and McDuff, with jurisdiction over the portion of the district comprised between the place called Mingan and the Anse au Blanc Sablon, apart from the Island of Anticosti ; and Mr. Langlais, with jurisdiction over the Island of Anticosti.

1394

Avis Divers

Cour supérieure. — Québec. — No 818. — Dame Alma Gignac, épouse de Pierre Bélanger, de Québec, boucher, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux. — Québec, ce 22 mars 1911. — MORAUD & SAVARD, Procureurs de la demanderesse. 1383

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 258.

Dame Bernadette Brodeur, de Saint-Hermene gilde de Barford, district de Saint-François, épouse de Clément Dalpé, du même lieu, cultivateur, a, le 31 janvier 1911, intenté une action en séparation de biens contre ce dernier, avec l'autorisation de cette cour.

J. BEAULNE,

Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 31 janvier 1911. 583.5

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 33.

Dame Victoria Deslauriers, de la paroisse de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Jacob Croteau, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

V. ERNEST FONTAINE,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 21 mars 1911. 1359

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2640.

Dame Amanda Gagnon, épouse commune en biens de Ephraïm Imbault dit Mantha, contracteur, de la ville Saint-Laurent, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Ephraïm Imbault dit Mantha, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour de mars mil neuf cent onze.

BASTIEN, BERGERON,
COUSINEAU & JASMIN,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 21 mars 1911. 1369

Avis de Faillites

District de Rimouski.

In re L. Dumais & Cie, Matane, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 mars 1911, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 23 mars 1911.

1391

District de Saint-François.

In re O. Bégin & Cie, D'Iraéli, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection

Miscellaneous Notices

Superior court. — Québec. — No. 818. — Dame Alma Gignac, wife of Pierre Bélanger, of Québec, butcher, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband. — Québec, 22nd March, 1911. — MORAUD & SAVARD, Attorneys for plaintiff. 1384

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court*
No. 258.

Dame Bernadette Brodeur, of Saint Hermenegilde de Barford, district of Saint Francis, wife of Clément Dalpé, of the same place, farmer, has, on the 31st January, 1911, instituted an action for separation as to property against the latter, with the authorization of this court.

J. BEAULNE,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 31st January, 1911 584

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 33.

Dame Victoria Deslauriers, of the parish of Saint Liboire, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Jacob Croteau, hotelkeeper, of the same place, duly authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

V. ERNEST FONTAINE,

Attorney for plaintiff.

Saint-Hyacinth, 21st March, 1911. 1360

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2640.

Dame Amanda Gagnon, wife common as to property of Ephraïm Imbault dit Mantha, contractor, of the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Ephraïm Imbault dit Mantha, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twentieth day of March, 1911.

BASTIEN, BERGERON,
COUSINEAU & JASMIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st March, 1911. 1370

Bankrupt Notices

District of Rimouski.

In re L. Dumais & Cie, Matane, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 18th March, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 23rd March, 1911.

1392

District of Saint Francis.

In re O. Bégin & Co, D'Iraéli, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection

jusqu'au 10 avril 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 23 mars 1911. 1387

District de Québec.

In re J. Onésiphore Nault, Lac au Sabie,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 21 mars 1911, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 23 mars 1911. 1389

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. B. Thibault, 1827, Sainte-Catherine E.,
Montréal, Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 18^e jour de mars 1911, j'ai été nommé, par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 23 mars 1911. 1379

District de Rimouski.

In re Joseph Michaud, Lac Pitre, Amqui,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 mars 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

G. L. DIONNE,
Curateur.

Amqui, 22 mars 1911. 1385

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 30.

Joseph Norton, commerçant, de Caughnawaga,
Failli.

Le failli a fait cession de ses biens le 14 mars 1911, et j'ai été nommé gardien provisoire.

LOUIS SNOW,
Caughnawaga.
1381

Montréal, 20 mars 1911.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 189.

Dans l'affaire de Frederick Powell *et al*,
Faillis.

Avis est par le présent donné que par jugement de la cour, rendu le 18^e jour de mars 1911, le sousigné a été nommé curateur des biens des dits faillis pour remplacer C. A. McDonnell le ci-devant curateur.

Les réclamations doivent être déposées devant moi sous trente jours de cette date.

WM. F. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur.
50, rue Notre-Dame Ouest, Montréal. 1375

until 10th April, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 23rd March, 1911. 1388

District of Québec.

In re J. Onésiphore Nault, Lac au Sabie,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 21st March, 1911, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 23rd March, 1911. 1390

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. B. Thibault, 1827, Sainte Catherine E., Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 18th day of March, 1911, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power" Building.
Montreal, 24th March, 1911. 1380

District of Rimouski.

In re Joseph Michaud, Lac Pitre, Amqui,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 18th March, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

G. L. DIONNE,
Curator.

Amqui, 22nd March, 1911. 1386

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 30.

Joseph Norton, of Caughnawaga, trader,
Insolvent.

The insolvent has made an abandonment of his property, on the 14th March, 1911, and I have been appointed provisional guardian.

LOUIS SNOW,
Caughnawaga.
1382

Montreal, 20th March, 1911.

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 189

In the matter of Frederick F. Powell *et al*,
Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the court rendered on the 18th of March, 1911, the undersigned was named curator of said insolvent estate to replace the late C. A. McDonnell the former Curator.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

WM. F. HOOD,
Curator.

Office of the curator,
50, Notre Dame street West, Montreal. 1376

I GEORGE V, (2ème session)

Loi amendant la loi 1 George V, chapitre 7, relativement à l'annexion de la paroisse de l'Ascension au comté d'Ottawa, pour toutes les fins

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 1 de la loi 1 George V, chapitre 7, est remplacée par la suivante :

" 1. La paroisse de l'Ascension, dans le comté de Montcalm, est détachée de ce comté et annexée, pour les fins d'enregistrement à la division d'enregistrement du comté de Labelle, pour les fins municipales à la municipalité du comté de Labelle, et, pour les autres fins au comté d'Ottawa".

2. La section 2 de ladite loi est amendée en y insérant après les mots : " de l'article 67 ", dans la première ligne, les mots : " le numéro 30 de l'article 74 et le numéro 29 de l'article 75 ".

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

I GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant les Statuts refondus, 1909, au sujet des véhicules-moteurs

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 1389 des Statuts refondus, 1909, est amendé en en remplaçant les mots : " et elle doit payer un honoraire d'enregistrement de cinq piastres, honoraire qui doit être envoyé en même temps que sa demande, " dans les huitième, neuvième et dixième lignes, par les suivants : " et elle doit payer un honoraire d'enregistrement d'après le tarif suivant, honoraire qui doit être envoyé en même temps que sa demande :

Pour tout véhicule-moteur ne servant qu'à des fins commerciales, cinq piastres ;

Pour tout autre véhicule-moteur de vingt-cinq chevaux ou moins, cinq piastres ;

Pour tout autre véhicule-moteur ayant plus que vingt-cinq chevaux et moins que trente-cinq, dix piastres ;

Pour tout autre véhicule-moteur ayant trente-cinq chevaux ou plus, et moins que cinquante, quinze piastres ;

Pour tout autre véhicule-moteur de cinquante chevaux ou plus, vingt piastres.

Cet enregistrement expire le premier avril de chaque année, et est renouvelable annuellement à cette date, de la même manière et sur paiement du même honoraire annuel exigé par le présent article."

2. L'article 1393 desdits statuts est remplacé par le suivant :

I GEORGE V, (2nd session)

An act to amend the act 1 George V, chapter 7, respecting the annexation of the parish of L'Ascension to the county of Ottawa for all purposes.

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Section 1 of the act 1 George V, chapter 7 is replaced by the following :

" 1. The parish of L'Ascension in the county of Montcalm is detached from the said county and is annexed for registration purposes to the registration division of the county of Labelle, for municipal purposes to the county municipality of Labelle, and for other purposes to the county of Ottawa."

2. Section 2 of the said act is amended by inserting after the figures " 67 ", in the first line the words " paragraph 30 of article 74 and paragraph 29 of article 75 ".

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

I GEORGE V, (2nd session)

An Act to amend the Revised Statutes, 1909, respecting motor vehicles

(Assented to 14th March, 1911.)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 1389 of the Revised Statutes, 1909, is amended by replacing the words : " and he shall pay a registration fee of five dollars, the amount of such fee to be sent in with the application " in the seventh, eighth and ninth lines, by the following : " and he shall pay the proper registration fee, as provided in the following tariff, the amount of such fee to be sent in with the application :

For every motor vehicle used solely for commercial purposes, five dollars ;

For every other motor vehicle of twenty five horse-power or less, five dollars ;

For every other motor vehicle of more than twenty five horse-power and less than thirty five horse-power, ten dollars ;

For every other motor vehicle of thirty five horse-power or more and less than fifty horse-power, fifteen dollars ;

For every other motor vehicle of fifty horse-power or more, twenty dollars ;

Every such registration shall expire on the first of April in each year, and is renewable annually at the said date, in the same manner and upon payment of the same annual fee as provided in this article."

2. Article 1393 of the said statutes is replaced by the following :

"1393. Les dispositions des articles 1389, 1390, 1391 et 1392, relatives à l'enregistrement et à l'exposition des numéros d'enregistrement, ne s'appliquent pas à un véhicule-moteur possédé par une personne qui n'a pas eu régulièrement de résidence ni de place d'affaires dans cette province, pendant une période de plus de trois mois consécutifs, dans l'année de calendrier, pourvu que le propriétaire de ce véhicule-moteur se soit conformé aux dispositions de la loi de sa résidence concernant l'enregistrement des véhicules-moteurs et l'exposition des numéros d'enregistrement sur ces véhicules. Les dispositions du présent article, toutefois, ne s'appliquent à un véhicule-moteur possédé par un non-résident de cette province, qu'en autant que, en vertu des lois de sa résidence, de semblables exemptions et privilèges sont accordés pour les véhicules-moteurs dûment enregistrés en vertu des lois, et possédés par des résidents de cette province."

3. L'article 1395 desdits statuts est amendé en y ajoutant les mots : "Tout enregistrement de manufacturier ou de commerçant expire le premier jour d'avril de chaque année, et est renouvelable annuellement à cette date, de la même manière et sur paiement du même honoraire annuel que décrète le présent article."

4. L'article 1397 desdits statuts est remplacé par le suivant :

"1397. Si, durant la période entre le premier jour d'avril de chaque année et le même jour de l'année immédiatement suivante, la propriété d'un véhicule-moteur enregistré conformément à l'article 1389 est transportée à une autre personne, l'enregistrement de ce véhicule-moteur expire et la personne au nom de laquelle ce véhicule est enregistré, doit immédiatement remettre au trésorier de la province le certificat d'enregistrement avec un avis écrit contenant la date de ce transport de propriété, ainsi que le nom, le lieu de résidence et l'adresse du nouveau propriétaire ; et celui-ci doit immédiatement faire une demande pour faire enregistrer le véhicule à son propre nom. L'honoraire pour l'enregistrement de ce transport est d'une piastre, et doit être envoyé avec la demande. Cet enregistrement de transport expire le premier jour d'avril suivant, et est renouvelable à cette date conformément à l'article 1389."

5. L'article 1399 desdits statuts est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant :

"3. Aucune licence de conducteur ou de chauffeur ne doit être accordée à une personne n'ayant pas dix-huit ans."

6. L'article suivant est inséré dans lesdits statuts après l'article 1402 :

"1402a. Les dispositions de l'article 1393 concernant les exemptions et les privilèges accordés aux non-résidents au sujet de l'enregistrement, s'appliquent également à l'émission des licences en leur faveur."

7. L'article 1405 desdits statuts est amendé en y insérant après le mot : "section", dans la deuxième ligne, les mots : "ou des règlements faits en vertu d'icelle."

"1393. The provisions of articles 1389, 1390, 1391 and 1392 relative to registration and the display of registration numbers shall not apply to a motor vehicle owned by any person having no regular place of abode or business in this Province for a period of more than three consecutive months in the calendar year; provided that the owner thereof shall have complied with the provisions of the law of the place of his residence relative to registration of motor vehicles and the display of the registration numbers thereon. The provisions of this article, however, shall apply to a motor vehicle owned by a non-resident of the Province only to the extent that under the laws of the place of his residence like exemptions and privileges are granted with respect to motor vehicles duly registered under the laws of and owned by residents of this Province."

3. Article 1395 of the said statutes is amended by adding thereto the words : "Every manufacturer's or dealer's registration shall expire on the 1st day of April in each year, and is renewable annually at the said date in the same manner and upon payment of the same annual fee as provided in this article."

4. Article 1397 of the said statutes is replaced by the following :

"1397. Upon the transfer of ownership during the period between the 1st day of April in any year and the same day in the year immediately following, of any motor vehicle registered in accordance with article 1389, the registration thereof shall expire and the person in whose name such vehicle is registered shall immediately return the certificate of registration to the Provincial Treasurer with a written notice containing the date of such transfer of ownership and the name, place of residence and address of the new owner; and the latter shall forthwith apply to have the vehicle registered in his own name. The fee for such transfer registration shall be one dollar, and shall be sent in with the application. Such transfer registration shall expire upon the first day of April following and shall be renewable at that date in accordance with article 1389."

5. Article 1399 of the said statutes is amended by adding thereto the following paragraph :

"3. No operator's or chauffeur's license shall be issued to any person under eighteen years of age."

6. The said statutes are amended by inserting the following article after 1402 :

"1402a. The provisions of article 1393 respecting the exemptions and privileges of non-residents with respect to registration apply equally to the issue of licenses to non-residents."

7. Article 1405 of the said statutes is amended by inserting after the word "section" in the first line, the words : "or the regulations made thereunder."

8. L'article 1432 desdits statuts est amendé en y insérant après le mot "honoraires", dans la septième ligne, les mots : "la détermination de la force des véhicules-moteurs dont l'enregistrement est demandé."

9. L'article 1435 desdits statuts est remplacé par le suivant :

"1435. Le revenu provenant de tous les honoraires perçus et des pénalités imposées en vertu de la présente section doit être transmis au département de l'Agriculture, pour être employé à l'amélioration des chemins publics de la province, moins la partie de ce revenu qui peut être appliquée, de temps à autre, par le trésorier de la province, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, au paiement des dépenses encourues pour l'exécution de la dite section."

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création des réserves forestières cantonales

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

ATTENDU qu'il est nécessaire d'assurer un approvisionnement constant de bois dans chaque canton de la province; d'empêcher le défrichement des sols reconnus impropres à l'agriculture; de remettre en valeur les terrains ruinés par les incendies ou autrement, et de protéger les sources des cours d'eau;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le paragraphe et les articles suivants sont insérés dans les Statuts refondus, 1909, après le paragraphe deuxième de la section cinquième du chapitre sixième du titre quatrième desdits statuts :

"§ 2a.—Des réserves forestières cantonales

"1631a. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des terres et forêts, de choisir et mettre à part, de temps en temps, dans toute partie de la province où la couronne possède des forêts de valeur commerciale ou non, une partie des terrains, ou tous les terrains, non aliénés par vente ou autrement, pour en former des réserves forestières distinctes, qui sont appelées "réserves forestières cantonales".

"1631b. Les réserves forestières cantonales portent le nom du canton dans lequel elles sont situées.

"1631c. Chaque année, le ministre des terres et forêts peut, sur la recommandation du service forestier, vendre pour deux années, sur paiement des droits de coupe ordinaires, la coupe

8. Article 1432 of the said statutes is amended by inserting, after the word "fees" in the seventh line, the words : "the determining of the horse-power of motor-vehicles sought to be registered".

9. Article 1435 of the said statutes is replaced by the following :

"1435. The revenue derived from all fees collected and penalties imposed under this section shall be transmitted to the Department of Agriculture to be applied to the improvement of the highways of the Province, less such proportion thereof as may be applied from time to time, by the Provincial Treasurer, under the direction of the Lieutenant-Governor in Council, to the payment of the expenses incurred for carrying out the said section.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An act to amend the Revised Statutes, 1909, respecting the creation of township forest reserves

(Assented to 14th March, 1911)

WHEREAS, it is necessary to insure a constant supply of timber in each township of the Province; to prevent the clearing of land recognized as unfit for cultivation; to restore value to land ruined by fire or otherwise; and to protect the sources of streams;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. The following subsection and articles are inserted in the Revised Statutes, 1909, after subsection second of section fifth of chapter sixth of title fourth of the said statutes :

"§ 2a. Township forest reserves

"1631a. The Lieutenant Governor in Council may, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests, choose and set apart, from time to time, in any part of the Province where there are forests belonging to the Crown, whether the same be or be not of commercial value, the lands or parts thereof not disposed of by sale or otherwise, to form distinct forest reserves to be called "township forest reserves."

"1631b. Each township forest reserve shall bear the name of the township in which it is situated.

"1631c. Each year the Minister of Lands and Forests may, upon the recommendation of the forestry branch, sell for two years, on payment of the ordinary stumpage dues, the right

d'une partie des bois ou de tous les bois se trouvant sur une portion de chaque réserve forestière cantonale.

Les coupes ainsi vendues sont séparées et doivent former plusieurs blocs, suivant que le nécessitent les conditions sylvicoles de la forêt. L'étendue totale des coupes ainsi vendues dans chaque réserve forestière cantonale ne doit pas excéder un vingtième de l'aire totale de ladite réserve forestière cantonale.

De plus, un acquéreur ne peut obtenir plus d'un de ces blocs, dans la même année, ni directement, ni indirectement.

"1631*d*. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender et révoquer des règlements applicables à toutes ou à quelque une des réserves forestières cantonales pour l'administration, la protection et l'entretien d'icelles au point de vue du maintien, de l'exploitation et de la conservation de la forêt et de la protection des sources des cours d'eau.

Tous ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et ont, dès lors, force de loi.

"1631*e*. Les lois qui régissent les autres terres et forêts de la couronne s'appliquent à ces réserves forestières cantonales en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec le présent paragraphe.

"1631*f*. Du consentement du concessionnaire, toute partie de terrains affermés pour la coupe de bois peut être retraitée de cette licence pour être constituée en réserve forestière cantonale".

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les cercles agricoles

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 1865 des Statuts refondus, 1909, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

"Un cercle ne peut néanmoins tenir seul, une exposition d'automne comme les sociétés d'agriculture en tiennent ordinairement".

2. L'article 1886 desdits statuts est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

"Le conseil d'agriculture peut prescrire à un cercle l'emploi qu'il doit faire de la subvention du gouvernement."

3. L'article suivant est inséré dans lesdits statuts, après l'article 1893 :

"1893*a*. 1. En sus de l'allocation indiquée dans l'article 1893, tout cercle agricole peut tou-

to cut the timber or any part of the timber on a part of each township forest reserve.

The timber limits so sold shall be separated and shall form several blocks as may best suit forestry conditions. The total area of the timber limits so sold in each township forest reserve shall not exceed one-twentieth of the total area of such reserve.

Moreover no purchaser can obtain more than one block in the same year, directly or indirectly.

"1631*d*. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend and repeal regulations for the whole or any of the said reserves, for the administration, protection and maintenance thereof, from the point of view of the maintenance, exploitation and preservation of the forest and the protection of the sources of streams.

All such regulations shall be published in the *Quebec Official Gazette*, and shall then have force of law.

"1631*e*. The laws governing other Crown lands and forests, shall apply to such township forest reserve, except where they are inconsistent with this sub-section.

"1631*f*. With the consent of the licensee, lands under license to cut timber may be withdrawn from such license to form a township forest reserve."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An Act to amend the Revised Statutes, 1909, respecting farmer's clubs

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 1865 of the Revised Statutes, 1909, is amended by adding the following paragraph :

"Nevertheless a club cannot alone hold a fall exhibition such as is ordinarily held by agricultural societies."

2. Article 1886 of the said statutes is amended by adding the following paragraph :

"The Council of Agriculture may prescribe the manner in which a farmer's club shall apply its Government grant."

3. The following article is inserted in the said statutes after article 1893 :

1893*a*. 1. In addition to the grant mentioned in article 1893, every farmer's club may receive

cher les subventions suivantes, qui sont payables à même la balance des argents disponibles mentionnée dans l'article 1855 ou sur toute autre crédit voté pour les cereles agricoles :

a. Un cerele qui a possédé et gardé, au bénéfice de ses membres, un ou des taureaux enregistrés durant une période d'au moins neuf mois pendant l'année précédente, ou qui a accordé une prime de conservation d'au moins cinquante piastres au propriétaire d'un taureau enregistré qui a été gardé pour la reproduction, au bénéfice des membres du cerele, durant une période d'au moins neuf mois pendant l'année précédente, reçoit une subvention de cinquante piastres ;

b. Un cerele qui a possédé et gardé, au bénéfice de ses membres, un ou des verrats, de race pure, enregistrés, durant une période d'au moins neuf mois pendant l'année précédente, ou qui a accordé une prime de conservation d'au moins quinze piastres au propriétaire d'un verroat enregistré qui a été gardé pour la reproduction, au bénéfice des membres du cerele, reçoit une subvention de quinze piastres ;

c. Un cerele qui a possédé et gardé, au bénéfice de ses membres, un ou des beliers, de race pure, enregistré, durant une période d'au moins neuf mois pendant l'année précédente, ou qui a accordé une prime de conservation d'au moins quinze piastres au propriétaire d'un belier enregistré qui a été gardé pour la reproduction, au bénéfice des membres du cerele, reçoit une subvention de quinze piastres.

2. Si la prime de conservation est moindre que le montant mentionné dans le paragraphe 1 du présent article, la subvention est égale au montant de la prime.

3. Le propriétaire des animaux primés de la façon indiquée dans le paragraphe 1 du présent article, peut être un syndicat d'élevage ou une société coopérative."

4. Les articles 1894 à 1897, inclusivement, des Statuts refondus, 1909, s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux subventions autorisées par la présente loi.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'octroi de subventions à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins, ainsi que pour le macadamisage et le gravelage d'iceux

[Sanctionnée le 14 mars 1911]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section quinzisième du chapitre septième du titre quatrième des Statuts refondus, 1909, est remplacée par la suivante :

the following grants payable out of the balance of the appropriation mentioned in article 1855 or out of any other moneys voted for farmers, clubs :

a Every club which has had in its possession and kept, for the benefit of its members, one or more thoroughbred registered bulls, for a period of at least nine months during the previous year, or which has given a premium of at least fifty dollars to the proprietor of a registered bull which has been kept for breeding for the benefit of the members of the club, for a period of at least nine months during the previous year, shall receive a grant of fifty dollars :

b Every club which has had in its possession and kept for the benefit of its members, one or more thoroughbred registered boars, for a period of at least nine months during the previous year, or which has given a premium of at least fifteen dollars to the proprietor of a registered boar, which has been kept for breeding, for the benefit of the members of the club, shall receive a grant of fifteen dollars ;

c Every club which has had in its possession and has kept, for the benefit of its members, one or more thoroughbred registered rams for a period of at least nine months during the previous year, or which has given a premium of at least fifteen dollars to the proprietor of a registered ram, which has been kept for breeding purposes, for the benefit of the members of the club, shall receive a premium of fifteen dollars.

2. If the premium is less than the amount mentioned in paragraph 1 of this article, the grant shall be equal to the amount of the premium.

3. The proprietor of the animals on account of which a premium has been given, as mentioned in paragraph 1 of this article, may be a breeding syndicate or a co-operative society."

4. Articles 1894 to 1897 both inclusive, of the Revised Statutes, 1909, shall apply, *mutatis mutandis* to the grant authorized by this act.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An act to amend the Revised Statutes, 1909, respecting grants to certain municipalities for the making, maintenance, macadamizing and graveling of roads.

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows :

1. Section fifteenth of chapter seventh of title fourth, of the Revised Statutes, 1909, is replaced by the following :

" SECTION XV

" DES SUBVENTIONS ACCORDÉES A CERTAINES MUNICIPALITÉS POUR LA CONFECTION ET L'ENTRETIEN DES CHEMINS AINSI QUE POUR LE MACADAMISAGE ET LE GRAVELAGE D'ICEUX.

" 2012. Il est loisible au ministre de l'agriculture d'accorder, chaque année, à toute municipalité rurale une subvention égale à la moitié des dépenses qu'elle a encourues pendant l'année expirée le 31 décembre précédent pour la confection, l'amélioration et l'entretien de ses chemins, pourvu que cette subvention ne dépasse pas quatre cents piastres et que le conseil de la municipalité à subventionner ait adopté un règlement conforme aux prescriptions de l'article 2013.

Il est aussi loisible au ministre de l'agriculture d'accorder, chaque année, à toute municipalité de village une subvention égale à quarante pour cent des dépenses faites pour la confection, l'amélioration et l'entretien de ses chemins, pourvu que cette subvention ne dépasse pas deux cents piastres et que le conseil de la municipalité à subventionner ait adopté un règlement conforme aux prescriptions de l'article 2013.

Cette subvention est payable sans préjudice de la subvention spéciale accordée par les articles 2020, 2021, 2022 et 2022a.

" 2013. Pour qu'une municipalité rurale ou de village puisse demander la subvention mentionnée dans l'article 2012, son conseil doit adopter, en vertu de l'article 535 du Code municipal, un règlement ordonnant que tous les chemins municipaux, à la charge des contribuables de la dite municipalité, soient faits, améliorés et entretenus à ses frais, au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe sur les biens imposables de la municipalité. Le règlement adopté à cet effet entre en vigueur quinze jours après sa promulgation et reste en vigueur suivant qu'il est prévu par l'article 535 du Code municipal. Une copie de ce règlement et de l'avis de sa promulgation doit être transmise au ministre de l'agriculture.

En prenant les chemins de front à sa charge, la corporation n'est pas obligée à la confection ni à l'entretien de la clôture qui sépare ces chemins des terrains y aboutissant, cette clôture restant à la charge des propriétaires voisins. Elle n'est pas tenue, non plus, à l'entretien des cours d'eau, lesquels continuent d'être à la charge des personnes mentionnées dans les procès-verbaux ou règlements les régissant.

Cependant le règlement mentionné dans le premier alinéa du présent article peut ne s'appliquer qu'à l'entretien des chemins d'été s'il contient une disposition à cet effet, et, dans ce cas, l'entretien des chemins d'hiver est à la charge des propriétés ou personnes qui y étaient tenues avant l'adoption dudit règlement, à moins que le conseil n'en décide autrement.

" 2014. Quand, dans un comté aucune municipalité rurale n'a encore touché la subvention mentionnée dans l'article 2012 ou la subvention mentionnée dans l'article 2012 de la loi remplacée par la présente section, les deux municipalités rurales qui, les premières dans ce comté, adoptent le règlement mentionné dans l'article 2013, ont droit, chacune, à une subvention an-

" SECTION XV

" SUBSIDIES TO CERTAIN MUNICIPALITIES FOR THE MAKING, MAINTENANCE, MACADAMIZING AND GRAVELLING OF ROADS

" 2012. The Minister of Agriculture may grant, each year, to any rural municipality, a subsidy equal to one-half the expenses incurred by it during the year ended on the previous 31st of December, for the making, improvement and maintenance of its roads; provided that such subsidy shall not exceed four hundred dollars and that the council of the municipality to be subsidized has adopted a by-law according to the requirements of article 2013.

He may also grant each year to any village municipality, a subsidy equal to forty per cent of the expenses incurred for the making, improvement and maintenance of its roads, provided that such subsidy does not exceed two hundred dollars and that the council of the municipality to be subsidized has passed a by-law according to the requirements of article 2013.

Such subsidy is payable without prejudice to the special subsidy granted by articles 2020, 2021, 2022 and 2022a.

" 2013. In order that a rural or village municipality may apply for the subsidy mentioned in article 2012, its council must, in virtue of article 535 of the Municipal Code pass a by-law ordering that all the municipal roads at the charge of the rate-payers of the said municipality, shall be made, improved and maintained, at its expense, with moneys levied by direct taxation upon all taxable property of the municipality. The by-law so passed, shall come into force fifteen days after its promulgation, and remain in force as provided by article 535 of the Municipal Code. A copy thereof and of the notice of its promulgation shall be sent to the Minister of Agriculture.

A corporation which takes front roads under its charge shall not be obliged to make or to maintain the fences separating such roads from the abutting lands, and such fences shall remain at the charge of the neighbouring owners. Such corporation is, moreover, not bound to maintain water-courses, which shall continue to be at the charge of the persons mentioned in the *procès-verbaux* or by-laws governing them.

Nevertheless the by-law mentioned in the first paragraph of this article, may apply only to the maintenance of summer roads if it contains a provision to that effect, and in such case the maintenance of winter roads shall be at the charge of the properties or persons liable therefor before the passing of the said by-law, unless the council decides otherwise.

" 2014. When no rural municipality in a county has received the subsidy mentioned in article 2012, or the subsidy mentioned in article 2012 of the law replaced by this section, the two rural municipalities which are the first in the county to pass the by-law mentioned in article 2013, shall each be entitled to a yearly subsidy equal to three-fourths of the expense

nuelle égale aux trois quarts des dépenses qu'elle a encourues pour la confection, l'amélioration et l'entretien de ses chemins, pourvu que la subvention payable à la municipalité qui, la première dans le comté, adopte ce règlement, ne dépasse pas six cents piastres, et que la subvention payable à la municipalité qui, la deuxième dans le comté, adopte ce règlement, ne dépasse pas cinq cents piastres. Ces deux municipalités ne peuvent toucher ces subventions que pendant deux ans, et, à l'expiration de ces deux ans, la subvention qui est accordée à chacune d'elles ne peut pas dépasser quatre cents piastres ni la moitié des dépenses qu'elle a encourues.

Si les règlements adoptés par ces deux municipalités deviennent en vigueur en même temps, chacune de ces deux municipalités touche pendant deux ans une subvention annuelle de cinq cent cinquante piastres au plus.

" 2015. Si, par le règlement adopté en vertu de l'article 535 du Code municipal, le conseil d'une municipalité rurale excepte les chemins de front et les laisse à la charge des personnes qui y sont obligées, la subvention à être payée à une municipalité adoptant tel règlement ne peut dépasser deux cents piastres par année ni la moitié des dépenses qu'elle a encourues pendant l'année. Cette municipalité n'a cependant droit à aucune subvention pour l'année pendant laquelle elle dépense moins de cinquante piastres pour la confection, l'amélioration et l'entretien de ses routes.

" 2016. Le conseil d'une municipalité de village peut, nonobstant toute disposition du Code municipal à ce contraire, adopter un règlement décrétant qu'un seul chemin traversant ledit village sera fait, amélioré et entretenu aux frais de la corporation et, dans ce cas, elle peut recevoir une subvention annuelle ne dépassant pas cent piastres ni quarante par cent des dépenses qu'elle a encourues.

* Le choix de ce chemin doit être approuvé par le ministre de l'agriculture et, autant que possible, le chemin choisi doit être le chemin principal du village.

Le règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur quinze jours après sa promulgation.

" 2017. Pour qu'une municipalité rurale ou de village ait droit à la subvention, mentionnée dans les articles 2012, 2014, 2015 et 2016, ses chemins doivent être faits et entretenus en bon ordre conformément aux dispositions du Code municipal.

Elle doit, en outre, avant le 8 février, faire rapport au ministre de l'agriculture du montant qu'elle a dépensé pour la confection, l'amélioration et l'entretien de ses chemins pendant l'année expirée le 31 décembre précédent.

Ce rapport doit être transmis par lettre recommandée, avec une copie de la résolution du conseil l'approuvant; il doit être rédigé d'après la formule fournie par le département de l'Agriculture et accompagné d'un affidavit signé par le secrétaire-trésorier du conseil en attestant l'exactitude

incurred by it for the making, improvement and maintenance of its roads, provided that the subsidy which is payable to the municipality which is the first in the county to adopt such by-law shall not exceed six hundred dollars, and that the subsidy payable to the municipality which was the second in said county to pass such by-law shall not exceed five hundred dollars. Such two municipalities shall receive such subsidies for two years only, and after such two years the subsidy granted to each of them shall not exceed four hundred dollars nor the one half of the expense incurred by them.

If the by-laws passed by the said two municipalities, come into force at the same time, each such municipality shall, for two years, receive a yearly subsidy of not more than five hundred and fifty dollars

" 2015. If by a by-law passed in pursuance of article 535 of the Municipal Code, the council of a rural municipality excepts front roads and leaves them at the charge of the persons liable therefor, the subsidy to be paid to a municipality passing such by-law shall not exceed two hundred dollars a year nor one half of the expenses incurred by it during the year. Such municipality, however, shall not be entitled to a subsidy for any year during which it expends less than fifty dollars for the making, improvement and maintenance of its roads.

" 2016. The council of a village municipality may, any provisions of the Municipal Code to the contrary notwithstanding, pass a by-law providing that one road only crossing the said municipality shall be made, improved and maintained at the expense of the corporation, and in such case it may receive a yearly subsidy of not more than one hundred dollars, and not more than forty per cent of the expenses incurred by it.

The choice of such road shall be approved by the Minister of Agriculture, and, so far as possible, the road chosen shall be the principal road of the village.

The by-law passed in pursuance of this article shall come into force fifteen days after its promulgation.

" 2017. In order to entitle a rural or village municipality to the subsidy mentioned in articles 2012, 2014, 2015 and 2016, its roads must be made and kept in good order in accordance with the provisions of the Municipal Code.

It must, moreover, previous to the 8th of February, send a report to the Minister of Agriculture, of the amount it has expended in making, improving and maintaining its roads during the year ending on the 31st of December previous.

Such report shall be sent by registered letter with a copy of the resolution of the council approving the same; and shall be drawn up in accordance with the form supplied by the Department of Agriculture, and accompanied by an affidavit signed by the secretary-treasurer of the council, attesting the correctness thereof.

"2018. La subvention est payable annuellement.

"2019. Les municipalités rurales ou de village qui, avant l'entrée en vigueur de la présente section, ont déjà adopté un règlement répondant aux exigences de l'article 2013, ne sont pas tenues d'adopter un nouveau règlement.

La présente section est également applicable aux municipalités rurales et aux municipalités où, conformément à l'article 1080 du Code municipal, les travaux sur les chemins municipaux sont faits aux frais de la corporation, pourvu que la taxe imposée pour ces travaux n'ait pas été commuée, en tout ou en partie, en une corvée.

"2020. Si une municipalité rurale, après avoir adopté le règlement mentionné dans l'article 2013, encourt, pendant l'année des dépenses s'élevant à plus de huit cents piastres pour la confection, l'amélioration et l'entretien de tous ses chemins, et fait macadamiser ou graveler un ou plusieurs de ses chemins ou partie de ses chemins, il est loisible au ministre de l'agriculture d'accorder à cette municipalité, outre l'allocation mentionnée dans les articles 2012 et 2014, une subvention égale à la moitié des dépenses faites pour ce macadamisage ou ce gravelage, pourvu que cette subvention spéciale ne puisse dépasser, en aucune année, mille piastres si elle est octroyée pour macadamisage, et cinq cents piastres si elle est octroyée pour gravelage. Ne peuvent être comprises dans les dépenses de ce macadamisage ou de ce gravelage, les dépenses à raison desquelles une subvention a été octroyée en vertu des articles 2012, 2013 et 2014.

Cette municipalité doit fournir au ministre de l'agriculture un règlement ou un procès-verbal ordonnant :

1. De faire macadamiser ou graveler les chemins ou parties de chemin pour lesquels la subvention est demandée ;

2. D'entretenir ces chemins ou parties de chemin comme chemins macadamisés ou gravelés, selon le cas.

"2021. Il est loisible au ministre de l'agriculture d'accorder une subvention annuelle à toute municipalité rurale qui, sans adopter le règlement mentionné dans l'article 2013, fait macadamiser ou graveler ses chemins ou partie de ses chemins. Cette subvention est égale à la moitié des dépenses encourues pendant l'année expirée le 31 décembre précédent pour ce macadamisage ou ce gravelage, et ne doit pas dépasser mille piastres par année si elle est octroyée pour macadamisage, et cinq cents piastres si elle est octroyée pour gravelage.

Cette municipalité doit fournir au ministre de l'agriculture un règlement ou un procès-verbal ordonnant :

1. De faire macadamiser ou graveler les chemins ou parties de chemin pour lesquels la subvention est demandée ;

2. De faire entretenir ces chemins comme chemins macadamisés ou gravelés, selon le cas ;

3. De faire exécuter les travaux de confection et d'entretien de tels chemins aux frais de la corporation, ou des contribuables obligés au che-

"2018. The subsidy is payable yearly.

"2019. No rural or village municipality, which, before the coming into force of this section, has already passed a by-law as required by article 2013, need pass a new by-law.

This section shall equally apply to rural and village municipalities, in which, pursuant to article 1080 of the Municipal Code, work on municipal roads is at the expense of the corporation, provided that the tax imposed for such work has not been commuted in whole or in part into statute labour.

"2020. If a rural municipality, after adopting the by-law mentioned in article 2013, incurs, during the year, expenses amounting to more than eight hundred dollars for making, improving and maintaining all its roads, and has one or more of its roads or parts of its roads macadamized or gravelled, it shall be lawful for the Minister of Agriculture, to grant to such municipality in addition to the subsidy mentioned in articles 2012 and 2014, a subsidy equal to one-half the expenses incurred for such macadamizing or gravelling, provided such special subsidy shall not exceed in any year one thousand dollars if it is granted for macadamizing, and five hundred dollars if it is granted for gravelling, and the expenses of such macadamizing or gravelling shall not include the expense on account of which a subsidy has been granted in pursuance of articles 2012, 2013 and 2014.

Such municipality shall deliver to the Minister of Agriculture a by-law or *procès-verbal* ordering :

1. The macadamizing or gravelling of the roads or parts of roads as to which the subsidy is applied for ;

2. The maintaining of such roads or parts of roads, as macadamised or gravelled roads, as the case may be.

"2021. The Minister of Agriculture may grant a yearly subsidy to any rural municipality which, without adopting the by-law mentioned in article 2013, has macadamized or gravelled one or more of its roads or parts of its roads. Such subsidy shall be equal to one-half the expenses incurred during the year ending on the previous thirty first December for such macadamizing or gravelling, and shall not exceed one thousand dollars per annum if granted for macadamizing, and five hundred dollars if granted for gravelling.

Such municipality shall deliver to the Minister of Agriculture a by-law or *procès-verbal*, ordering :

1. The macadamizing or gravelling of the roads or parts of roads as to which the subsidy is applied for ;

2. The maintenance of such roads as macadamized or gravelled roads, as the case may be ;

3. That the work of construction and maintenance of such roads be done at the expense of the corporation or of the rate-payers bound

min, au moyen d'une taxe spéciale sur les biens des contribuables assujettis à ces travaux, nonobstant toute disposition du Code municipal à ce contraire.

" 2022. Une municipalité rurale qui, en vertu de l'article 2020 ou de l'article 2021, fait macadamiser un chemin la traversant dans toute sa longueur, peut toucher du ministre, à même les crédits mis à sa disposition, une subvention spéciale, outre celle mentionnée dans les articles 2020 et 2021.

Le conseil doit choisir, par résolution ou règlement, le chemin à être ainsi macadamisé. Ce choix doit être approuvé par le ministre avant ou après l'adoption du règlement ou de la résolution. Autant que possible, ce choix doit être fait de façon que le chemin principal de la municipalité soit le chemin à être ainsi macadamisé.

" 2022a. Une municipalité village qui fait macadamiser ou graver le chemin principal mentionné dans l'article 2016 peut recevoir, en sus de celles mentionnées dans les articles 2012 et 2016, une subvention égale à quarante pour cent des dépenses encourues pour ce macadamisage ou ce gravelage, pendant l'année expirée le 31 décembre précédent, pourvu que cette subvention ne dépasse pas mille piastres par année, si elle est octroyée pour macadamisage, et cinq cents piastres si elle est octroyée pour gravelage.

Cette municipalité doit produire un règlement ou un procès-verbal ordonnant :

1. De faire macadamiser ou graver le chemin pour lequel la subvention est demandée ;
2. De faire entretenir ce chemin comme chemin macadamisé ou gravé, selon le cas ;
3. De faire exécuter les travaux de confection et d'entretien de tel chemin aux frais de la corporation, nonobstant toute disposition du Code municipal à ce contraire.

Quand tous les chemins et rues du village sont à la charge de la municipalité, le conseil doit choisir, par résolution ou règlement, le chemin principal à être macadamisé ou gravé. Ce choix doit être approuvé par le ministre de l'agriculture avant ou après l'adoption du règlement ou de la résolution.

Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur dans les quinze jours après sa promulgation.

" 2022b. Les travaux mentionnés dans les articles 2020, 2021, 2022 et 2022a doivent être faits d'après les règlements, plans et spécifications fournis ou préalablement approuvés par le département de l'Agriculture.

Un rapport spécial des dépenses encourues pour ces travaux pendant l'année expirée le 31 décembre précédent est fait au ministre de l'agriculture avant le 8 février sur une formule fournie par le département de l'Agriculture ; il doit être accompagné d'une résolution du conseil l'approuvant et d'un affidavit signé par le secrétaire-trésorier du conseil en attestant l'exactitude.

" 2022c. Les corporations qui désirent bénéficier de l'octroi mentionné dans les articles 2020, 2021, 2022 et 2022a doivent en donner avis au ministre de l'agriculture avant le premier juillet,

to make and maintain the same, by means of a special tax on the property of the rate-payers bound to do such work, notwithstanding anything in the Municipal Code to the contrary.

" 2022. A rural municipality which in pursuance of article 2020 or article 2021, causes to be macadamized a road crossing it through its whole length, may receive from the Minister out of the appropriations placed at his disposal, a special subsidy in addition to that mentioned in articles 2020 and 2021.

The council shall choose, by resolution or by-law, the roads to be so macadamized. Such choice shall be approved by the Minister before or after the passing of the by-law or the resolution. It shall so far as possible be so made, that the road to be so macadamized shall be the principal road in the municipality.

" 2022a. A village municipality which causes to be macadamized or gravelled the principal road mentioned in article 2016, may receive, in addition to the subsidies mentioned in articles 2012 and 2016, a subsidy equal to forty per cent of the expense incurred during the year ending on the 31st day of December previous, for such macadamizing or graveling, provided that such subsidy shall not exceed onethousand dollars a year if it is granted for macadamizing and five hundred dollars if it is granted for graveling :

Such municipality shall produce a by-law or *procès-verbal*, ordering :

1. The macadamizing or graveling of the road as to which the subsidy is applied for ;
2. The maintenance of such road as a macadamized or gravelled roads, as the case may be ;
3. That the work of making or maintaining such road shall be done at the expense of the corporation, notwithstanding anything in the Municipal Code to the contrary.

When all the roads and streets in the village are at the charge of the municipality, the council shall choose by resolution or by-law the principal road to be macadamized or gravelled. Such choice must be approved by the Minister of Agriculture before or after the passing of the by-law or resolution.

Every by-law passed in pursuance of this article shall come into force fifteen day after its promulgation.

" 2022b. The works mentioned in articles 2020, 2021, 2022 and 2022a must be done in accordance with regulations, plans and specifications supplied or previously approved by the Department of Agriculture.

A special report of the expenses incurred for such work during the year expired on the 31st day of December previous, shall be made to the Minister of Agriculture before the eighth of February, on a form supplied by the Department of Agriculture, accompanied by a resolutions of the council approving the same and by an affidavit signed by the secretary-treasurer of the council, attesting its correctness.

" 2022c. Corporations wishing to benefit by the subsidy mentioned in articles 2020, 2021, 2022 and 2022a, shall give notice thereof to the Minister of Agriculture previous to the first of

en lui transmettant copie dûment certifiée d'une résolution de leur conseil municipal à cet effet.

"2022d. Les droits des municipalités locales dans les subventions déterminées par la présente section peuvent être transportés à la municipalité de comté suivant la procédure ordinaire, pourvu que cette municipalité de comté se charge des travaux dans les conditions ci-dessus prescrites".

2. Le ministre peut payer les subventions auxquelles les municipalités peuvent avoir droit en vertu de la loi remplacée par la présente section.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant la loi des mines de Québec

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 2112 des Statuts refondus, 1909, est amendé en y insérant, dans la deuxième ligne, après le mot : "exploitation", les mots : "ou tout détenteur de claim."

2. L'article 2118 desdits statuts, est amendé en en remplaçant le mot : "trois", dans la première ligne du second alinéa, par le mot : "cinq."

3. L'article 2120 desdits statuts, tel qu'amendé par la loi 1 George V, chapitre 17, section 8, est de nouveau amendé en en remplaçant les mots : "du pin rouge et de l'épinette", à la fin dudit article, par les mots : "et du pin rouge, à la souche."

4. L'article suivant est inséré dans lesdits statuts après l'article 2121 :

"2121a. "Tous terrains miniers et toutes concessions minières souterraines vendues conformément aux dispositions de la loi des mines de Québec et dont les lettres patentes ont été émises après le 1er juillet 1911, sont sujets à un impôt annuel de dix centins par acre, payable chaque année avant le quinzième jour du mois de janvier.

Le ministre fait remise de cet impôt sur déclaration attestée sous serment qu'une somme d'au moins \$200.00 a été dépensée en travaux miniers sur la concession pendant l'année.

Lorsqu'il le juge à propos le ministre fait dresser une liste de ces concessions sur lesquelles deux années d'arrérages sont dues, et cette liste doit être publiée dans quatre numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec* et une fois dans un journal français et un journal anglais, de la cité de Montréal, avec avis que si les impôts arriérés et les frais de publication ne sont pas payés dans les six mois après la première publi-

July, by sending him a duly certified copy of a resolution of their municipal council to that effect.

"2022d. The rights of a local municipality in the subsidies, specified in this section may be transferred to the county municipality in the usual way, provided the county municipality takes charge of the works under the above conditions.

2. The Minister may pay the subsidies to which municipalities are entitled in virtue of the law replaced by this section.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An Act to amend the Quebec Mining Law

(Assented to 14th March, 1911).

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 2112 of the Revised Statutes 1909 is amended by inserting after the word "license" in the second line, the words "or holder of a claim."

2. Article 2118 of the said statutes is amended by replacing the word "three" in the first line of the second paragraph by the word "five."

3. Article 2120 of the said statutes, as amended by section 8 of the act 1 George V, chapter 17, is further amended by replacing the words "of the spruce" at the end thereof by the words "at the stump."

4. The following article is inserted in the said statutes after article 2121 :

"2121a. All mining land and underground mining concessions sold in conformity with the provisions of the Quebec Mining Law, and the letters-patent whereof are issued after the first day of July, 1911, shall be subject to an annual tax of ten cents per acre, payable each year before the fifteenth day of January:

The Minister shall remit this tax upon an affidavit that at least two hundred dollars have been spent in mining work upon the concession during the year.

When he thinks proper, the Minister shall cause to be drawn up a list of those concessions as to which two years' arrears are due, and such list shall be published in four consecutive numbers of the *Quebec Official Gazette*, and once in an English newspaper and a French newspaper published in the city of Montreal, with a notice that if the taxes in arrears and the costs of publication are not paid within six months of the

cation de l'avis, telles concessions redeviendront la propriété de la couronne et les lettres patentes seront annulées.

Les droits de mines redevenant ainsi la propriété de la couronne ne peuvent être ouverts de nouveau au piquetage ou à la concession qu'en vertu d'un arrêté en conseil."

5. L'article 2131 desdits statuts, tel qu'amendé par la loi 1 George V, chapitre 17, section 11, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant :

"3. D'une déclaration attestant que ce terrain n'a pas été antérieurement marqué et n'est pas sous permis d'exploitation, donnant les noms et la date des inscriptions sur les piquets ainsi que le numéro du certificat de mineur, et établissant que le détenteur du claim y a fait ou fait faire des travaux de prospection ou de développement équivalant à vingt-cinq journées de huit heures, le tout selon la formule H."

6. L'article 2131a desdits statuts, tel qu'édicte par la loi 1 George V, chapitre 17, section 12, est amendé en retranchant le dernier alinéa.

7. L'article 2134 desdits statuts, tel qu'amendé par la loi 1 George V, chapitre 17, section 13, est remplacé par le suivant :

"2134. 1. Les permis d'exploitation minière sont accordés sur paiement d'un honoraire de \$10.00 et d'une rente annuelle de cinquante centins par acre et sur déclaration attestée sous serment de l'accomplissement des travaux requis.

2. Tout tel permis est valable pour un an à compter de la date de son émission et n'est transférable que du consentement du ministre.

3. Il ne peut être accordé pour une étendue de plus de deux cents acres en superficie, et, dans les territoires non arpentés, pour moins de quarante acres, sur une largeur de pas moins de vingt chaînes, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne le décide autrement en vertu de l'article 2243.

4. Le porteur d'un tel permis peut le renouveler avant son expiration et pas plus tard que dix jours francs après telle expiration, en payant un même honoraire de \$10.00 ou toute autre somme fixée par la loi à l'époque de son émission et une rente annuelle de cinquante centins par acre et en produisant une déclaration attestée sous serment de l'accomplissement des travaux de prospection ou de développement, pendant l'année courante, équivalant à vingt-cinq journées de huit heures par quarante acres ou fraction de quarante acres.

5. Dans le cas de claims ou de terrains situés à plus de cinquante milles d'une gare de chemin de fer, le ministre a le pouvoir discrétionnaire de substituer une rente annuelle supplémentaire de cinquante centins par acre, aux conditions de travaux obligatoires.

6. Le ministre peut exercer la même discrétion dans tous les cas où le détenteur d'un claim ou le porteur d'un permis est seul à en solliciter l'émission ou le renouvellement. Néanmoins, s'il s'agit de permis exclusivement requis pour des fins industrielles et commerciales, le prix est

first publication of the notice, such concessions shall revert to the Crown and the letters-patent shall be annulled.

The mining rights which thus revert to the Crown cannot again be staked out or conceded except in pursuance of an order in council."

5. Article 2131 of the said statutes, as amended by section 11 of the act 1 George V, chapter 17, is further amended by replacing paragraph 3 by the following:

"By a solemn declaration attesting that such lot has not been previously marked out and is not under a mining license, and giving the names and the date of the inscriptions on the stakes as well as the number of his certificate, and showing that he has made or caused to be made thereon, prospecting or development work equivalent to twenty five days of eight hours each, the whole according to the form H."

6. Article 2131a of the said statutes as enacted by section 12 of the act 1 George V, chapter 17, is amended by striking out the last paragraph.

7. Article 2134 of the said statutes, as amended by section 13 of the act 1 George V, chapter 17, is replaced by the following:

"2134. 1. Mining licenses shall be granted on payment of a fee of ten dollars, and of an annual rental of fifty cents per acre, and on affidavit that the required work has been done.

2. Every such license shall be valid for one year from the date of its issue, and shall be transferable only with the consent of the Minister.

3. It cannot be granted for more than two hundred acres and in unsurveyed territory for less than forty acres, of a width of not less than twenty chains, unless the Lieutenant Governor in Council otherwise decides, in virtue of article 2243

4. The licensee may, before the expiry of his license, and not later than ten clear days thereafter, renew such license, on payment of a like fee of ten dollars or such other sum as may be prescribed by law at the time of its issue, and of an annual rental of fifty cents per acre, and on filing an affidavit that prospecting or development work equivalent to twenty five days of eight hours each on each forty acres or portion of forty acres has been done during the current year.

5. In case of claims or lands situated more than fifty miles from a railway station, the Minister may, in his discretion, substitute a further annual rent of fifty cents an acre in place of the work required to be done.

6. The Minister may exercise the same discretion whenever the holder of a claim or of a license is the only person to apply for the issue or the renewal thereof. Nevertheless in case of a license required for industrial or commercial purposes only, the price shall in all cases be one

uniformément de \$1.00 l'acre par année, et le renouvellement en est alors obtenu sur production de rapport en conformité de l'article 2162." dollar a year per acre, and the license shall be renewable upon filing a report in conformity with article 2162."

8. L'article suivant est inséré dans lesdits statuts après l'article 2213 :

"2213a. Lorsqu'au cours de l'exploitation d'une mine ou d'une carrière, un accident a lieu résultant en perte de vie ou blessure grave, l'exploitant, ou son représentant à la mine ou à la carrière, doit envoyer un avis par écrit au ministre, immédiatement après l'accident, spécifiant la nature de l'accident, le nombre des personnes tuées ou blessées, et leurs noms s'ils sont connus.

Toute personne négligeant de se conformer au présent article est passible des pénalités prévues par l'article 2207."

9. La formule H de la loi des mines de Québec est amendée en y insérant, dans la troisième ligne du dernier alinéa, après les mots "d'aucune sorte", les mots : "et j'ai fait sur ce terrain pendant l'année écoulée des travaux de prospection ou de développement équivalant à vingt-cinq journées de huit heures."

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant la loi de la pêche de Québec

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 2247 des Statuts refondus, 1909, est amendé en ajoutant après le mot : "province", dans la troisième ligne du paragraphe 6, les mots : "y compris les eaux où le droit de pêche est privé ou loué de la couronne".

2. L'article 2248 desdits statuts est amendé en y insérant après le mot : "pêche", dans la deuxième ligne du paragraphe 3, les mots : "même dans les eaux où le droit de pêche est privé ou loué de la couronne".

3. La présente loi n'affectera par les causes pendantes.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant la loi de la chasse de Québec

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article suivant est inséré dans les Statuts

8. The following article is inserted in the said statutes after article 2213 :

"2213a. If while a mine or a quarry is being worked, an accident takes place resulting in loss of life or serious injury, the person working the same or his representative at such mine or quarry, shall forthwith send a written notice to the Minister, specifying the nature of the accident, the number of persons killed or injured and their names if they are known.

Every person not complying with the requirements of this article, shall be liable to the penalties provided in article 2207."

9. Form H of the Quebec Mining Law is amended by inserting after the word "kind" in the third line of the last paragraph, the words : "and I have done upon the ground during the past year, prospecting or development work equivalent to twenty-five days of eight hours each."

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An Act to amend the Quebec Fisheries' Act

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 2247 of the Revised Statutes, 1909, is amended by inserting after the word : "Province" in the third line of paragraph 6, the words : "including waters in which the fishing rights are private or are leased from the Crown".

2. Article 2248 of the said statutes is amended by inserting after the word : "therein" in the second line of paragraph 3, the words : "even in waters where the fishing rights are private or are leased from the Crown".

3. This act shall not effect pending cases.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An act to amend the Quebec Game laws

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. The following article is inserted in the

refondus, 1909, après l'article 2313, tel qu'amendé par la loi 1 George V, chapitre 18, section 1 :

"2313a. Malgré la prohibition de l'article 2313, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la colonisation, des mines et pêcheries, à faire chasser ou faire prendre le castor, pour le bénéfice de la couronne, dans certains endroits où le castor fait des dommages en éclusant les lacs et les rivières et en inondant les terrains avoisinants."

2. L'article 2332 desdits statuts est amendé en y insérant après le paragraphe 3, les alinéas suivants :

"L'officier saisissant qui opère en vertu du paragraphe 2 du présent article peut saisir en même temps comme garantie du paiement de l'amende et des frais, les fourrures, animaux ou partie d'iceux auxquels le présent paragraphe s'applique et qui sont trouvés avec les autres effets ainsi saisis."

Les effets ainsi saisis comme garantie sont laissés sous le contrôle du juge de paix jusqu'à adjudication finale sur la plainte, pour être ensuite vendus conformément à la loi dans le but de rencontrer le paiement de l'amende et des frais, s'il y a lieu."

3. L'article 2344 desdits statuts est amendé en y insérant dans la deuxième ligne, après le mot : "chasser", les mots : "même sur les terrains dont elle est propriétaire ou locataire."

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant la loi des jurés de la province de Québec relativement à la qualité des jurés dans le district de Pontiac

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 3405 des Statuts refondus, 1909, est amendé en en retranchant le paragraphe 3.

2. L'article 3406 desdits statuts est amendé en en retranchant le paragraphe 3.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant les Statuts refondus, 1909, et le Code municipal relativement aux mauvaises herbes

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Revised Statutes, 1909, after article 2313 as amended by section 1 of the act 1 George V, chapter 18 :

"2313a. Notwithstanding the prohibition contained in article 2313, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, to have beaver hunted or taken for the benefit of the Crown, in certain places where they do damage by damming lakes and rivers and flooding the neighbouring lands."

2. Article 2332 of the said statutes is amended by inserting the following clause to paragraph 3 :

"The officer who makes a seizure in pursuance of paragraph 2 of this article, may, at the same time, seize, as security for the payment of the fine and costs, any skins, animals, or parts thereof to which this paragraph applies, and which are found with the other articles so seized."

The articles so seized as security, shall be left in charge of the justice of the peace, until final judgment upon the complaint, and shall then be sold according to law to satisfy such fine and costs if any."

3. Article 2344 of the said statutes is amended by inserting after the word "therein" in the second line the words "even on lands of which he is the proprietor or lessee."

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An Act to amend the Jury Law of the Province of Quebec, respecting the qualification of jurors in the district of Pontiac

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 3405 of the Revised Statutes, 1909, is amended by striking out paragraph 3 thereof.

2. Article 3406 of the said statutes is amended by striking out paragraph 3 thereof.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An Act to amend the Revised Statutes, 1909, and the Municipal Code respecting noxious weeds

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. L'article 7353 des Statuts refondus, 1909, est amendé en y insérant, après le mot : "chélidoines", dans la cinquième ligne, les mots : "épervières orangées".

2. L'article 778 du Code municipal, tel qu'il se lit à l'article 6166 des Statuts refondus de 1888, est amendé en y insérant, après le mot : "chélidoine", dans les deuxième et troisième lignes, les mots : "épervière orangée".

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant la loi concernant les registrateurs et l'inspection des bureaux d'enregistrement

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 7513 des Statuts refondus, 1909, est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant :

"4. Le greffier doit également, sur réception de ces serments, en transmettre une copie au registrateur qu'il appartient avec un certificat attestant qu'ils ont été déposés dans les archives du greffe de la paix ; et cette copie et le certificat doivent être conservés dans le bureau d'enregistrement."

2. L'article 7516 desdits statuts est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

"Cette disposition s'applique aussi à tout député-registrateur."

3. Le paragraphe seizième de la section dix-huitième du chapitre premier du titre douzième desdits statuts, comprenant les articles 7521 à 7528, est remplacé par le suivant :

"§ 16.—*Des inspecteurs des bureaux d'enregistrement*

1.—LEUR NOMINATION

"7521. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes compétentes, au nombre de deux au plus, avec tel traitement n'excédant pas deux mille piastres par année qu'il jugera convenable, pour visiter les bureaux d'enregistrement et les coffres-forts ou voûtes de sûreté que les municipalités sont tenues de se procurer et d'entretenir d'après les dispositions des articles 515, 516, 517 et 517a du Code municipal.

"7522. Chacun de ces inspecteurs est un officier public et porte le titre d'inspecteur des bureaux d'enregistrement ; il reste en charge durant bonne conduite et doit prêter les serments d'allégeance et d'office ordinaires, suivant les formules F et G, devant un des juges de la Cour supérieure ou un commissaire *per dedimus potestatem*.

1. Article 7353 of the Revised Statutes, 1909, is amended by inserting after the word "celadine" in the fifth line the words "orange hawk-weed (paint-brush)."

2. Article 778 of the Municipal Code as contained in article 6166 of the Revised Statutes of 1888, is amended by inserting after the word "celadine" in the second line the words "orange hawk-weed (paint-brush)."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session).

An Act to amend the law respecting registrars and the inspection of registry offices

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 7513 of the Revised Statutes, 1909, is amended by adding the following paragraph :

"4. The clerk of the peace shall also on receipt of such oaths, transmit a copy thereof to the proper registrar, with a certificate attesting that they have been deposited among the archives of his office ; and such copy and certificate shall be kept in the registry office."

2. Article 7516 of the said statutes is amended by adding the following paragraph :

"This provision also applies to every deputy registrar."

3. Subsection 16 of section 18 of chapter 1 of title 12 of the said statutes, comprising articles 7521 to 7528 is replaced by the following :

"§ 16.—*Inspectors of Registry Offices,*

1.—THEIR APPOINTMENT.

"7521. The Lieutenant-Governor in Council may appoint competent persons not more than two in number, with such salary not exceeding two thousand dollars a year, as he shall see fit, to visit the registry offices and vaults or safes which municipalities are obliged to procure and maintain under articles 515, 516, 517 and 517a, of the Municipal Code.

"7522. Each of such inspectors is a public officer known as "inspector of registry offices". He shall hold office during good behaviour, and shall, before entering upon his duties, take the ordinary oaths of allegiance and of office, in accordance with the forms F and G, before one of the judges of the Superior Court or a commissioner *per dedimus potestatem*.

Le procureur général peut, en tout temps, assigner à chacun des inspecteurs telle partie qu'il juge à propos des fonctions qui sont, par le présent paragraphe, assignées aux inspecteurs ; il peut également prescrire à l'un desdits inspecteurs de remplir les fonctions qui ont été assignées à l'autre ou qui sont ordinairement remplies par ce dernier.

II.—LEURS POUVOIRS ET DEVOIRS

"7523. Les inspecteurs possèdent le pouvoir d'ordonner les changements permis par la loi et nécessaires pour obtenir l'uniformité dans la tenue des livres et registres des bureaux d'enregistrement et pour leur donner l'efficacité qui peut leur manquer.

"7524. Dans les bureaux où l'index aux immeubles n'existe pas, les inspecteurs doivent fournir au registrateur un modèle à suivre pour la confection de cet index, suivant la formule H, à l'effet de mettre le registrateur en état de donner, au moment d'une demande de recherches, par la seule inspection de cet index, le montant des charges existant sur tout immeuble cadastré.

"7525. Dans les bureaux où l'index aux immeubles existe les inspecteurs doivent remettre le même modèle au registrateur, et ce dernier est tenu de le suivre et de s'y conformer aussitôt que les volumes de l'index sont remplis et doivent être renouvelés.

Si les volumes de l'index aux immeubles ne sont pas remplis ou renouvelés dans un bureau d'enregistrement avant le premier janvier 1913, il est néanmoins du devoir du registrateur d'avoir, pour cette date, un index aux immeubles fait conformément à la formule H.

"7526. Les inspecteurs doivent faire la visite des bureaux d'enregistrement lorsqu'il en est besoin, afin de s'assurer que les livres et registres de ces bureaux sont tenus correctement et suivant la loi ; que les timbres d'enregistrement sont apposés régulièrement sur les actes, copies, certificats et livres de recherches ; que le cautionnement du registrateur est valable ; que chaque registrateur a un député régulièrement nommé et assermenté, et informer le gouvernement sur chacun de ces points, si le registrateur est en défaut.

Les inspecteurs doivent également, lorsqu'ils en sont requis par le procureur général, faire une enquête sur la conduite tenue par un registrateur, ses députés ou employés, lorsqu'il est de l'intérêt public que cette enquête ait lieu ; et ils ont, relativement à cette enquête, tous les pouvoirs que possèdent un commissaire nommé en vertu du chapitre quatrième du titre troisième des présents Statuts refondus (articles 584-599).

"7527. Les inspecteurs doivent faire au lieutenant-gouverneur en conseil, un rapport général de leurs visites, et consigner dans ce rapport les changements qui leur paraissent nécessaires pour donner à l'index aux immeubles, l'efficacité désirable, et pour obtenir l'uniformité dans la tenue des livres et registres des bureaux d'enregistrement.

"7528. Les inspecteurs peuvent aussi, au besoin, enjoindre à tout registrateur, de recopier tout index aux noms en état de vétusté, ou

The Attorney-General may, at any time, assign to each of the inspectors, such part as he may think fit of the duties which are by this subsection assigned to the inspectors. He may also require one of such inspectors to perform the duties which had been assigned to the other of them, or which are usually performed by the latter.

II.—THEIR POWERS AND DUTIES.

"7523. Such inspectors may order the alterations permitted by law, and which are necessary to secure uniformity in the keeping of the books and registers of registry offices, and to render them more efficient.

"7524. In offices where there is no index to immoveables, the inspectors shall supply each registrar with a form, which the latter shall follow in preparing such index, in accordance with form H, so that such registrar shall be in a position, when applied to for searches, to ascertain, by simply glancing at the index, the charges existing upon any immoveables entered in the cadastre.

"7525. In offices where there is an index to immoveables, the inspectors shall furnish the same form to the registrar, and the latter shall follow the same and conform thereto, so soon as the volumes of his index are filled up and require to be renewed.

If, in any registry office, the volumes containing the index to immoveables are not filled up or renewed before the 1st of January 1913, it shall nevertheless be the duty of the registrar to have, by that time, an index to immoveables made according to Form H.

"7526. The inspectors shall visit the registry offices whenever the same shall be necessary, in order to be assured that the books and registers of such offices are kept correctly and according to law ; that the registration stamps are duly affixed to the deeds, copies, certificates and books of searches ; that the registrar's security is valid ; and that every registrar has a deputy, duly appointed and sworn ; and if a registrar is in default in any of the above particulars, shall inform the Government thereof.

They shall also, when thereto required by the Attorney-General, hold an inquiry into the conduct of any registrar, his deputies or employees, whenever in the public interest such inquiry should be held ; and they have, respecting such inquiries, all the powers of the commissioners named in virtue of chapter fourth of title third of these Revised Statutes (articles 584 to 599.)

"7527. The inspectors shall make a general report of their visits to the Lieutenant-Governor in Council, and, in such report, shall specify the alterations which they may deem necessary in order to give the index to immoveables the required accuracy and to secure uniformity in keeping of the books and registers of registry offices.

"7528. The inspectors may also, if need be, order the registrar to re-copy any index of names, which may be in a state of dilapidation

détérioré par l'usage au point de ne plus offrir de certitude au public pour les recherches qui y sont faites.

Cette copie doit être faite avec tout le soin possible et en ayant recours aux registres pour les endroits illisibles de l'index à recopier.

7528a. Les traitements des inspecteurs des bureaux d'enregistrement ainsi que leur dépenses de voyage et autres dépenses nécessaires à l'exécution de leurs fonctions, sont payables, sur mandat du lieutenant-gouverneur, à même le fonds consolidé du revenu de la province."

4. Les formules F et G de la section dix-huitième du chapitre premier du titre douzième desdits statuts sont remplacées par les suivantes :

" F.—(Article 7522)

Serment d'allégeance des inspecteurs

" Je, A. B., promets sincèrement et jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté le Roi. Ainsi que Dieu me soit en aide."

" G.—(Article 7522)

" Serment d'office des inspecteurs

" Je, A. B., nommé inspecteur des bureaux d'enregistrement de la province de Québec, jure solennellement que je remplirai et exécuterai fidèlement et suivant la loi les devoirs de cette charge. Ainsi, que Dieu me soit en aide."

5. L'article 594 desdits statuts est amendé en remplaçant les mots " l'inspecteur des bureaux d'enregistrement " dans la troisième et quatrième lignes, par les mots " tout inspecteur des bureaux d'enregistrement."

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi étendant les dispositions de l'article 2175 du Code civil à certaines subdivisions cadastrales

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

ATTENDU que des terrains ont été, jusqu'à ce jour, subdivisés et vendus par lots, sans que, au préalable, des plans et livres de renvoi aient été préparés conformément à l'article 2175 du Code civil, ou en conformité des lois 38 Victoria, chapitre 15, section 2, 48 Victoria, chapitre 26, ou 53 Victoria, chapitre 53, et attendu qu'il en résulte des inconvénients sérieux pour les détenteurs actuels de ces terrains ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Dans le cas où un terrain, avant la passa-

from age or from wear and tear, to such an extent as no longer to guarantee the correctness of the searches made therein.

Such copy shall be made as carefully as possible, and by referring to the registers for such portions of the index then being recopied as are illegible.

" 7528a. The salaries of the inspectors of registry offices and their travelling and other expenses necessary for the performance of their duties, shall be payable by warrant of the Lieutenant-Governor out of the consolidated revenue fund of the Province."

4. Forms F and G of section eighteenth of chapter first of title twelfth of the said statutes are replaced by the following :

" F.—(Article 7522)

Oath of Allegiance of Inspectors

I, A. B., do sincerely promise and swear that I will be faithful and bear true alligiance to His Majesty, the King : So help me God.

G.—(Article 7522.)

Inspectors' Oath of Office.

I, A. B., appointed inspector of registry offices in the Province of Quebec solemnly swear I will faithfully perform and execute the duties of such office according to law : So help me God."

5. Article 594 of the said statutes is amended by replacing the words " the inspector of registry offices " in the third line, by the words " any inspector of registry offices ".

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An Act to extend the provisions of article 2175 of the Civil Code to certain cadastral subdivisions

(Assented to 14th March, 1911)

WHEREAS certain lands have been up to the present time subdivided and sold in lots, without plans and books of reference having been previously prepared in accordance with article 2175 of the Civil Code or in compliance with the acts 38 Victoria, chapter 15, section 2, and 48 Victoria, chapter 26 or 53 Victoria, chapter 53 ; and whereas serious inconvenience has been thereby occasioned to the present holders of such lands ;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. In the case where a property, before the

tion de la présente loi, a été subdivisé et vendu par lots, en tout ou en partie, sans que, au préalable, un plan et un livre de renvoi aient été préparés conformément à l'article 2175 du Code civil, ou en conformité des lois 38 Victoria, chapitre 15, section 2, et 48 Victoria, chapitre 26, ou 53 Victoria, chapitre 53, le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries peut, sur requête à lui adressée par la majorité des parties intéressées, permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits, pourvu que les formalités suivantes soient observées :

a. Un plan sera fait portant des numéros comme les subdivisions ordinaires, ainsi qu'un livre de renvoi y correspondant, lesquels seront signés et certifiés corrects par la majorité des parties intéressées, et adressés avec une copie desdits plan et livre de renvoi, au ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries qui gardera l'original et expédiera cette copie certifiée par lui au registrateur de la division ;

b. Le registrateur préparera alors son index aux immeubles pour tel terrain ou partie de terrain ainsi cadastré dans son livre d'index pour les subdivisions ;

c. Sur certificat du registrateur du dépôt du plan et du livre de renvoi de telle subdivision ainsi préparés, le lieutenant-gouverneur en conseil, émettra une proclamation par laquelle il ordonnera que toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant tout le terrain ainsi subdivisé, soient renouvelées dans un délai d'un an à compter du jour fixé dans telle proclamation, et, à défaut de faire tel renouvellement, toute personne qui ne se sera pas conformée aux dispositions de cette section, perdra son rang ou priorité d'hypothèque ;

d. Le registrateur devra alors transmettre immédiatement, par lettres enregistrées, à chaque créancier ayant une hypothèque affectant particulièrement aucun des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi dont le nom est inscrit au registre des adresses, un avis l'informant de l'émission et du contenu de cette proclamation.

e. Les frais de tels plan et livre de renvoi seront à la charge des parties intéressées.

2. Les dispositions de cette loi ne s'appliqueront qu'aux faits antérieurs à la sanction d'icelle et ne devront pas s'interpréter comme permettant à l'avenir de faire des plans et livres de renvoi, autrement qu'en conformité des dispositions dudit article 2175.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

passing of this act, has been, in whole or in part, subdivided and sold by lots, without there having previously been a plan and book of reference prepared according to article 2175 of the Civil Code, or in compliance with the acts 38 Victoria, chapter 15, section 2, 48 Victoria, chapter 26 or 53 Victoria, chapter 53, the Minister of Colonization, Mines and Fisheries may, on requisition addressed to him by a majority of the persons interested, permit that a plan and a book of reference of the subdivision of such property or portion of a property be made; provided that the following formalities be observed :

a. A plan shall be made, bearing numbers as ordinary subdivisions, also a book of reference corresponding therewith, which shall be signed and certified as correct by the majority of the parties interested, and addressed, with a copy of such plan and book of reference, to the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, who shall keep the original, and remit such copy, certified by him, to the registrar of the registration division ;

b. The registrar shall then prepare his index to immovables, for such property or portion of a property thus cadastrated, in his index book for the subdivisions ;

c. On certificate of the registrar of the deposit of the plan and book of reference of such subdivision so made, the Lieutenant Governor in Council shall issue a proclamation, by which he shall order that all the hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference, and not including the hypothecs affecting the whole property so divided, be renewed within a delay of one year, to be computed from the day fixed in such proclamation, and in default of such renewal being made, any person who has not conformed to the provisions of this section shall lose his rank or priority of hypothec ;

d. The registrar shall thereupon, immediately send, by registered letter, to each creditor having a hypothec particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference, whose name is entered in the register of addresses, a notice informing him of the issue and contents of such proclamation ;

e. The cost of such plan and book of reference shall be borne by the persons interested.

2. The provisions of this act shall only apply to facts anterior to the sanctioning thereof, and must not be interpreted as permitting, for the future, the making of plans and books of reference, otherwise than in conformity with the provisions of the said article 2175.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant le Code de procédure civile relativement à la confection des règles de pratique

[Sanctionnée le 14 mars 1911]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 37 du Code de procédure civile est amendé en y ajoutant le mot : " huissiers " après le mot : " coroners ", dans la troisième ligne.

2. L'article 73 du Code de procédure civile est amendé en remplaçant les mots : " au moins les deux tiers ", dans la deuxième ligne du paragraphe 2, par les mots : " la majorité. "

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant le Code de procédure civile

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 1310 du Code de procédure civile est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

" Le greffier de la Cour de circuit établie dans et pour la seconde division du comté de Pontiac, siégeant à Ville-Marie, a les mêmes pouvoirs que possède le protonotaire de la Cour supérieure dans tout autre district pour toutes les matières se rapportant aux procédures non contentieuses mentionnées dans la dixième partie de ce code. "

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant le Code municipal relativement à l'annexion de cantons ou de parties de cantons

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article suivant est inséré dans le Code municipal après l'article 37a, tel qu'il se lit dans l'article 6034 des Statuts refondus de 1888 :

" 37b. Le conseil de comté peut, par résolution, annexer à une municipalité de canton, un canton ou une partie de canton contigu à cette

1 GEORGE V, (2nd session)

An Act to amend the Code of Civil Procedure respecting the making of rules of practice

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 37 of the Code of Civil Procedure is amended by inserting after the word : " coroners " in the third line, the word : " bailiffs. "

2. Article 73 of the said code is amended by replacing the words : " at least two thirds " in the second line of paragraph 2, by the words : " the majority. "

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V (2nd session)

An Act to amend the Code of Civil Procedure

Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 1310 of the Code of Civil Procedure is amended by adding thereto the following paragraph :

" The clerk of the Circuit Court established in and for the second division of the county of Pontiac, sitting at Ville-Marie, has the same powers as the prothonotary of the Superior Court in any other district, as to all matters connected with the non-contentious proceedings mentioned in the tenth part of this Code. "

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An Act to amend the Municipal Code respecting the annexation of townships or parts of townships

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. The following article is inserted in the Municipal Code after article 37a as contained in article 6034 of the Revised Statutes, 1888 :

" 37b. The county council may, by resolution, annex to a township municipality, a township or a part of a township adjoining such township

municipalité de canton, dans le même comté, sur une requête signée par au moins les deux tiers des électeurs de ce territoire, et par la majorité des électeurs de la partie restante quand il s'agit d'une partie de canton, pourvu qu'il reste dans chaque municipalité dont le territoire est détaché une population d'au moins trois cents âmes.

Cette résolution doit être précédée d'un avis public donné à cet effet et doit être approuvée et publiée en la manière prescrite par l'article 41."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V, (2ième session)

Loi amendant le Code municipal relativement à la construction des ponts

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 855 du Code municipal est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

"Toutefois, s'il s'agit d'un pont qui doit être construit, en tout ou en partie, avec les deniers de la province, il n'est pas nécessaire que le procès-verbal ou le règlement contienne un plan, un devis ou une désignation de l'ouvrage, mais il suffit d'énoncer, au procès-verbal ou au règlement, que le pont sera construit suivant le plan, le devis, les règlements ou la direction du gouvernement, ou du ministère octroyant les deniers, ou des officiers de ce ministère".

2. L'article 859a du Code municipal, tel qu'édicte par la loi 53 Victoria, chapitre 63, section 9, est abrogé.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

municipality in the same county, upon a petition signed by at least two-thirds of the electors of such territory, and by the majority of the electors of the remaining territory in the case of part of a township, provided that there shall remain in each municipality from which the territory is detached a population of at least three hundred.

Such resolution shall be preceded by a public notice given for that purpose, and shall be approved and published in the manner prescribed by article 41."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

1 GEORGE V, (2nd session)

An act to amend the Municipal Code respecting the building of bridges

(Assented to 14th March, 1911)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 855 of the Municipal Code is amended by adding the following paragraph :

"Nevertheless in case of a bridge, to be built, in whole or in part, with the moneys of the Province, the *procès verbal* or the by-law need not contain a plan, or specifications, or a description of the work, but it shall be sufficient to state, in the *procès verbal* or by-law, that the bridge will be built according to the plans, specifications, regulations or direction of the Government or of the Department granting the funds, or of the officers of such Department."

2. Article 859a of the Municipal Code, as enacted by section 9 of the act 53 Victoria, chapter 63, is repealed.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Index de la Gazette Officielle de Québec No 12.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Albert vs Alder	705
" Brodeur vs Dalpé	730
" Désève vs Froust dit de Rostaing	706
" Deslauriers vs Croteau	730
" Dionne vs Bérubé	703
" Dubault vs Lefavre	705
" Dubuc vs Simoneau	707
" Francoeur vs Francoeur	703
" Gagnon vs Hamel	706
" Gagnon vs Imbault dit Mantha	730
" Gignac vs Belanger	750
" Girard vs Viau	703
" Guay vs Boudreau	704
" Howe vs Wheeler	706

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Labelle vs Labelle	704
--------------------------	-----

ANNONCES :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 689.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :— Assemblée législative, 700 ; Conseil législatif, 698.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPERATIONS : Hudson Bay Insurance Coy, 702 ; Underwriters at American Lloyds, 702.

DÉCRET CANONIQUE :—La Nativité de la Sainte- Vierge, 707.

DEMANDES À LA LÉGISLATURE :—Montreal Tram- ways Coy, 702.

FAILLIS —INSOLVENTS :

Bégin & Cie	730
Bergevin	708
Bergevin	708
Bureau	709
Clément	709
Dumas & Cie	730
Michaud	731

LETTRES PATENTES :—

Cie des Cuirs et Chaussures de Plessisville	696
Cie de Vêtements de Fraserville	697
La Cie Hydraulique Stadacona	694
La Cie Manufacturière de Saint-Adelphe ltée	695
La Cie Vilandre, ltée	690
La Cie Villemure ltée	694
La Voile National, ltée	691
Le Club Athlétique Saint-Pierre incorp	698

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Saint-Joseph du Colerain, 698.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Fieldville et Stagsburn, comté d'Ottawa, 729.

NOMINATIONS :—Coroners conjoints : Saguenay, 729.

NOTAIRES. MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Par Errol Lindsay, 689.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Labrecque vs Faucher	703
" Lamoureux vs Giard	707
" Landry vs Dontig y	704
" Lessard vs Loiseille	706
" Mareau vs Granito	704
" Monette vs Cloutier	704
" Morency vs Cloutier	705
" Paradis vs. Lafrance	706
" Robidoux vs Monette	707
" Rothman vs Schwartz	704
" Roy dit Lauzon vs Gagnon	705
" Smith vs Lothrop	705
" St-Yves vs Aubry	703
" Thibault vs Soucy	706

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—

Labelle vs Labelle	704
--------------------------	-----

ADVERTISEMENTS :—Notice to :—Respecting notices, & 689.

PRIVATE BILLS P.Q. :—Notices respecting the :— Legislative Assembly, 700 ; Legislative Coun- cil, 698.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS —Hud- son Bay Insurance Coy, 702 ; Underwriters at American Lloyds, 702.

CANONICAL DECREE :—La Nativité de la Sainte Vierge, 707.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Montreal Tramways Coy, 702.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Nault	731
Norton	709
Norton	731
Paquin	709
Powell et al	731
Quimby	708
Thibault	731

LETTERS PATENT :—

S. H. & E. P. Narovlansky, ltd	691
The Boyd Syllabic Short Land & Business College Ltd	695
The Wotton Manufacturing Coy, ltd	728
The Hercule Shoe Coy	691
The Montreal Aero Coy	692
The Oyster Mineral Water Coy ltd	698

MUNICIPALITY. APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Saint Joseph de Coleraine, 698.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex or to erect, &c. —Fieldville and Stragsburn, county of Ottawa, 729.

APPOINTMENTS :—Joint Coroners : Saguenay, 729.

NOTARIAL MINUTES. APPLICATION FOR TRANSFER :— By Errol Lindsay, 689.

PROCLAMATIONS : — Trois-Rivières, 727 ; Valleyfield, 726.	PROCLAMATIONS : — Three Rivers, 727 ; Valleyfield, 726.
RATIFICATION : — Chicoine et Delles Sicotte, 710.	RATIFICATION : — Chicoine and Delles Sicotte, 710.
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE : — Saint-Bruno, 689.	COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION : — Saint Bruno, 689.
SOCIÉTÉ DISSOUE : — DeGuire & Cie, 703.	SOCIETY DI-SOLVED : — DeGuire & Cie, 703.
SYNDICAT D'ÉLEVAGE : — Synd. c d'élevage de chevaux de trait léger de race belge de Deschailons, 729.	STOCK BREEDING SYNDICATE : — The Deschailons Stock-Breeding syndicate of Belgian breed of light draught horses, 729.
VENTE PAR LICITATION : — Paradis ès-ql. vs Boivin ès-ql., 710.	SALE BY LICITATION : — Paradis ès ql. vs Boivin ès-ql., 710.
VENTE POUR TAXES MUNICIPALES : — Ville de Terrebonne, 709.	SALE FOR MUNICIPAL TAXES : — Town of Terrebonne, 709.
VENTES PAR LES SHERIFS	SHERIFFS' SALES :
ARTHABASKA : — La Banque de Québec vs Thibault, 711.	ARTHABASKA : — La Banque de Québec vs Thibault, 711.
BEAUCÉ : — Bolduc vs The Montreal Asbestos Coy, 712 ; Gagnon vs Corriveau, 712.	BEAUCÉ : — Bolduc vs The Montreal Asbestos Coy, 712 ; Gagnon vs Corriveau, 712.
CHICOUTIMI : — Labrie vs Harvey, 713 ; Picard vs Ouellet, 713 ; Simard (Dme) vs Boily et al, 713.	CHICOUTIMI : — Labrie vs Harvey, 713 ; Picard vs Ouellet, 713 ; Simard (Dme) vs Boily et al, 713.
GASPÉ : — Carrette vs Poirier, 714 ; Carrette vs Poirier, 714 ; Carrette vs Gallant, 714 ; Laferrrière vs Garant, 715.	GASPÉ : — Carrette vs. Poirier, 714 ; Carrette vs Poirier, 714 ; Carrette vs Gallant, 714 ; Laferrrière vs Garant, 715.
JOLIETTE : — Blouin, Failli, 716 ; Gagnon (Dme) vs Landry, 715 ; Gravel vs Laramée, 716.	JOLIETTE : — Blouin, Insolvent, 716 ; Gagnon (Dme) vs Landry, 715 ; Gravel vs Laramée, 716.
MONTREAL : — Galipeau vs Delle Wiedrick, 716 ; The Laing Packing Provision Coy, Ltd, vs Charland, 717.	MONTREAL : — Galipeau vs Delle Wiedrick, 716 ; The Laing Packing Provision Coy, Ltd, vs Charland, 717.
OTTAWA : — Wood vs Wood, 717.	OTTAWA : — Wood vs Wood, 717.
PONTIAC : — Moody vs James, 718 ; The Trust and Loan Company of Canada vs Beauséjour, 719 ; vs Ouimet, 719 ; vs Perrault, 719.	PONTIAC : — Moody vs James, 718 ; The Trust and Loan Company of Canada vs Beauséjour, 719 ; vs Ouimet, 719 ; vs Perrault, 719.
QUÉBEC : — Larochelle vs Dupont, 720 ; Paquin vs Groleau, 720.	QUÉBEC : — Lurochelle vs Dupont, 720 ; Paquin vs Groleau, 720.
RICHELIEU : — Laplante vs Lemaire, 721.	RICHELIEU : — Laplante vs Lemaire, 721.
RIMOUSKI : — Garon vs Thibault, 721 ; Nolet vs Fenderson & Coy, 721.	RIMOUSKI : — Garon vs Thibault, 721 ; Nolet vs Fenderson & Coy, 721.
SAINT-FRANÇOIS : — La Banque Nationale vs Dalpé et al, 722 ; La Banque Provinciale du Canada vs Gagné, 723.	SAINT-FRANÇOIS : — La Banque Nationale vs Dalpé et al, 722 ; La Banque Provinciale du Canada vs Gagné, 723.
SAINT-HYACINTHE : — La Presse Publishing Co Ltd vs Fréchette, 723.	SAINT-HYACINTH : — La Presse Publishing Co Ltd vs Fréchette, 723.
TERREBONNE : — Johnson (Dme) vs Johnson, 724.	TERREBONNE : — Johnson (Dme) vs Johnson, 724.
TROIS-RIVIÈRES : — Bertrand vs Bouvette, 725 ; Houle vs Curé et al, 725 ; Lemay vs Blais, 727.	TROIS-RIVERS : — Bertrand vs Bouvette, 725 ; Houle vs Curé et al, 725 ; Lemay vs Blais, 727.